

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PROBLÈMES DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE

Il n'est point d'homme sérieux qui préconise une réforme, alors qu'il est incapable de démontrer la possibilité de la mettre en pratique et l'efficacité bienfaisante probable de ses résultats.

N. G. PIERSON.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 7 octobre 1940, à 2 heures

PAR

Pierre DERVAUX

Président: M. LOUIS BAUDIN, Professeur.

Suffragants : { M. EDOUARD DOLLEANS, Professeur.
 { M. FRANÇOIS PERROUX, Professeur.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1940

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PROBLÈMES DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE

Il n'est point d'homme sérieux qui préconise une réforme, alors qu'il est incapable de démontrer la possibilité de la mettre en pratique et l'efficacité bienfaisante probable de ses résultats.

N. G. PIERSON.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 7 octobre 1940, à 2 heures

PAR

Pierre DERVAUX

Président: M. LOUIS BAUDIN, Professeur.

Suffragants : { *M. EDOUARD DOLLEANS, Professeur.*
M. FRANÇOIS PERROUX, Professeur.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1940

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les Thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PROBLÈMES DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE

INTRODUCTION

L'économie planifiée est essentiellement une méthode : organisation de la vie économique en vue d'une fin particulière. La nature de cette fin est importante, mais elle n'affecte en rien le principe même du planisme (1). L'économie planifiée peut être une fin en elle-même, quand une meilleure organisation de la production est seule visée. C'est la position adoptée par certains milieux industriels. Au contraire, elle est un moyen lorsqu'elle est employée à réaliser certaines fins humanitaires et sociales. Cette conception de l'économie planifiée est partagée par les socialistes.

Il est heureux pour la critique scientifique, que le problème des méthodes à employer puisse être entièrement distingué de celui des fins. Dans cette étude nous recherchons seulement si les méthodes proposées permettent d'aboutir aux résultats désirés.

Bien qu'une économie largement planifiée puisse exister dans un régime faiblement socialisé (2) et que le planisme puisse servir à réaliser toutes autres fins que les fins spécifiquement socialistes, nous étudierons assez longuement les théories socialistes, en particulier le socialisme marxiste, car la doctrine planiste en a subi plus ou moins consciemment l'influence.

1. Voir P. W. MARTIN, Etat actuel du planisme économique, *Revue internationale du travail*, mai 1936.

2. Voir F. A. von HAYECK, L'Économie planifiée en régime collectiviste, p. 25. Librairie de Médecis, Paris, 1939.

Les perspectives d'avenir de l'économie planifiée sont loin d'être rassurantes. L'examen des mesures de planification, appliquées pendant la crise, laisse une impression dominante d'inhabileté, d'opportunisme et souvent de subordination à des intérêts particuliers.

L'économie planifiée souffre surtout d'un manque de préparation intellectuelle. Or le planisme a ses problèmes et, pour surmonter les difficultés qu'ils comportent, il ne suffit pas d'être animé de bonnes intentions (1).

Dans une première partie nous dégagerons les principaux problèmes que pose l'économie planifiée et nous rechercherons pourquoi ces problèmes ont été si complètement négligés jusqu'à ces dernières années. Une seconde partie sera consacrée aux solutions apportées par les théoriciens planistes.

1. Voir P. W. MARTIN, *op. cit.*

PREMIÈRE PARTIE

LES PROBLÈMES

CHAPITRE I

POSITION DU PROBLÈME. ÉVOLUTION DES IDÉES

Tout système économique qui prétend remplacer l'initiative individuelle par la direction d'une autorité centrale, implique nécessairement, sinon l'expropriation des moyens de production au profit de la collectivité, du moins le transfert de la fonction de direction à une autorité économique supérieure. Le résultat est d'ailleurs le même dans les deux cas, et un théoricien planiste a pu dire que le fait juridique de l'appropriation perdait toute signification dans une économie planifiée (1). Peu importe en effet que le directeur d'une entreprise soit en même temps le propriétaire, si le genre de production, les méthodes à employer et les prix sont fixés par le plan.

Dès lors que tous les moyens de production passent sous le contrôle de l'Etat, le gouvernement doit en assurer la répartition entre un nombre pratiquement illimité de fins concurrentielles. Dans le régime libéral, cette répartition est assurée par chaque individu sur la base des prix et des

1. R. Mossé, La théorie de l'économie planifiée, *Revue internationale du travail*, sept. 1937.

coûts de production. Mais la planification de l'économie supprime l'initiative individuelle et le mécanisme des prix qui lui sert de guide. Le gouvernement doit donc exécuter lui-même ce travail selon des méthodes entièrement différentes de celles qui sont employées actuellement. Or si l'on veut que la production soit dirigée avec une efficacité suffisante, étant donnée la pauvreté du monde en richesse productive il faut que chaque facteur de production soit dirigé là où son emploi est le plus avantageux d'après la valeur du produit alternatif, c'est-à-dire d'après la valeur du produit qui aurait pu être obtenu si l'on avait utilisé d'une manière différente le facteur considéré. Un calcul de valeur précis est donc nécessaire ; c'est tout le problème du planisme économique.

Si dans une économie planifiée le calcul économique ne peut être fondé que sur de vagues appréciations et non sur des bases exactes, le système est inapplicable, en ce sens que, loin d'apporter l'abondance et la prospérité, il diminuera dans de grandes proportions le niveau de vie de la population, parce qu'il entraînera un gaspillage énorme des forces productives.

L'expérience russe et le simple raisonnement logique le prouvent surabondamment.

Certains partisans de méthodes planistes estiment que le sacrifice vaudrait la peine s'il pouvait nous débarrasser de la plus épouvantable des barbaries : « Le rationalisme capitaliste » (1). C'est un point de vue que nous ne discuterons pas. D'ailleurs il ne risque pas d'avoir beaucoup de succès.

Les théoriciens planistes doivent donc déterminer avant tout les méthodes du calcul économique qui seraient applicables dans un système où l'initiative individuelle est remplacée par une direction autoritaire.

Or si l'on admet facilement que le libéralisme ne soit plus possible et qu'il doive être remplacé, ce qui, par contre est moins généralement reconnu, c'est l'énormité et la complexité des tâches que le gouvernement doit assurer dans ces conditions.

1. MUCKLE, *Das Kulturideal des Socialismus*. Munich, 1919.

La pensée semble avoir été égarée par des présomptions insuffisamment établies. Niant le plus souvent qu'il se posât des problèmes, les auteurs de plans ont supposé que les difficultés se résoudraient d'elles-mêmes dans le nouvel ordre de choses. Naïveté assez rafraîchissante de la part d'auteurs qui préconisent l'intervention parce qu'à leur avis, les choses ne s'arrangent justement pas d'elles-mêmes de la façon la plus favorable. Et l'on s'est contenté la plupart du temps d'affirmations assez vagues sur le système qui remplacerait le régime existant sans préciser le moins du monde, par quelles méthodes on en assurerait le fonctionnement.

La responsabilité de cet état de choses incombe tout d'abord à la position prise dès le début par les collectivistes marxistes.

La doctrine marxiste est toute entière fondée sur le matérialisme historique et sur la croyance en des lois d'évolution qui pousseraient inexorablement la vie économique, et partant la société toute entière, dans la voie du collectivisme.

Il n'est donc pas étonnant que les marxistes aient pu juger totalement inutile, aussi bien une étude de l'organisation réelle d'une société collectiviste, que l'analyse du régime économique existant, puisque ce dernier doit disparaître à brève échéance. Or seule une analyse du régime actuel peut révéler la nature des problèmes auxquels se heurte le collectivisme et qu'il doit résoudre sous peine de n'être qu'une utopie.

Les marxistes supposent que les problèmes d'une économie collectiviste seront foncièrement différents de ceux d'une économie libérale, mais que « l'évolution continue de la société qui ne fait pas de sauts brusques, bien qu'elle en ait parfois l'air, les surmontera d'elle-même. Ils partent de l'hypothèse que la société humaine, comme la nature dans son ensemble, est gouvernée par le principe de l'évolution, et de l'évolution vers des formes plus élevées ; les derniers stades de la société doivent toujours être plus avancés que ceux qui les ont précédés. D'où il suit que les stades intermédiaires et les formes transitoires s'ajustent nécessaire-

ment d'eux-mêmes aux conditions qui se trouvent exister au moment où ils apparaissent (1) ».

Cette opinion très contestable sera discutée plus loin. Reconnaissons que la position des socialistes est alors facile à défendre, puisque l'évolution doit préparer l'avènement du régime futur et indiquer les lois de son fonctionnement. Solution peu fatigante qui leur permet de consacrer tous leurs efforts à détruire le régime existant, sans qu'ils sachent cependant par quoi ils le remplaceront. Ceci rappelle l'Escroquerie des mers du Sud où l'on invitait les gens à souscrire à un projet « dont la nature serait révélée par la suite ».

Karl Marx lui-même, père spirituel des collectivistes et des planistes modernes, n'avait pas assez de sarcasmes pour ceux qui tentaient d'établir le plan de fonctionnement du futur régime.

Ses démêlés avec Proudhon sont célèbres et cependant, Proudhon écrivain de grande race, a une valeur infiniment plus haute. Si ce n'est pas à lui qu'est allée la grande renommée, il faut en voir probablement la raison dans la concordance de l'humeur de Marx avec celle de son public à cette époque. D'ailleurs Marx ne devait pas avoir une confiance illimitée dans les lois de l'Evolution, puisqu'il préconisait la lutte des classes comme un moyen de « pousser à la roue » ; assertion contradictoire avec sa doctrine. Ce qui ne doit pas nous étonner, car il n'y a peut être pas dans toute son œuvre une seule proposition qui ne soit contredite un peu plus loin. « Le Capital » est à lui-même sa meilleure réfutation ».

Cette loi marxiste d'évolution économique des sociétés n'est qu'une paraphrase des ouvrages biologiques de Darwin. Or, les théories de Darwin sont très discutées, pour ne pas dire plus.

Les lois de l'évolution n'ont pas la valeur absolue que certains disciples du Maître, Haeckel notamment, ont voulu leur attribuer.

1. LOOQUET, cité par PIERSON dans : *L'Economie dirigée en régime collectiviste*, p. 58, Librairie de Médecis. Paris 1939.

Il est absolument faux de dire que la nature ne fait jamais de sauts. Au contraire, elle procède probablement de cette façon.

L'évolutionisme darwinien, appliqué sans mesure et sans discernement, au profit d'idées préconçues, ne pouvait aboutir qu'à des conclusions inexactes, aussi bien dans l'étude du développement des organismes vivants, que dans celle du développement des sociétés humaines.

Il n'en est pas moins vrai que ces erreurs ont exercé et exercent encore une grosse influence sur la doctrine planiste. C'est pourquoi, nous ne pensons pas nous écarter du sujet de cet exposé, en étudiant sérieusement cette question.

Un fait est certain, rien dans la nature n'a pu confirmer les lois d'évolution de Darwin.

Les mammifères eux-mêmes, qui sont les nouveaux venus sur la terre, ne peuvent fournir aucune vérification de cette théorie.

« Ils semblent apparaître *brusquement* au début de l'Eocène. Comment se rattachent-ils aux reptiles et ceux-là aux poissons et aux invertébrés, nous n'en avons aucune idée (1). »

A l'intérieur du groupe nous ne savons même pas comment les espèces ont pu apparaître et se développer.

Les « Leçons de paléontologie » au programme du Baccalauréat enseignent que le cheval descend d'une bestiole de la taille d'un chien, carnivore et courant sur cinq doigts : l'Hydracothérium pour aboutir à travers les perfectionnements successifs, du Mésohippus, de l'Anchitérium de l'Hipparion et du Pliohippus au cheval actuel qui est herbivore et galope sur un seul doigt.

La manière dont on présente cette prétendue descendance du cheval est une véritable escroquerie intellectuelle.

Le pied et la dentition ne sont pas tout dans un animal, et l'examen du squelette montre que nous avons à faire à des espèces absolument distinctes dont les types intermédiaires n'ont jamais pu être trouvés.

1. LECOMTE DU NOÛY, L'homme devant la Science, p. 188, Flammarion. Paris, 1939.

Le Mésoshippus, l'Hipparion..., constituent des espèces distinctes qui sont apparues, ont évolué et ont disparu, chacune de son côté de façon entièrement indépendante. Ils ne peuvent donc fournir la moindre preuve en faveur de l'Évolution.

Pourtant, aucun groupe ne nous donne des indications comparables à celui des Mammifères. Au delà, c'est la nuit à peu près complète. Nul homme ne sait comment ont été formés les premiers types de Foraminifères, de Polypes, de Trilobites, d'Arachnides, d'Insectes, de Poissons, de Reptiles. Les fossiles primaires ne nous ont fourni aucune preuve du passage des animaux d'une classe à ceux d'une autre classe (1).

Les Trilobites apparaissent brusquement dans toute la perfection de leur type et leur race va s'éteindre peu à peu, si bien qu'à la fin du Primaire, cet animal aura complètement disparu. C'est à peine si sur 350 espèces connues de Trilobites on en compte 10 qui présentent des traces de variations, d'ailleurs peu accentuées, qui s'atténuent dans la suite pour revenir au type ancestral.

Les espèces envahissent tout à coup une période sans que rien les annonce dans les types précédents. De plus, l'éclosion de ces espèces nouvelles, loin de se manifester par des types atrophiés ou de transition, se fait au contraire avec des genres très perfectionnés où la taille des individus atteint immédiatement son maximum.

Si l'on peut prétendre, pour certaines espèces, que leurs ascendants ont été détruits par la chaleur des roches primitives, cette explication n'est pas de mise pour les terrains qui n'ont jamais été remaniés et dont les restes sont dans un état de conservation parfaite.

Curieuse nature, qui pour ennuyer les partisans de l'Évolution a supprimé tous les types intermédiaires.

« De plus il existe entre les espèces, mammifères, reptiles, crustacés..., une différence encore bien plus profonde que les immenses écarts anatomiques et physiologiques, une

1. GAUDRY, Enchaînement du Monde Animal. Paris, 1878.

différence entre la structure chimique de leur sérum qui rend le passage progressif d'une des classes à l'autre encore plus incompréhensible (1). »

Tout se passe comme si les espèces apparaissaient brutalement dans toute leur perfection.

Souvent ce sont les types les mieux organisés, les plus formidablement armés pour la lutte qui disparaissent tandis que les animaux des classes les plus inférieures subsistent à travers les périodes géologiques. Que devient dans ces conditions la « lutte pour la vie » et la « survivance du plus apte » ?

Chose plus remarquable encore on trouve certaines espèces qui ont traversé sans changement, sans variations importantes, non seulement une période géologique mais toute la durée des âges, depuis le primaire jusqu'à nos jours.

Parfois même on assiste à des régressions. Pourquoi, par exemple, y a-t-il encore des Batraciens moins bien organisés qu'au temps du carbonifère ? Si les Oursins ont évolué, s'ils ont progressé, pourquoi en voyons-nous encore ? Ceux qui restent sont même moins parfaits que leurs congénères primitifs.

Un Paléontologue américain Ch. D. Walcott a trouvé dans les Montagnes Rocheuses, des fossiles de groupes variés de l'époque Cambrienne. Sans doute ce sont des formes différentes de celles d'aujourd'hui, mais elles rentrent dans le cadre des groupes actuels. Et leur organisation même ne diffère en rien de celles des espèces d'aujourd'hui. Les cellules et le fonctionnement de ces organismes doivent être considérés comme identiques à ce qui existe actuellement.

B. Dean a pu, sur des poissons sélaciens du silurien, étudier l'histologie des reins. Elle est exactement celle des sélaciens de nos mers.

La réalisation de la nature organisée dans son ensemble et même dans son détail remonte donc au delà de toute période géologique accessible. Nous ne voyons pas la vie

1. LECOMTE DU NOÛY, Contribution à l'étude des bases chimiques de la classification naturelle.

commencer, mais seulement continuer. L'origine de la vie, qu'il faut bien supposer, reste donc entièrement mystérieuse (1).

Haeckel a cru voir dans sa fameuse *Monère* la cellule primitive d'où seraient descendus tous les êtres vivants.

Cette cellule aurait pris naissance dans le Bathytius, sorte de mucus gélatineux que le chalut retire du fond de la mer. Malheureusement le professeur Milne Edwards a montré que le Bathytius était un amas de mucosités que les éponges et certains zoophytes laissent échapper quand leur tissu sont froissés par les engins de Pêche.

La Science ne doit pas se payer de mots lorsqu'elle édifie des hypothèses, son devoir est de les étayer sur des faits. A cette condition, et à cette seule condition, L'Hypothèse est justifiée et on peut la tenir pour probable. Or l'évolutionnisme agressif, dans sa forme Haeckel, n'a jamais pu produire le moindre fait positif à l'appui de ses affirmations.

Ce doit être un spectacle réconfortant pour l'économiste qui se voit si facilement accuser de verbiage et de glose littéraire.

Aujourd'hui la mutation discontinue révélée par Hugo de Vries mais fixée par Th. Hunt-Morgan sur un « objet » biologique expérimental (le gène des chromosomes de la *Drosophile* ou mouche du vinaigre), nous force à reviser de fond en comble tout ce qu'ont écrit Darwin et Lamarck.

Les travaux de Ch. Nicolle sur les microbes (2) montrent que les variations d'espèces s'effectuent non par gradation continue, mais par mutations brusques. Ces mutations peuvent même être réalisées expérimentalement (expérience de Blaringhem sur le maïs) mais la réussite est toujours empirique, car toute mutation est affectée d'un sérieux coefficient de probabilité. Pour donner un exemple précis, on semble en droit de supposer, que le vaccin de la rage, obtenu par Pasteur au moyen de « passages » répétés du virus rabique sur des moelles de lapin desséchées, n'est pas formé de descendants simplement affaiblis du microbe

1. Emile CAULLERY, revue Science, 1938.

2. Charles NICOLLE, Le destin des maladies infectieuses.

pathogène primitif, mais plutôt d'une race nouvelle obtenue par mutation brusque à partir de ce microbe primitif. Un fait semble confirmer cette hypothèse : c'est que jamais l'on n'a pu recommencer l'expérience de Pasteur. Ce serait cependant très nécessaire, car le vaccin antirabique obtenu au moyen de la souche originale transportée dans tous les instituts Pasteur du globe marque un affaiblissement de son efficacité vaccinnante. Le microbe vaccin semble s'auto-vacciner lui-même. Provenant d'une mutation heureuse, il se livre à d'autres mutations qui transforment sa spécificité.

Si la nature dans son ensemble contredit les lois d'évolution de Darwin en ce qui concerne les organismes vivants, l'étude des sociétés humaines permet d'aboutir aux mêmes conclusions. Il en résulte que l'évolutionnisme marxiste, faux dans son point de départ biologique, est non moins faux dans ses conclusions sociologiques.

L'erreur fondamentale, essentielle au système marxiste, est d'avoir cru que le socialisme était l'héritier nécessaire, désigné, du capitalisme dont il devait recueillir les éléments historiques les meilleurs.

Pour Marx, le socialisme « rétablit, non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle (?) fondée sur les acquits de l'être capitaliste, sur la coopération et la propriété commune de tous les moyens de production y compris le sol » (2).

C'est l'idée fausse de transfert et de continuité historique. Elle a pu faire croire que l'intervention du socialisme dans le processus historique assurerait non seulement la continuité nécessaire, mais une continuité fondée sur la sélection de ce qu'il y avait de meilleur (3) (Sélection naturelle de Darwin), qui conduirait l'humanité d'un degré plus bas à un degré plus haut de son « évolution ». Le socialisme serait le régime actuel, mais sans égoïsme, sans cupidité, sans concurrence.

1. MARX, *Le Capital*, vol. I, p. 342.

2. ARTURO LABRIOLA, *Le crépuscule de la civilisation*, Mignolet¹ et Storz, éditeurs, ch. III.

3. A. LABRIOLA, *op. cit.*

La théorie du passage d'une forme à l'autre semble intuitive, et *l'Evolution* soutient ce préjugé. Une opinion préconçue suggère d'attendre un héritier du libéralisme capitaliste, cet héritier étant déjà désigné dans le socialisme « et personne n'est disposé à admettre que si un socialisme existe, il existe par rapport à un capitalisme auquel il s'oppose, de sorte que la disparition de celui-ci devrait fatalement amener la disparition de celui-là » (1). Une solidarité irrévocable lie le libéralisme capitaliste au socialisme. Nés ensemble de la même cause : la civilisation de l'économisme, ils se conditionnent l'un l'autre. La disparition de l'un ne pourrait se concevoir sans la disparition de l'autre (2).

L'idée d'un passage du capitalisme au socialisme est aussi absurde que celle d'un passage du côté droit au côté gauche du corps.

D'innombrables exemples historiques vérifient cette loi. A Rome, socialisme et capitalisme s'affrontèrent pendant des siècles ; depuis les Gracques et les revendications agraires jusqu'aux empereurs de l' « anarchie militaire » où l'on vit le socialisme triompher sous sa forme la plus radicale et anti-bourgeoise. Hélas, c'est à ce moment-là, vers la fin du iv^e siècle, que l'empire s'écroule. « Le socialisme n'avait pas pris la place du capitalisme mais la disparition du capitalisme avait entraîné celle du socialisme » (3). Tous deux emportés dans la ruine de la civilisation romaine.

Le Christianisme qui subsistait appartenait géographiquement et moralement à un autre monde.

Si l'étatisation de l'économie entraîne la disparition du libéralisme capitaliste, il supprime tout aussi radicalement le socialisme ; car l'état qui domine les forces économiques matérielles voudra encore davantage dominer les forces vivantes. L'étatisme remplacera les considérations économiques déduites de la logique et du bien-être individuel

1. A. LABRIOLA, *op. cit.*

2. A. LABRIOLA, *op. cit.*

3. A. LABRIOLA, *op. cit.*

par des considérations de prestige, de force et de conquête politique ou autre. De toutes façons c'est la fin de notre civilisation.

Le fait que l'étatisation de l'économie prélude toujours à la fin d'une civilisation aurait dû cependant attirer l'attention. Nous en avons de nombreux exemples dans les Etats de la Grèce antique, dans l'Egypte des Ptolémées et même à Rome, où au iv^e siècle, toute personne qui achetait un bateau ou qui établissait des relations économiques nouvelles, était immatriculée dans un collége de *navicularii* ou de *mercatores* et était obligée de travailler pour l'Etat. Chacun devenait fonctionnaire. La chose commence à se produire de nos jours. N'oublions pas que la civilisation romaine en est morte, et que les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets.

Il est curieux de voir que ceux qui nient la valeur de ces exemples historiques sont par ailleurs, presque toujours, des déterministes convaincus.

Une application systématique des théories de Hugo de Vries, aux phénomènes sociaux, reste encore à faire. Cependant une foule de faits historiques nous obligent à croire que les civilisations explosent subitement avec tous leurs caractères. Nous en trouvons la preuve dans l'exemple de l'Islamisme, du Puritanisme anglo-hollandais du xvii^e siècle : origine de la civilisation économique moderne, ou encore dans l'exemple de la révolution bolchevique, qui est à elle seule la plus belle réfutation de l'évolutionnisme marxiste. La dictature du prolétariat devait être, selon Marx « l'accoucheuse d'une société ancienne grosse d'une société nouvelle ». Mais « lorsque la Théorie fut soumise à l'épreuve de l'histoire, il se trouva que les sociétés capitalistes les plus anciennes n'étaient pas grosses et par conséquent ne purent accoucher, cependant que la Russie agricole, avec ses industries débiles et semi-coloniales, donnait naissance au communisme » (1).

1. Walter LIPPMANN, La Cité libre, p. 112, Librairie de Médicis. Paris, 1939.

Il résulte de tout ceci que la position de l'évolutionnisme marxiste n'est pas soutenable. La société actuelle disparaîtra sans doute un jour, les sociétés anciennes ont bien disparu, il n'y a aucune raison pour que la nôtre fasse exception. Mais elle ne sera pas obligatoirement remplacée par un régime collectiviste et le plan de fonctionnement du nouveau régime ne tombera pas du ciel au moment voulu.

Si l'on veut agir raisonnablement et avec bonne foi, il faut avant de détruire le régime existant d'abord savoir par quoi le remplacer et après avoir envisagé les difficultés d'application du système proposé, il faut leur donner une solution. Mais les collectivistes, dans leur refus délibéré d'envisager ces problèmes, ont réussi à entraîner la critique sur un terrain humanitaire et philosophique, où ils ont été trop bien suivis.

La discussion devenait sans issue, car une pareille matière ne se prête qu'à des jugements de valeur et à des appréciations subjectives.

Et s'il était possible de prouver matériellement la supériorité éthique d'une économie socialisée sur une économie libérale, nous n'en serions pas plus avancés si le système n'est pas réalisable.

Que le régime libéral ait des défauts, personne ne songe à le contester, mais il est trop facile de critiquer ce qui existe lorsqu'on bâtit un système idéal.

Entre une société rêvée, que l'on peut à son gré parer de toutes les qualités et notre pauvre monde trop réel, la partie n'est pas égale.

Ainsi les collectivistes se sont prudemment tenus dans le domaine facile des hypothèses et ont refusé toute discussion sur les problèmes de doctrine économique où ils ne se sentaient pas de force, sinon à les railler à l'occasion.

C'est ce qu'exprime parfaitement M. Mossé lorsqu'il écrit : « Les thèses libérales pouvaient s'adosser à un corps de doctrine formant un ensemble cohérent. Au contraire, les thèses interventionnistes et sociales se sont senties plus solides sur le terrain humain que sur le terrain économique,

faute d'une doctrine complète sur laquelle elles eussent pu s'appuyer » (1).

On a peine à croire que des économistes aient pu envisager une réforme totale de la société qui ne soit fondée tout d'abord sur une solide base doctrinale.

L'imprécision même des doctrines planistes est pour une grande part dans leur succès. L'opinion ne réalise pas très bien ce qu'elles impliquent, mais moins on comprend, plus facilement on se laisse convaincre.

« Le citoyen moyen qui s'échauffe en entendant affirmer que le monde a besoin d'une économie planifiée, ressent en réalité que le monde a besoin de ce qui est un bienfait. En fait, il est à peu près certain, que plus on lui exposera ce plan, moindre sera son enthousiasme et moindre également son accord avec les autres membres de l'auditoire » (2).

On peut ne pas admettre, avec A. Labriola, que le destin historique des masses soit d'être toujours dupe de quelqu'un, mais il faut reconnaître que notre époque est particulièrement crédule. La prospérité des charlatans et diseuses de bonne aventure en est le témoignage.

La masse du peuple ne s'occupe guère d'économie politique. Il suffit qu'on lui promette un accroissement de bien-être et qu'on fasse appel à ses sentiments égalitaires, pour qu'elle appuie à fond l'entreprise, sans se demander si elle est réalisable.

Cependant les problèmes économiques que pose le planisme n'auraient pas été aussi facilement raillés ou passés sous silence, si la poussée interventioniste n'avait coïncidé avec la grande désaffection des sciences économiques que N. G. Pierson constatait déjà à la fin du siècle dernier (3). Les causes de cette désaffection et presque de ce mépris remontent assez loin (4).

1. Robert MOSSÉ, *op. cit.*

2. Lionel ROBBINS, *L'économie planifiée et l'ordre international*, p. 19, Librairie de Médicis, Paris, 1939.

3. N. G. PIERSON, *Dans l'Economie dirigée en régime collectiviste*, p. 49.

4. Les passages suivants sont inspirés des idées de M. le Professeur L. BAUDIN (cours professé à la faculté de Droit de Paris et particulièrement de : *La loi économique*, Cedam, Padowa, 1938-XVII).

J.-S. Mill écrivait vers 1850 que les lois économiques sont d'un ordre inférieur à celui des sciences exactes, non parce que leur degré de certitude est différent, ce qui serait logiquement absurde, mais parce que les données sont si nombreuses et si complexes, qu'elles ne sont pas toutes connues avec la même précision.

S. Mill fondait son opinion sur une comparaison avec la science des marées qui serait, une science de second ordre, parce qu'une partie des causes qui influent sur l'heure et la hauteur des marées (vent, configuration du fond des océans) ne peut être connue avec précision. Mais, si une science doit être considérée comme de second ordre, parce qu'une partie des causes des faits observés ne peut être connue avec précision, toutes les sciences dites exactes sont dans le même cas.

Les « causes » des rayons cosmiques sont tout à fait hypothétiques, et pour prendre un exemple plus simple, les variations de pression d'un gaz, sont « causées » par les chocs de trillions de trillions de molécules dont seule la résultante statistique est connue. Pour le phénomène des marées, nous avons même l'avantage de connaître très bien la cause principale qui est l'attraction différentielle de la lune, du soleil et de quelques planètes. Des calculs, basés sur les propriétés de la série de Fourier, permettent d'éliminer les ondes parasites (ces causes mal connues) et de séparer dans l'oscillation composite globale, les ondes élémentaires.

Cette comparaison est donc singulièrement inopérante. Mais si l'on y joint la distinction contestable que S. Mill faisait entre les lois relatives à la production et celles qui concernent la répartition, ces dernières ayant un degré de précision encore inférieur à celui des premières, on comprend l'évolution qui s'ensuivit.

La tendance de S. Mill fut aggravée et dédaigneusement on appela les lois économiques « régularités d'action » ou « lois approximatives ». Une si mauvaise opinion de la science économique fut à peu près universellement partagée aussi bien par des économistes comme Wagner (1),

4. Un des principaux membres de l'Ecole Historique. On ne s'en

Marshall, Colson, que par des sociologues comme Bouglé ou des juristes comme Saleilles. Tous furent d'accord pour considérer l'économie politique par opposition aux autres sciences, comme une branche mineure de la connaissance, dont les lois n'arrivent à la certitude que par exception.

« Devant une aussi solennelle humiliation de l'économie politique, le grand public est prêt à conclure qu'il peut faire tout ce qu'il veut dans ce domaine car les règles n'existent pas. Dans leur désir d'opposer les lois des sciences économiques à celles des sciences exactes, les auteurs finissent par donner l'impression que les premières sont toujours inexactes » (1). Cette opinion, déjà excessive à l'époque où elle s'est formée ne peut plus être sérieusement affirmée aujourd'hui. La science Economique peut soutenir la comparaison avec les autres sciences et même avec les mathématiques, car ces dernières ne réalisent la perfection dans le raisonnement qu'en s'évadant de la réalité.

La Géométrie Euclidienne par exemple, qui semble la plus proche de l'univers à notre échelle, repose sur le troisième axiome ou postulatum d'Euclide dont la démonstration est impossible.

Lowatschewski et Bolyaï ont prouvé de façon irréfutable que cette démonstration est impossible.

La géométrie d'Euclide n'est qu'une approximation, mais les géométries de Rieman, de Lowatschewski, les géométries à n dimensions, ne nous donnent pas une idée plus exacte de la réalité. L'espace à trois dimensions permet de vérifier un certain nombre de faits expérimentaux, il ne permet pas de les vérifier tous.

« Si l'expérience réussit, on dit qu'elle nous renseigne sur l'espace. Si elle ne réussit pas on s'en prend aux objets extérieurs qu'on accuse d'avoir bougé. En d'autres termes, si elle ne réussit pas on lui donne un coup de pouce. Ces coups de pouce sont légitimes, mais ils suffisent pour nous avertir que les propriétés de l'espace ne sont pas des vérités expé-

étonnera pas si l'on songe que cette école est à l'origine de la décadence de l'économie théorique.

1. L. BAUDIN, Cours et *op. cit.*, p. 8.

riméntales. Si nous avions voulu vérifier d'autres lois, nous aurions pu aussi y parvenir en donnant d'autres coups de ponce analogues... L'expérience ne nous prouve pas que l'espace a trois dimensions, elle nous prouve qu'il est commode de lui en attribuer trois, parce que c'est ainsi que le nombre des coups de ponce est réduit au minimum » (1). L'expérience ne peut d'ailleurs nous renseigner, car l'espace géométrique est un continu mathématique et non un continu phys. que.

« Les axiomes de la géométrie ne sont que des définitions déguisées » (2). Aussi demander si telle géométrie est plus vraie que telle autre ne signifie rien. Autant vaudrait se demander si le système métrique est vrai et les anciennes mesures fausses, si les coordonnées cartésiennes sont vraies et les coordonnées polaires fausses. « Une géométrie ne peut pas être plus vraie qu'une autre, elle peut seulement être plus commode » (3).

« La science mathématique réalise la loi dans l'abstrait, et dans l'abstrait seulement » (4). C'est pourquoi des postulats peuvent rester rigoureusement vrais, quand bien même les lois expérimentales qui ont déterminé leur adaptation ne sont qu'approximatives.

Au xvii^e siècle, Giambatista Vico remarquait, que si les mathématiques atteignent le vrai, c'est parce que l'esprit fait les mathématiques. Et il ajoutait, élevant le débat : est vrai ce que l'on fait, et par conséquent, n'est connaissable que ce que l'esprit fait : « connaître l'univers ce serait l'avoir fait, aussi Dieu est-il seul à posséder cette connaissance ; nous mêmes ne pouvons en avoir que la conscience ».

Les mathématiques sont une science exacte, en ce sens que dans le cadre des conventions posées, on peut tirer des conclusions rigoureusement logiques et parlant exactes. Par exemple, si l'on suppose la rotation d'une droite autour d'un point d'une autre droite avec laquelle elle se

1. Henri POINCARÉ, *La valeur de la Science*, p. 124.

2. Henri POINCARÉ, *La Science et l'hypothèse*, p. 66.

3. Henri POINCARÉ, *op. cit.*

4. L. BAUDIN, *cours, op. cit.*

confondait tout d'abord, mais sans admettre que cette rotation puisse se continuer jusqu'à ce que les deux droites soient dans le prolongement l'une de l'autre, on peut poser une suite de théorèmes, dont le moins étrange n'est pas celui-ci : Une *droite réelle* peut être perpendiculaire à elle-même !

« La principale raison pour laquelle le mathématicien a battu ses rivaux, c'est que nous l'avons laissé dicter le règlement de la compétition. Le destin de toute théorie de l'univers se décide sur une épreuve numérique. L'addition est-elle juste ? Je ne suis pas sûr que le mathématicien comprenne mieux notre monde que le poète ou le mystique. Peut-être sa seule supériorité est-elle qu'il est meilleur en addition » (1).

Dans une étude sur la théorie des groupes, Eddington montre comment un effarant super mathématicien pourrait édifier l'univers en effectuant sur des quantités inconnues des opérations tout aussi inconnues !

Il le pourrait parce qu'il agit dans un univers qui, pour Eddington, est le théâtre d'actions et d'opérations inconnaisables par essence. L'économiste ne peut pas se livrer à de semblables fantaisies. Sa besogne est peut-être plus terre à terre — les sciences de la vie doivent rester rivées au réel — mais en aucune façon ce n'est une cause d'infériorité.

Les lois de l'Astronomie sont loin d'avoir elles aussi la rigueur absolue qu'on voudrait leur prêter.

Passons sous silence ce fait que les planètes jouent parfois des tours aux astronomes. Il faut bien reconnaître que les théories les plus grandioses, celles d'Eddington, de Jeans, de l'abbé Lemaître, l'univers en expansion, l'espace courbe, etc... ne reposent sur aucune vérification expérimentale et font surtout honneur à l'imagination de leurs auteurs, au dire d'un astronome célèbre.

Nous avons peut-être une idée de la vitesse à laquelle

1. Sir Arthur EDDINGTON, Nouveaux sentiers de la Science. Paris, 1936.

s'éloigne la grande nébuleuse spirale d'Andromède (25.000 km. à la seconde), mais depuis quelques dizaines d'années seulement que nous pouvons calculer la distance de la terre au soleil avec une certaine précision de l'ordre du million de kilomètres !

Un certain nombre de lois astronomiques ne sont même que de simples probabilités.

Par exemple, nous affirmons que la distribution actuelle des petites planètes sur le zodiaque est à peu près uniforme. Mais pour cela il a fallu faire un choix entre plusieurs distributions initiales de ces petites planètes, la distribution choisie en définitive étant celle qui a paru la plus probable.

La probabilité est forte, mais ce n'est qu'une probabilité.

Si l'on passe à la physique, la comparaison est toute à l'avantage de la science économique.

Les lois économiques sont comme chacun le sait de nature statistique. On a voulu en faire un argument d'infériorité, mais il n'existe plus actuellement une seule loi physique qui ne soit fondée sur le calcul des probabilités.

La physique est, de toutes les branches de la science, celle qui a été le plus bouleversée depuis quelques années.

Les principes qui semblaient les plus stables sont remis en question et ne peuvent plus nous donner qu'une certitude très relative.

Que penser du principe de conservation des masses depuis qu'Einstein en 1915 a déduit de sa théorie de la relativité, l'équivalence entre la masse matérielle et l'énergie ?

Un corps, lancé à une vitesse voisine de celle de la lumière, a une masse infiniment plus grande que lorsqu'il est au repos.

Seule subsiste l'énergie, laquelle jusqu'à plus ample informé, paraît se conserver.

« Autant le tableau, que nous avait proposé la physique du XIX^e siècle, pour interpréter l'univers, était satisfaisant et pourrait-on dire confortable, autant celui qu'on nous offre aujourd'hui l'est peu » (1). De l'atome, élément pre-

1. LECOMTE DU NOÛY, *L'homme devant la Science*, p.265.

mier de toute chose, nous savons seulement : « qu'il n'est pas composé de deux éléments, l'électron et le proton, comme on le pensait autrefois, mais de trois dont un positif et un qui ne porte aucune charge, le neutron. Que le photon, quantum de lumière est lui-même constitué de deux éléments indiscutables, puisque si on ne les a jamais observés, ils sont néanmoins indispensables aux calculs : le neutrino et l'anti-neutrino. De plus un électron est toujours seul sur son orbite et d'ailleurs on ne peut plus guère parler d'orbite. On ne peut même pas à vrai dire parler d'électron dans le sens où nous l'entendions il y a quelques années, car l'électron est à la fois un corpuscule — peut-être dépourvu de masse — et une onde. Rigoureusement parlant, il n'est même pas un corpuscule, il n'est que l'expression de la probabilité pour que les propriétés que nous attribuons à l'électron se trouvent en un certain point de l'espace. Pour être plus clair on peut dire que l'électron est une onde de probabilité » (1).

L'électron n'est pas le résultat direct de l'expérience, c'est une cause déduite de certains effets grâce à un processus mental très complexe. D'ailleurs, peut-on dire qu'un élément existe quand la seule preuve de son existence est qu'il est nécessaire aux calculs !

Tout ce que nous savons du monde extérieur, se solde par une connaissance limitée des rapports entre certains mécanismes extérieurs à nous. Notre ignorance de la nature même de ces mécanismes est totale, nous savons seulement qu'ils sont de nature statistique et ne représentent à notre échelle que la résultante d'un nombre immense de phénomènes élémentaires. Des fluctuations sont toujours possible dans ces mécanismes statistiques. Par exemple il existe une probabilité pour que de l'eau mise à bouillir sur le feu se prenne en glace ! (Mythe de Jeans).

Heisenberg nous a appris qu'il existe dans l'univers une incertitude qui doit être incorporée mathématiquement dans les formules requises pour la description de notre

1. LECOMTE DU NOÛY, *op. cit.*, p. 266. Ce passage est caractéristique de l'état d'incertitude où se trouve la science moderne.

monde ; incertitude qui limite sévèrement notre prévision de l'avenir.

Tout ceci n'est vrai dira-t-on qu'à l'échelle sub-atomique. Mais les techniciens qui n'ont que mépris pour l'imprécision des lois économiques devraient se souvenir des coefficients de sécurité, dont ils assortissent leurs calculs, et qui ne sont rien d'autre que l'aveu de leur ignorance.

En fait il se confirme que « la science n'est encore qu'une aventure et toutes ses *vérités* provisoires » (1).

Ce n'est pas ce que l'on pensait il y a encore quelques dizaines d'années.

On croyait alors pouvoir en peu de temps et sans grande difficulté, résoudre tous les problèmes que nous pose l'univers. Il n'est pas étonnant qu'avec une si bonne opinion de leur intelligence et l'orgueil redoutable qui s'ensuivait, certains hommes n'aient pas trouvé difficile de réorganiser l'économie sur des bases qu'ils jugeaient plus rationnelles. Cette entreprise les effrayait d'autant moins qu'ils ramenaient le problème économique à un simple problème technique et, par suite, d'une confusion entre science et technique ils faisaient bénéficier celle-ci des possibilités infinies que l'on attribuait à celle-là.

Quand les découvertes des vingt dernières années nous eurent rendus beaucoup plus modestes, ces prétentions ne furent pas abandonnées pour autant. Elles servaient trop bien certains intérêts. L'on a vu alors apparaître des doctrines scandaleuses, véritables défis à l'intelligence, telles que la dialectique matérialiste soviétique. Elle n'a pas allégé le moins du monde les difficultés matérielles des Bolchevicks, mais elle a eu de l'influence sur des masses ignorantes et elle remporte un certain succès dans les milieux collectivistes de nos pays.

« Considérée comme levier social, la science est un outil idéal, elle est à la mode, on dit qu'un boxeur, qu'un joueur de tennis est plus scientifique qu'un autre... Il est toujours facile de tromper les gens quand ceux-ci n'ont aucun moyen

1. J. W. N. SULLIVANT, *Limitation of Science*, Londres, 1933.

de contrôle. Le langage de la science moderne constitue un jargon incompréhensible pour l'homme moyen, les savants eux-mêmes ne sont pas toujours d'accord à son sujet.

L'occasion était trop tentante pour qu'un certain nombre d'individus amoraux suivis par une grande quantité de naïfs n'aient pas fait dire à la science ce qui sentimentalement leur plaisait, ou pouvait éventuellement leur être utile. La science ne pouvait se défendre » (1).

Ce n'est pas la science qui a fait faillite, ce sont les conclusions qu'on a prétendu en tirer.

Il est donc évident que si l'on compare la science économique avec la physique par exemple qui a le plus bénéficié des découvertes de ces vingt dernières années, on ne peut plus soutenir sérieusement l'infériorité des lois économiques.

Elles sont de nature statistique, mais les lois physiques le sont toutes.

Elles sont sujettes à des fluctuations imprévisibles mais les fluctuations n'épargnent pas les lois physiques.

Elles admettent une marge d'erreur, mais quelle est la loi des sciences dites exactes qui ne doit pas en faire autant ? Si ce n'est en raison même de l'infirmité de nos sens ou de l'imprécision de nos mesures.

Nos moyens de contrôle sont si peu précis que nous arrivons parfois à des résultats exacts à notre échelle en parlant des données manifestement erronées. Par exemple, dans la loi de Mariotte, on suppose que toutes les molécules ont la même vitesse, ce qui est faux, que tous les chocs sont centraux, ce qui est faux, que les molécules ne se meuvent que parallèlement aux trois axes de coordonnées, ce qui est faux. Pourtant, en gros on trouve une expression correcte de la loi. Mais on constate des écarts dès que l'on essaye d'atteindre des décimales éloignées.

Les lois économiques ne s'expriment peut-être pas d'une façon très précise. Mais les lois de la physique s'expriment en fonction de trois paramètres : longueur, masse et temps. Le fait d'introduire la masse qui est *macroscopique* indique

1. LECOMTE DU NOÛY, *op. cit.*, p. 265.

bien le degré de notre ignorance ! L'espace et le temps devaient suffire.

Les lois économiques sont conditionnelles, elles sont relatives dans le temps et dans l'espace. La loi de Gresham a bien peu de chances de s'appliquer si l'on supprime la monnaie. Mais les lois de la thermo-dynamique n'ont plus de raison d'être quand toutes les sources de chaleur sont à la même température.

Rien ne permet plus de considérer la science économique comme secondaire. Il ne serait pas difficile de trouver dans chaque branche de la science un grand nombre de lois beaucoup plus arbitraires que n'importe quelle loi économique.

Mais le mal est fait, et le premier citoyen venu qui considère les sciences exactes avec un juste sentiment de son incompétence, se juge parfaitement apte à « intervenir » à sa guise dans la vie économique.

Avec le Mythe de l'Evolution, l'esprit scientifique du XIX^e siècle a exercé une influence prépondérante sur le développement de la pensée économique. Cet aspect de la question est à notre avis essentiel si l'on veut comprendre l'extraordinaire succès des doctrines interventionnistes.

A force de croire aux possibilités infinies de la science les hommes ont imaginé qu'ils pouvaient tout oser, que la matière leur était aveuglément soumise. Cette illusion, jointe à une grande ignorance de la science économique, a fait croire, que le savant uni au technicien pouvaient manipuler la vie économique au gré de leurs conceptions. On retrouve là l'écho des idées d'Auguste Comte.

Jamais les arguments démagogiques n'auraient suffi, si les économistes, pour une grande part, aveuglés des mêmes erreurs que leurs adversaires avaient su donner à ces théories une nette réplique tirée de la réalité des faits économiques. Mais par une incompréhensible humilité, ils ont presque abondé dans le même sens.

Il faut reconnaître que leur situation était difficile. Attaqués sur tous les terrains à la fois, ils devaient faire face aux critiques philosophiques humanitaires et sociales, tandis

que la valeur scientifique elle-même de l'économie politique était mise en doute.

Leur grand tort a été de se laisser entraîner en dehors de la réalité économique, sur un terrain où la lutte devenait très difficile, alors que sur le terrain économique ils avaient toutes les chances de triompher des théories interventionnistes.

Cependant quelques économistes avaient eu une claire notion du problème. Dès 1854 l'Allemand H. H. Gossen concluait que l'autorité économique centrale, trouverait bientôt qu'elle s'était fixée une tâche qui dépasse de loin les possibilités humaines.

Pareto, Barone si mal connu et N. G. Pierson montrèrent à la fin du siècle dernier que les problèmes d'une économie dirigée par un centre ne seraient pas substantiellement différentes de ceux d'une économie libérale. De plus, ils devraient être résolus d'une façon ou d'une autre sous peine d'abaisser, dans des proportions considérables, le niveau de vie de la société.

Mais il a fallu attendre les travaux de Max Weber, de Boris Brutzkus et surtout de Ludwig von Mises pour obliger les faiseurs de plans à reviser sérieusement leurs conceptions. L'argument principal de L. von Mises est que le calcul économique est impossible dans un régime dirigé arbitrairement par un centre puisque le marché est supprimé. Désormais on ne se livre plus à des considérations étrangères au sujet ; on se demande seulement si les moyens proposés permettront à l'économie planifiée d'aboutir aux fins désirées. Livrant bataille sur son propre terrain, la critique économique a retrouvé toute sa force.

Bien entendu cette critique n'a pas encore pénétré la masse du public, mais les planistes sont obligés d'en tenir compte et ils déploient des trésors d'imagination pour découvrir des solutions capables de tenir devant les arguments de L. von Mises et de l'école qui l'a suivi.

CHAPITRE II

BUT DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE RÉALISATION DE L'OPTIMUM ÉCONOMIQUE

On admet généralement que la recherche de l'optimum économique est le but essentiel de tout système économique, quels que soient les principes qui président à sa conception.

Les méthodes de répartition, si parfaites qu'elles puissent être, n'ont qu'une importance secondaire lorsqu'il n'y a pas grand chose à distribuer. Dans l'abondance, au contraire, une répartition même défectueuse est supportable.

La première tâche de l'économie planifiée est donc de réaliser l'optimum économique.

Mais en quoi consiste l'abondance planifiée. Si l'on consulte les plus récents travaux des théoriciens planistes, elle réside dans la satisfaction maxima des désirs des consommateurs.

« L'optimum économique, écrit Dobb, consiste à donner aux consommateurs ce qu'ils *croient* désirer » (1). Dickinson prend pour critère la satisfaction maxima des consommateurs, obtenue en cherchant le maximum d'utilité marginale et l'égalité des satisfactions marginales procurées par les différents biens (2).

1. Dr Maurice DOBB, *Economic Theory and the Problem of a Socialist Economy*, *Economic Journal*, déc. 1933. Le mot *croient* employé par Dobb, est d'ailleurs plein de sous-entendus.

2. DICKINSON, *Price Formation in a Socialist Community*, *Economic Journal*, juin 1933.

Pour Zassenhaus, le but le plus souhaitable est la satisfaction maxima des besoins individuels (1).

Enfin l'académicien soviétique Strumiline indique, que la production dans une société socialiste a pour but l'homme même, et qu'elle doit être organisée au point de vue de la consommation (2).

La majorité des auteurs admet avec Dickinson, Heimann, Zassenhaus et Lange, que l'existence d'un marché libre des biens de consommation est nécessaire pour atteindre ce but.

Ainsi, on subordonne la production à la consommation, et on repousse la distribution des marchandises par voie d'autorité, au moyen de cartes ou autrement.

Mais il ne suffit pas que le principe soit posé ; pour trois raisons, la réalité est assez différente.

D'abord parce que l'intérêt d'une branche particulière de la production est trop souvent confondu avec l'intérêt de la société tout entière.

Ensuite parce que l'autorité centrale aura une fâcheuse tendance, devant les difficultés de la planification, à régler la consommation d'après le plan, plutôt que le plan d'après la consommation.

Enfin, l'autorité centrale sera presque inévitablement tentée de réformer selon ses vues certains goûts des consommateurs qu'elle aura jugés immoraux, anti-sociaux, anti-hygiéniques, etc...

Reprenons chacun de ces points en détail.

* * *

Tout d'abord on peut craindre que l'intérêt d'une branche particulière d'industrie soit identifié dans un régime entièrement planifié avec l'intérêt de la société toute entière. La confusion s'exerce déjà sous nos yeux dans les

1. H. ZASSENHAUS, *Über die ökonomische Theorie der Planenwissenschaft, Zeitschrift für National-Öconomische.*

2. STRUMILINE, Pour une théorie du bilan de l'économie nationale, p. 140, cité par Ch. BETTELHEIM dans : *La planification soviétique.*

multiples essais de planification partielle qui se sont généralisés depuis la dernière guerre (1).

Cette tendance se manifeste, soit par la protection d'industries défaillantes, soit par la création ou l'extension de certaines entreprises pour des raisons, qui n'ont rien à voir avec l'intérêt du consommateur. Ces raisons reposent sur une conception fausse de l'objet de toute politique qui recherche l'intérêt de la société dans son ensemble, plutôt que l'intérêt d'une partie de la société.

Cet objet doit être d'appliquer toujours les ressources là où elles sont le plus productives et non de rechercher la prospérité d'une industrie particulière. Les meilleures conditions économiques ne seront pas obtenues en maintenant ou en développant une industrie du fer, du coton, du pétrole, une industrie des transports maritimes ou autres, « elles le seront en faisant agir les facteurs de production dans le domaine où ceux-ci seront les plus productifs de cette gamme essentiellement variable d'articles que demandent les consommateurs » (2).

Il est contraire à l'intérêt de la société, de développer à tout prix une industrie du fer par exemple, si l'on peut procurer ailleurs du fer à meilleur compte ; ce qui permet d'orienter les ressources employées mal à propos, vers des productions qui font l'objet d'une demande active de la part des consommateurs.

Le développement de certaines industries peut s'expliquer par des raisons de défense nationale ou d'autarcie.

Les circonstances qui ont précédé la guerre actuelle, ont exercé sans aucun doute une influence dans ce sens ; mais ces pratiques n'ont plus rien de commun avec la réalisation de l'optimum économique.

Du fait même que l'économie est gérée par un nombre restreint de fonctionnaires irresponsables, ces fonctionnaires sont tentés d'établir des projets dénués d'intérêt

1. A ce sujet voir la remarquable étude de L. ROBBINS sur le « Mythe de l'industrie », p. 136, dans *L'économie planifiée et l'ordre international*.

2. L. ROBBINS, *op. cit.*, p. 137.

immédiat. C'est ainsi qu'en U. R. S. S., au cours du premier plan quinquennal on a vu fleurir et se réaliser en partie des projets de canaux intercontinentaux, d'aménagements de ports en Sibérie, etc... alors que la population manquait du nécessaire (1).

Dans de pareils exemples le désaccord est criant entre l'intérêt général et l'intérêt de la branche d'industrie considérée, mais dans beaucoup d'autres cas, le désaccord sans être aussi apparent est tout aussi profond, particulièrement quand il s'agit de *protéger* certaines industries. Le problème se pose toujours de la même façon ; à un certain moment les facteurs de production sont classés en une série de groupes portant l'étiquette « *industrie* », on a une industrie des transports, une industrie du blé, une industrie du vin, une industrie de l'électricité, etc..., toutes sont jugées indispensables, vitales. Par la suite les conditions économiques et techniques peuvent changer ; néanmoins on maintiendra ces industries exactement dans le même état, pour sauvegarder la valeur du capital investi.

Dans le régime d'interventionisme étatique que nous subissons actuellement, le capital est souvent d'origine mixte : c'est-à-dire, d'origine à la fois privée et gouvernementale. Quand il sera tout entier d'origine gouvernementale, il n'en sera probablement que mieux protégé. Ces craintes sont loin d'être exagérées. Un des plus graves reproches que les planistes, quelles que soient leurs tendances, adressent au régime libéral, c'est qu'il permet une continuelle destruction d'entreprises et par conséquent, de la valeur du capital qui y est investi, « alors qu'il aurait très bien pu servir encore. » La formule se retrouve souvent.

Cependant, conserver ces entreprises, c'est léser l'intérêt des consommateurs, puisqu'elles ne correspondent plus à leurs besoins, c'est aussi entraver le progrès technique.

Les planistes qui ne rêvent que de rationalisation et de progrès techniques ne sont pas toujours logiques avec eux-mêmes.

1. Ch. BETTELHEIM, La planification soviétique, p. 259. Paris, 1939.

Le progrès nécessite justement cette continuelle destruction des valeurs du capital existant (1). Il est possible que ce soit très désagréable à ceux qui ont investi leurs capitaux dans des entreprises destinées à disparaître parce qu'elles ne correspondent plus aux conditions économiques et techniques actuelles, mais l'intérêt de quelques individus ne doit pas être confondu avec celui de la société. Malheureusement, s'ils disposent d'une parcelle d'influence, ils obtiennent trop souvent des mesures de protection. Pour les mêmes raisons il est peu probable qu'en régime planifié, l'autorité centrale permette la destruction du capital gouvernemental.

Si de semblables théories avaient été appliquées il y a un siècle, nous en serions encore au régime des diligences. Mais en ce temps-là, on ne faisait pas du maintien du capital investi dans les entreprises de diligence le but de la politique économique.

Un bon exemple de ce qui se passe actuellement est donné par la concurrence du rail et de la route. Devant la menace des transports routiers, chaque jour plus florissants, les chemins de fer se sont dressés. Des décrets de coordination, en réalité mesures de prohibition, ont été pris contre les transports routiers que l'on a lourdement taxés. On se croirait ramené au meilleur temps des corporations et aux querelles entre tailleurs et fripiers, rôtisseurs et aubergistes.

Il est peut-être fâcheux que le succès des transports routiers risque de déprécier le capital ferroviaire, mais si le capital est plus productif dans les transports sur route, que dans les transports sur rail (et s'il est plus productif, c'est qu'il correspond davantage aux besoins des consommateurs), il ne faut pas hésiter à laisser se développer les transports sur route. Le beau scandale si certaines branches de la production périssent ! Mais si le but de la production est de satisfaire aux besoins, plutôt qu'à cette « esthétique de jardin d'enfant » (2), ce phénomène sera

1. W. PARETO a très bien montré comment de cette façon les coefficients de fabrication sont déterminés de manière à satisfaire à l'optimum économique (*Cours d'économie politique*, vol. II, § 714 et suiv.). Nous reviendrons plus tard sur cette question.

2. L. ROBBINS, *op. cit.*, p. 139.

au contraire tout à fait conforme aux besoins probables d'une société qui évolue scientifiquement. « En dernière analyse, tout ceci n'est qu'une manifestation de la tendance apparemment chronique de l'esprit humain, à considérer les instruments de production comme ayant une valeur en tant qu'instruments de production, indépendamment de la demande pour leurs produits... Au lieu de faire dépendre leur valeur de la possibilité de satisfaire une demande libre. Sans aucun doute ces tendances naissent d'habitudes de pensée qui conviennent mieux à l'intelligence ingénue, que l'habitude de considérer la valeur comme ayant une origine subjective, et l'utilité des instruments de production comme dérivée de leur aptitude à servir les consommateurs... Si l'espèce humaine doit jamais gérer ses affaires sur une base rationnelle..., il lui faut apprendre à moins considérer les industries comme fins en elles-mêmes, et à estimer davantage les fins auxquelles elles peuvent servir » (1). Produire pour produire est une absurdité dont il y a trop d'exemples en ce moment. Le monde n'est pas si riche en ressources productives, qu'il puisse se permettre de les gaspiller.

* * *

Nous avons vu que la liberté de consommation était généralement jugée nécessaire à l'obtention du plus grand avantage possible pour la société. Il serait d'ailleurs difficile de faire autrement dans un projet d'économie planifiée qui veut avoir un quelconque succès de propagande.

Mais si la liberté est théoriquement respectée, grâce à de subtiles définitions on s'arrange pour la réduire à peu près à néant.

Tout d'abord une distinction est faite entre liberté et souveraineté. Il y a souveraineté des consommateurs quand leurs décisions influent d'une manière prépondérante ou même exclusive sur les décisions de l'autorité centrale ; au contraire il y a liberté quand les consommateurs ont

1. L. ROBBINS, *op. cit.*, p. 143.

seulement le droit d'opter entre les objets mis à leur disposition en vertu des décisions de l'autorité centrale. Si l'on suit cette définition, la souveraineté est l'obligation pour la production de s'adapter aux désirs des consommateurs. On appelait cela la liberté de consommation, quand le mot liberté avait encore un sens. Mais les planistes qui ne reculent pas devant un bouleversement de l'économie, n'hésitent pas non plus à réformer le sens des mots. Ainsi, après avoir fait passer, sous l'étiquette souveraineté, tout le sens du mot liberté il ne reste plus qu'à déclarer la souveraineté inadmissible et le tour est joué.

Le procédé est ingénieux, il n'attire pas l'attention à première vue. Qu'il soit d'une bonne foi discutable est une autre question (1).

• Les consommateurs doivent se contenter de cet ersatz-liberté qui consiste à opter entre les différents produits que l'autorité économique veut bien leur fournir.

Liberté qui ressemble beaucoup à celle du prisonnier, qui a lui aussi généralement le droit d'aller et venir entre les quatre murs de sa cellule.

Cette manière d'agir, évidemment inacceptable, est un exemple entre beaucoup de la tendance moderne à garder le nom d'une institution en la vidant de tout son contenu.

Il est au fond très utile aux planistes de ne pas avoir une notion trop stricte de la liberté, ce qui leur permet, lorsque les difficultés du plan l'exigent, de la restreindre sérieusement tout en se défendant de le faire.

N'ayons aucune illusion, ces idées sont partagées par la majorité des planistes, même les plus modérés et comme il est plus facile d'adapter le peuple au plan plutôt que le plan au peuple, cette tendance n'est pas près de disparaître.

C'est ce qu'exprime M. R. Mossé lorsqu'il écrit : « Le respect absolu de la souveraineté des consommateurs ren-

1. Nous ne voudrions pas être accusé d'interpréter les textes pour les besoins de la cause. Les définitions que nous donnons de la souveraineté et de la liberté sont tirées textuellement de « La Théorie de l'Economie planifiée » de M. R. Mossé. Sur la distinction entre liberté et souveraineté, cf. Prof. Hutt, *The Economists and the Public*, chap. XV et XVI, cité par Mossé, *op. cit.*

draît difficile l'établissement de plans (*sic*), et il faudrait probablement dans une économie planifiée limiter cette souveraineté » (1).

De son côté Dickinson suggère de diviser la vie économique en plusieurs secteurs, dans lesquels, le degré de pouvoir des consommateurs serait de moins en moins grand au fur et à mesure qu'il s'agit de besoins moins urgents.

Avant lui Robert Deumer avait déjà proposé d'ordonner la production suivant le caractère urgent, nécessaire ou simplement utile des demandes à satisfaire (2). Evidemment c'est à l'autorité qu'il faudra abandonner la classification en besoins plus ou moins urgents.

* * *

Il est enfin fort probable que l'autorité centrale ne résistera pas au désir de réformer selon ses vues certains goûts des consommateurs jugés irrationnels, immoraux, anti-hygiéniques, etc...

Dans une économie libérale, on peut réglementer l'usage, de certains produits dangereux, tels que les stupéfiants, mais on ne cherche pas à émettre des jugements de valeur sur les goûts des consommateurs. Il est possible que la consommation de l'alcool, du tabac, des produits de luxe, etc..., soit superflue ou même nuisible, et qu'il vaille mieux consacrer les ressources de la société à fabriquer des produits de première nécessité qui peuvent être en quantité insuffisante. Mais si l'on entreprend d'estimer tous les goûts pour les réglementer selon des critères moraux scientifiques ou autres, on s'engage sur une pente terriblement glissante.

Plaçons-nous dans la position la plus favorable et supposons que l'Autorité centrale n'agit pas en vue de s'épargner certaines difficultés d'exécution du plan. Il est à craindre, que l'Autorité centrale, après avoir supprimé ce qui est

1. R. MOSSÉ, *op. cit.*

2. R. DEUMER, *Die Verstaatlichung des Kredits*. Munich, 1927.

vraiment nuisible ou superflu, en arrive à diriger la consommation de façon à assurer le bonheur des hommes malgré eux. Elle sera d'autant plus inexorable dans son action qu'elle aura la ferme conviction d'agir en vue du bien commun. Selon un auteur anglais, un idéaliste est infiniment plus dangereux qu'une légion de philistins.

Les planistes méprisent trop les goûts des consommateurs, qu'ils jugent stupides et vulgaires, pour ne pas tenter de les réformer d'une façon ou d'une autre. Mais comment une commission gouvernementale pourra-t-elle réaliser l'épuration des goûts des consommateurs ? Ce qui importe ce n'est pas l'idée que certains fonctionnaires ont de l'abondance maximum, c'est l'idée que s'en fait le public.

Les planistes ont encore une autre raison de vouloir corriger les goûts des consommateurs.

Ils reconnaissent assez facilement que la socialisation de la production entraînera une baisse de rendement et ils pensent pouvoir la compenser en libérant un certain nombre de ressources employées dans des productions jugées inutiles ou nuisibles.

Mais la réadaptation de ces ressources productives ne se fera pas sans déchets et le bénéfice ne sera probablement pas tel qu'il puisse compenser la baisse de rendement.

De toute façon, l'autorité centrale devra vaincre une terrible résistance des intéressés. L'exemple des U. S. A. le montre, la prohibition a été un échec. Peut-être fera-t-on comme en Russie. Au début de la révolution, les soviets dans un beau zèle supprimèrent la consommation de l'alcool, pour la rétablir quelque temps après en augmentant simplement les prix !

Nous pouvons donc conclure que la liberté de consommation, bien qu'elle soit garantie par la majorité des théoriciens planistes, ne peut pas être respectée. La difficulté d'établir le plan d'après les goûts réels des consommateurs, est à elle seule, une raison suffisante et les planistes laissent voir leur inquiétude, aux distinctions spécieuses qu'ils font entre la liberté et la souveraineté.

A la limite on aboutit logiquement aux conceptions du

D^r M. Dobb, qui ont du moins le mérite de la franchise (1).

Pour le D^r Dobb, il vaudrait la peine d'abandonner la liberté de consommation, si la socialisation de l'économie pouvait être réalisée grâce à ce sacrifice. On voit le chemin parcouru si l'on songe que les socialistes s'indignaient autrefois lorsqu'on leur reprochait de préparer à la société une vie de caserne ; bien que ce soit médire de la vie de caserne. Le soldat qui n'est pas satisfait de l'ordinaire à toujours la ressource d'aller à la cantine. Il n'y aura même plus de cantine dans une économie établie selon les vues du D^r Dobb.

Le D^r Dobb part de cette idée fausse que les variations de goût des consommateurs sont le *seul* obstacle à la réussite de la planification. Il est certain que la tâche de l'autorité économique serait allégée par l'abolition du libre choix des consommateurs. Cependant, seule une variable serait supprimée, une des plus importantes sans doute mais il resterait une multitude d'autres causes de changement : par exemple les variations de densité de la population, un progrès technique dépréciant tout à coup l'équipement mécanique, la découverte de l'épuisement d'un gisement minier, etc., qui rendraient indispensable une continuelle reconstruction du plan.

Les difficultés seraient seulement allégées au prix de la disparition du marché libre des biens de consommation.

Le D^r Dobb se demande ce que l'on y perdrait ?

A peu près tout, peut-on lui répondre avec F. A. von Hayeck.

Le marché libre des biens de consommation permet d'orienter la production. Sans lui il n'existe plus de critérium de comportement économique dans la production.

Cette situation mérite d'être examinée de près.

Supposons que l'autorité économique puisse apprécier exactement les besoins des consommateurs, au moyen de statistiques ou autrement, et qu'elle puisse établir son plan sur la base de ces appréciations. Un fort décalage va

1. D^r M. DOBB, *op. cit.* et voir F. A. von HAYECK, *L'économie dirigée en régime collectiviste*, p. 216.

se produire obligatoirement entre le plan et les besoins. En effet, il faudra beaucoup de temps pour réunir et centraliser toutes les informations nécessaires et le plan, même s'il est établi immédiatement, ne correspondra plus exactement aux besoins, car il sera établi sur les besoins passés et non sur les besoins actuels.

De plus, un plan doit être établi pour un temps assez long. Son élaboration est un travail gigantesque qui ne peut pas être renouvelé à de trop brefs intervalles. « Les possibilités de redistribuer les forces productives existantes, de manière à obtenir une combinaison plus efficace, dans les limites d'une seule année sont extrêmement réduites. Sur une période de cinq ans elles sont beaucoup plus grandes, et sur une période de dix à quinze ans elles sont énormes » (1).

Un plan sera donc souvent appliqué plus d'une dizaine d'années et, pendant ce temps, son exécution ne pourra plus rien abandonner aux désirs des consommateurs. En effet il est impossible d'adapter le plan au fur à mesure des variations de goût. Une des principales caractéristiques de l'économie planifiée est qu'elle doit être rigoureusement coordonnée, aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Il est de l'essence même de l'économie planifiée d'être coordonnée si elle ne veut pas aboutir au chaos. Un plan qui mérite ce nom, un plan rationnellement établi, doit envisager jusqu'aux plus petits détails de la vie économique. La tendance à l'auto-frustration des mesures de planification isolées est bien connue. Il faut tout planifier ou ne rien planifier.

Les innombrables éléments qui composent le plan sont interdépendants et réagissent les uns sur les autres. Aucune action un peu importante n'a de conséquences simples. Dans ces conditions il est impossible d'introduire la moindre modification non compensée sans jeter tout le plan par terre. Et s'il y a compensation, il faut que celle-ci s'étende à tous les éléments du plan. En fait, cela revient à refaire le plan

1. STRUMILINE, cité par Ch. BETTELHEIM, *op. cit.*, p. 83.

entièrement. Comme l'autorité économique n'admettra jamais de remanier sans cesse le plan, il pourra exister un décalage de dix ou quinze ans et plus entre la production et les besoins, en supposant même qu'à l'origine le plan ait été élaboré suivant une appréciation exacte des besoins des consommateurs.

Il est impossible de supprimer ce décalage au moyen de plans mensuels ou annuels intercalés dans le cadre du plan général, ces rectifications périodiques empêchent complètement la coordination. On a pu dire que l'échec du premier plan quinquennal russe tenait en grande partie aux modifications apportées en cours d'exécution. Dans un monde en perpétuelle évolution comme le nôtre, il est impossible de parler de liberté de consommation, en présence de délais aussi longs. Les désirs individuels sont pris en considération dans la mesure où l'on veut bien en tenir compte dans l'élaboration du plan. Et les consommateurs n'ont pas d'autre alternative que d'accepter ce qu'on leur offre. Une telle méthode ne réaliserait l'optimum économique que si les prix de revient étaient créateurs de valeurs, en sorte que, les ressources productives employées, peu importerait la manière dont elle l'ont été. L'expérience russe montre les résultats de cette méthode.

En 1919, le VIII^e Congrès des Soviets préconisait encore la suppression totale de la liberté de consommation. « Dans le domaine de la répartition, le pouvoir des soviets persévère inflexiblement dans la substitution au commerce d'une répartition des produits organisée à l'échelle nationale sur un plan d'ensemble ». Mais la famine et le mécontentement grandissant du peuple, obligèrent les gouvernants à constater que cette voie menait à la catastrophe. En 1921, ils durent faire machine arrière et rétablir une certaine liberté de consommation. Et Trotsky put conclure : « La ruine des forces productives dépassa tout ce que connaissait l'histoire » (1).

Nous avons supposé que l'autorité économique pourrait

1. L. TROTSKY, *La révolution trahie*, p. 34, cité par Ch. BETTELHEIM, *op. cit.*, p. 8.

déterminer exactement les goûts et les besoins des consommateurs. En réalité la chose est plus que problématique, et les méthodes adéquates restent à découvrir ; selon l'opinion d'un socialiste, Karl Landauer, on ne saurait concevoir la possibilité d'une telle découverte : Tous les plans qui tendent à déterminer les besoins des hommes en dehors des données d'une demande actuelle de biens (que ce soit par des estimations statistiques ou autrement), sont entièrement impraticables (1).

En effet une statistique ne donne que des notions historiques sur la consommation passée ; elle ne peut donner de renseignements sur les besoins présents, et à plus forte raison sur les besoins futurs. De plus les statistiques ne donnent en fait que le volume de la demande, alors qu'il faudrait connaître la quantité demandée à chaque instant, à un certain prix et surtout en fonction du revenu réel des individus. Pratiquement cette tâche n'est pas réalisable.

La seule manière dont l'autorité pourrait se renseigner, serait d'organiser un référendum continuels de tous les consommateurs vis-à-vis de toutes les combinaisons possibles de leurs revenus. Ce moyen est également impraticable. Le grand avantage du marché est de réaliser justement ce continuels referendum. Les désirs des consommateurs s'y traduisent par les mouvements des prix. Un prix croissant est l'indice d'un désir plus vif à satisfaire, au contraire un prix en baisse est l'indice d'une demande moins active. Une simple lecture des prix suffit donc au producteur pour orienter son activité.

Le marché ne réalise peut-être pas l'idéal, il ne prend en considération que les désirs appuyés sur un pouvoir d'achat monétaire suffisant. Mais aucune institution humaine n'est parfaite. Ce qu'il faut retenir, ce sont les services que le marché rend et les désordres qui résulteraient de sa suppression.

D'ailleurs, toutes les fois que l'on supprime, avec le mar-

1. K. LANDAUER, cité dans *l'Economie dirigée en Régime collectiviste*, p. 136.

ché, la liberté de consommation, on s'expose à la fraude, à la contrebande et à la spéculation. La liberté de consommation est tellement indispensable, tellement essentielle, qu'il se crée toujours automatiquement des moyens de tourner les limitations.

Ch. Bettelheim montre comment la chose se pratique en U. R. S. S. (1).

De véritables corporations illégales d'intermédiaires se sont formées pour mettre un peu d'ordre dans le ravitaillement de la population.

Ces intermédiaires achètent tout ce qui arrive dans les magasins et dont on manque à l'ordinaire, puis ils le revendent au détail, parant ainsi aux déficiences saisonnières ou locales de certaines marchandises.

Il s'est aussi créé un marché noir entre la ville et la campagne pour l'échange des produits industriels contre des denrées agricoles. Et fréquemment les directeurs et employés des magasins d'Etat se chargent de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande, par des variations de prix en dehors des injonctions du plan.

Parfois même il existe une production illicite, clandestine, non prévue par le plan. Mais ce fait est assez rare. La nécessité économique de ces pratiques est prouvée par le nombre important de leurs auteurs en dépit de la sévérité des peines encourues (plusieurs années de camp de concentration) ; par le fait qu'ils se recrutent non parmi les « résidu des classes bourgeoises », mais parmi les ménagères, les cheminots, les paysans, et enfin par la complicité, non seulement de la population mais aussi, bien souvent, des autorités locales.

1. Ch. BETTELHEIM, *op. cit.*, p. 247.

CHAPITRE III

LE PROBLÈME DE LA PRODUCTION EN ÉCONOMIE PLANIFIÉE

Ainsi que nous venons de le voir, le marché libre des biens de consommation, indique d'une façon précise les besoins des individus, mais il ne fournit à lui seul aucune espèce d'indication sur la manière dont les ressources productives doivent être employées pour satisfaire ces besoins.

La question est pourtant essentielle, car les facteurs productifs sont en quantité limitée et chacun d'eux est susceptible de contribuer à la production de nombreuses catégories de biens différents. Aussi pour que la production soit organisée d'une manière satisfaisante, il faut qu'aucun des facteurs productifs ne puisse être retiré de l'endroit où il s'exerce, pour être employé de façon plus avantageuse ailleurs, d'après la valeur des objets qu'il produirait.

Toute décision d'ordre économique nécessite un jugement de valeur, une comparaison, entre la valeur du bien produit et la valeur qui aurait pu être obtenue si l'on avait utilisé les ressources d'une façon différente. La combinaison qui procure la plus grande valeur doit toujours être préférée, conformément aux exigences de la loi du moindre effort ou « principe économique » (1). Il est bien évident, que l'utilisation mal à propos d'une ressource productive entraînerait une perte de richesse, en ce sens que le produit de plus grande valeur qui aurait pu être obtenu ne le serait pas. Si de telles erreurs se renouvelaient souvent, il en

1. En anglais, « Economic principle ».

résulterait une forte baisse de la production, suivie d'une égale diminution du niveau de vie général.

Ces jugements de valeur devront être pris, aussi bien dans une économie planifiée que dans n'importe quel système économique où l'on a à choisir entre différentes manières d'utiliser les ressources données. L'autorité centrale d'une économie planifiée devra conformer ses jugements aux exigences du principe économique, si elle veut réaliser le plus grand avantage possible pour la société.

Dans le régime de libre concurrence, l'entrepreneur prend ses décisions (comme nous le verrons bientôt), sur la base des prix et des coûts de production qui lui sont fournis par le marché. Mais le principal effet de la planification est de faire disparaître le marché. Dans ces conditions comment et par quoi la doctrine planiste va-t-elle le remplacer ? C'est un problème très grave, car, si l'autorité économique ne peut fonder ses décisions que sur de vagues appréciations et non sur un calcul précis en termes de valeur, c'est que le plan ne peut être appliqué sans entraîner la ruine de la société.

Tous les arguments de propagande ne pourront rien contre ce fait.

Or le problème de la production a été probablement le plus négligé de tous ceux que pose le planisme économique. Le socialiste G. Sorel avait pourtant eu le mérite de constater, il y a plus d'un demi-siècle, qu'il s'agissait là du problème fondamental. Il est regrettable qu'il n'ait pas été suivi ; nous aurions peut-être évité cette profusion de plans, qui ont tout envisagé, sauf des moyens de réaliser l'idéal désiré.

Les causes générales de cette négligence sont connues, nous les avons exposées dans le chapitre premier : Mythe de l'Evolution, ignorance et mépris des lois économiques, esprit scientiste, sans oublier certains intérêts particuliers. Toutes ces raisons ont joué, aussi bien pour la production que pour tous les autres problèmes du planisme. Mais il existe une autre cause, spéciale à la production, qui a contribué à embrouiller la question. C'est la confusion entre

les aspects économiques techniques et juridiques de la production. On peut dire que tous les aspects de la vie économique ont été envisagés, critiqués, réformés par les intrépides constructeurs de la société future. Tous sauf un, et le plus important : l'aspect strictement économique. On a confondu économique et technique, économique et juridique, économique, technique et juridique, tous trois mêlés en un inextricable gâchis, dont il n'est pas étonnant que le problème proprement économique de la production n'ait pu se dégager.

Bien entendu ce sont les marxistes qui ont ouvert la voie en identifiant la production avec son cadre juridique.

L'économie libérale est caractérisée par la propriété privée des moyens de production qui en forme le cadre juridique. Or les marxistes ont imaginé qu'il suffisait de transférer à la collectivité la propriété des moyens de production, pour que tous les problèmes économiques fussent résolus. Et c'est la seule solution qu'ils proposent.

Ce simple transfert des titres de propriété suffirait, paraît-il, à faire disparaître les phénomènes de rente, les crises de surproduction et de sous-production, l'antagonisme entre les détenteurs des différents facteurs de production : travail, capital sol, puisque salaires, intérêt, profits et rentes seraient distribués sous la forme unique du salaire. Enfin ce transfert devrait permettre une adaptation naturelle de la production à la consommation dans une ère de paix et d'abondance.

Il est permis de penser que la question est beaucoup moins simple que les collectivistes ne l'imaginent. La planification ne deviendra pas nécessairement plus facile, du fait que les titres de propriété seront transférés à la collectivité.

Dans quelle direction les facteurs de production devront-ils être orientés, que faudra-t-il économiser pour les investissements, comment cette épargne collective sera-t-elle investie, comment et quand la population devra-t-elle travailler, quel salaire chacun recevra-t-il ? Voilà autant de problèmes auxquels la nationalisation de la production

ne fournira aucune réponse. On peut transformer les cadres juridiques, supprimer l'héritage, la propriété privée, l'initiative individuelle, on ne changera pas une ligne aux grands problèmes économiques.

Les phénomènes de rente ne seront pas supprimés pour autant. Il y aura toujours une rente pour les individus qui travailleront sur des terres plus fertiles ou dans des entreprises plus productives ; le fait qu'ils ne seront pas propriétaires de leurs terres ou de leurs usines ne changera rien à leur situation économiquement plus favorable, même si l'avantage ne devait consister qu'en un moindre travail pour un résultat égal.

Les conflits d'intérêt, loin d'être apaisés deviendront probablement beaucoup plus aigus.

Dans un système collectiviste planifié, tous les travaux un peu importants seront ce que nous appelons des travaux publics. On connaît la violence des rivalités d'intérêt qui s'élèvent actuellement au moment de réaliser de semblables travaux. Cependant les travaux publics sont la propriété de toute la société. Ils ne sont pas en principe effectués pour l'avantage de quelques individus. Dans un régime collectiviste l'intérêt de chacun sera affecté directement par tout engagement de dépense.

Faut-il installer une usine au nord ou au sud du pays, faut-il investir des capitaux dans telle ou telle branche de l'industrie ? La décision prise pourra favoriser une certaine partie de la population, une classe de fonctionnaires ou de travailleurs. Pense-t-on que ceux qui s'estimeront lésés se laisseront faire sans protester ?

Du fait même que toute décision économique émanera de l'autorité centrale, donc du pouvoir politique, les conflits passeront du terrain économique sur le terrain politique. Les conflits économiques revêtiront donc le même caractère de violence que les luttes politiques.

Dans le régime libéral un entrepreneur cherche tout au plus à faire mettre son concurrent en faillite.

Dans une économie soumise entièrement à l'autorité de l'Etat, on tentera de faire emprisonner, déporter, voire exé-

cuter son concurrent. La chose se passe en Russie, où toute discussion, eût-elle un caractère scientifique ou artistique, est immédiatement transportée sur le terrain politique et se termine toujours par l'épuration d'un des adversaires.

Cette conception des problèmes économiques qui ramène tout à une question de propriété est évidemment naïve, elle fonde son espoir d'une société suprêmement raisonnable sur une notion ultra-juridique de la propriété; celle-ci est assimilée non pas tant à l'usage et au contrôle des capitaux, qu'aux titres de propriété qui la représentent. Sans aller jusqu'au point où les marxistes l'ont poussée, on trouve encore fréquemment des manifestations de cette tendance dans des confusions entre les conditions économiques de la production et certaines règles du droit commercial et du droit administratif.

Il est incontestable que le volume des immobilisations s'est énormément accru dans l'industrie moderne. Or ces immobilisations ont une grande valeur d'usage ou d'exploitation, mais en cas de crise, leur valeur d'échange est presque nulle. Le matériel d'une grande entreprise en faillite ne trouve acquéreur qu'à des prix infimes. La liquidation se traduit donc par la perte de presque tout l'actif de l'entreprise. Entre la perspective de perdre immédiatement 80 % peut-être du capital et le fait de perdre annuellement 10 % par exemple, ce qui laisse une marge de plusieurs années avant d'en être au même point, on n'hésitera pas. L'entreprise en perte ira jusqu'à l'épuisement de sa trésorerie. A ce moment les créanciers estimeront avoir plus d'intérêt à investir ou à laisser investir, contre des avantages spéciaux, un capital nouveau peu important vis-à-vis du capital primitif et l'assainissement des entreprises déficitaires se trouvera indéfiniment retardé (1).

Tout ceci est parfaitement exact, mais ce qui l'est beaucoup moins c'est de prétendre imputer cette fâcheuse situation au jeu même de la production dans une économie libé-

1. A. DETŒUF, *La fin du Libéralisme*. Les Nouveaux Cahiers, mai 1936.

rale, alors que les lois sur les sociétés et sur les faillites sont seules responsables.

Il n'est pas nécessaire de planifier l'économie pour remédier à cet état de choses. Il suffit de faire des lois sévères sur les faillites et de les appliquer strictement.

On a aussi prétendu que le développement des sociétés anonymes était le produit inéluctable d'une économie libérale. C'est encore une fois confondre économique technique et juridique.

La concentration du contrôle dans l'industrie moderne n'est pas due au libéralisme jouant dans une économie à larges progrès techniques. Elle ne provient pas d'une cause inhérente au processus même de la production ; « c'est l'Etat qui, il y a cent ans environ, a commencé d'accorder à quiconque lui payait une légère redevance, un privilège jusque-là très rare et très exceptionnel, celui de constituer des sociétés dans lesquelles les responsabilités sont limitées aux apports et dont les titres sont transmissibles à perpétuité par voie de succession » (1).

L'Etat a créé les sociétés anonymes en faisant des lois sur les sociétés et celles-ci ont pris des proportions gigantesques à l'abri de ces mêmes lois.

Si la concentration des entreprises était due aux conditions mêmes de la production, ses formes devraient d'abord être la concentration verticale et ensuite seulement la concentration horizontale. Or nous voyons le contraire se produire, les formes les plus répandues sont les formes de concentration horizontale, et les formes de concentration verticale (2) ne viennent qu'ensuite. Il n'est même pas certain que la concentration soit aussi favorable qu'on le pense au progrès technique. Les très grandes entreprises sont rigides et routinières, les transformations deviennent trop coûteuses à réaliser. Cependant le progrès technique, expérimental par nature, nécessite ces continuelles transformations.

1. W. LIPPMANN, *La Cité Libre*, p. 32.

2. Compte rendu des séances du Colloque, W. LIPPMANN, p. 43, Librairie de Médicis, Paris, 1939.

Indépendamment de ce fait, l'agrandissement immodéré des sociétés anonymes a des conséquences très fâcheuses, il conduit aux monopoles qui rançonnent le consommateur. Mais seules les dispositions législatives en sont responsables et pour améliorer cette situation, il suffit de modifier quelques textes de loi.

Il n'est pas jusqu'aux règles du droit administratif dont on n'ait essayé de faire des principes économiques. Notamment la règle de l'adjudication des travaux publics.

L'adjudication entrave, dit-on, le progrès technique ; ceci est exact dans une certaine mesure. Par contre, il paraît que l'adjudication est la sauvegarde du libéralisme, ce qui est exagéré. Quel rapport le système de l'adjudication qui date de pluviôse an VIII, peut-il avoir avec la nature économique de la production dans un régime libéral ? Si la règle est mauvaise on peut la supprimer sans qu'il soit nécessaire pour autant de bouleverser toute la société.

Dans les trois exemples que nous venons de donner, l'erreur est manifeste. On néglige entièrement l'aspect économique de la production qui est identifiée avec son cadre juridique ; et pour remédier aux imperfections de ce dernier on croit nécessaire de bouleverser l'économie tout entière. Cette méthode rappelle certain numéro de cirque où un clown déployait des efforts gigantesques pour tenter de rapprocher le piano du tabouret !

* * *

A lui seul le terrain juridique n'aurait probablement pas été favorable à une discussion sérieuse des problèmes d'une économie planifiée, si le problème de la production n'avait été considéré comme une simple question de technique.

Et du fait « que la technique est indépendante de toute question d'organisation économique, on a pu tirer cette conclusion réconfortante qu'il n'était même pas besoin d'examiner l'éventualité qu'un changement dans les fon-

dements sociaux de l'économie pût détraquer le mécanisme de la production » (1).

Le problème de la production serait une simple question technique s'il était possible d'isoler arbitrairement un certain besoin considéré comme l'unique nécessaire. On lui appliquerait toutes les ressources disponibles jusqu'à ce qu'il soit intégralement satisfait. Puis on appliquerait toutes les ressources restantes, s'il devait en rester, à la satisfaction d'un autre besoin qui serait de nouveau considéré comme le seul nécessaire. Et ainsi de suite jusqu'à l'épuisement complet des ressources productives. Le seul problème serait alors d'obtenir le maximum de rendement avec les ressources données. Problème technique évidemment. Mais ceci n'est qu'une pure abstraction. En réalité, un nombre théoriquement illimité de besoins concurrentiels se disputent une quantité restreinte de facteurs productifs, et ces facteurs sont de plusieurs sortes différentes. Le problème économique qui se pose est donc à la fois d'orienter les ressources productives vers les productions des biens les plus nécessaires parce qu'ils font l'objet d'une demande plus active et de combiner les facteurs productifs de façon à atteindre la plus haute efficience économique.

En bref, il faut déterminer quelle quantité de tel facteur doit être affectée à chaque production de manière à ne pas sacrifier une alternative plus importante.

Ce n'est pas un problème technique mais un problème économique dont le critère consiste dans la nécessité de tenir compte de la valeur que l'on pourrait tirer des ressources données si on les employait ailleurs.

Le choix de la méthode techniquement la meilleure ne suffit pas pour que les exigences du principe économique soient pleinement satisfaites.

L'organisation de l'entreprise, la meilleure du point de vue technique ne l'est pas nécessairement du point de vue économique. Il peut arriver qu'une amélioration technique détourne vers une branche de la production des facteurs

1. G. HALM, *L'économie dirigée en régime collectiviste*, p. 148.

productifs qui, dans une autre branche, auraient produit des biens ayant une plus grande valeur.

Par exemple il est économiquement peu avantageux d'employer dans une houillère où les filons sont minces et irréguliers, un matériel ultra-moderne, haveuses-ripeuses électriques, etc... absolument disproportionné avec le résultat à atteindre.

L'entrepreneur capitaliste est averti parce que les coûts risquent de dépasser les prix de vente probables. Mais l'autorité centrale d'une économie planifiée ne pourra pas se fonder sur ce critère et elle risquera de se laisser aveugler par l'aspect technique de la production.

On s'est extasié devant l'exemple de la Russie motorisant son agriculture (1), sans se demander si ces moyens mécaniques n'auraient pas été mieux employés ailleurs (ce qui est probable) et si les dépenses en tracteurs et moissonneuses-batteuses (2) n'étaient pas supérieures à la dépense en main-d'œuvre agricole qu'aurait nécessité le même résultat. Ce qui prouverait plutôt un échec qu'une « victoire du socialisme » (3).

L'optimum technique ne doit être réalisé qu'à l'intérieur de l'optimum économique. Les conditions économiques de la production règlent la répartition des facteurs productifs, et la technique intervient alors pour tirer le maximum de ces facteurs.

La confusion entre économique et technique est d'ailleurs réversible. On croit le plus souvent qu'un problème économique est une question de technique, mais il arrive aussi qu'une véritable question de technique soit prise pour un problème économique (4). Dans l'industrie, le dévelop-

1. Au début du premier plan quinquennal le slogan était : embarquons l'U. R. S. S. en auto et mettons le paysan sur un tracteur.

2. La moissonneuse-batteuse, le « combiné » russe n'est d'ailleurs intéressante que dans des circonstances spéciales : dry farming sur des étendues immenses, peu productives, ou l'emploi d'une nombreuse main-d'œuvre est impossible. Ce n'est pas toujours le cas en Russie, en particulier sur les fameuses « terres noires ». Autrement la moissonneuse-batteuse abîme la paille et perd beaucoup de grain.

3. Ce sont surtout des raisons politiques qui ont poussé les soviets à motoriser l'agriculture, pour pouvoir mieux socialiser les paysans.

4. A. DETGEUF, *op. cit.*

pement des immobilisations, dont nous avons déjà parlé, entraîne un fort accroissement de la part qui revient aux frais généraux dans le coût de production. La dépense totale de l'entreprise : D comprend alors les charges permanentes K (loyer des capitaux, frais de direction, frais d'étude, éclairage, etc...) et des dépenses : a (salaires, matières premières, transports...) sensiblement proportionnelles à la quantité produite : q .

On a donc :

$$D = K + a q, \quad \text{et le prix de revient total de chaque produit } p = \frac{D}{q} = a + \frac{K}{q}.$$

a , s'appelle prix de revient partiel, ou prix de revient limite ou prix de revient marginal. C'est-à-dire prix de revient de la dernière unité produite (prix de la tonne en sus dans les chemins de fer) (1).

On peut avoir intérêt à vendre en dessous du prix de revient total à deux conditions. Il faut d'abord que le prix de vente soit supérieur au prix de revient partiel : a ; ensuite que la vente à perte ne soit pratiquée que sur une partie de la vente totale, une fraction suffisamment importante étant vendue au-dessus du prix de revient total pour couvrir les frais généraux.

Certains milieux industriels ont tenu pour responsables de ces pratiques les conditions économiques de la production dans un régime libéral (2), ce qui est une énorme erreur. L'accroissement des immobilisations qui rend possibles ces ventes à prix multiples (car en fait il ne s'agit pas d'autre chose), résulte du développement de la technique. Dans les usines hydroélectriques par exemple, il n'y a presque plus que du capital immobilisé (3). La meilleure preuve qu'il ne

1. a n'est autre chose que la dérivée de D par rapport à q .

2. Sur une question analogue, voir une très intéressante note de W. PARETO : Cours d'économie politique, vol. II, § (751)², p. 108.

3. A titre d'exemple, la part des charges permanentes dans le prix de revient est de 6 % pour la fonte Thomas, de 18 % pour les fers marchands, elle atteint 30 % dans un grand nombre d'industries, 60 % dans les chemins de fer et plus encore dans l'industrie hydro-électrique.

s'agit pas là d'un problème « économique », c'est que les ventes à perte ne sont en général possibles qu'à l'étranger. Le marché intérieur se défend et oblige le producteur à maintenir un prix unique.

Il est inutile de multiplier les exemples. Seuls l'aspect technique et le cadre juridique de la production ont été envisagés, probablement parce qu'ils étaient les plus immédiats et les plus évidents, alors qu'une étude systématique du mécanisme des prix était indispensable pour révéler la véritable nature économique du problème.

Les marxistes ont cru que le nouveau régime s'établirait par la dépossession des exploités, sans que rien soit changé aux conditions de la production.

Sans tomber toujours dans une aussi grossière erreur, la doctrine planiste a gardé l'illusion que les difficultés seraient seulement d'ordre technique.

Dans ces conditions, si l'on songe à ce qui a été dit dans le chapitre premier, il n'est pas étonnant que le problème de la direction autoritaire de l'économie, bien loin d'avoir été traité d'une façon satisfaisante, n'ait été pour ainsi dire qu'effleuré jusqu'à ces toutes dernières années.

* * *

Avant d'étudier ce que serait la production dans une économie planifiée, faisons d'abord une brève analyse du régime actuel.

Comme nous l'avons déjà vu, les mouvements des prix des biens de consommation ne signifient rien en eux-mêmes, aussi bien pour l'entrepreneur capitaliste, que pour l'autorité centrale d'une économie planifiée, sinon dans leurs rapports avec les coûts de production.

Toute gestion économique est fondée sur une comparaison entre les prix des produits et les coûts de production, qui permet de juger le degré de convenance économique des différents processus de production réalisables.

Dans une économie libérale qui est essentiellement une économie de marché, la comparaison est possible parce que

les biens de consommation et les biens de production font l'objet de transactions sur le marché et peuvent donc être évalués suivant une même unité : la monnaie.

Prix et coûts étant ramenés à un dénominateur commun, l'entrepreneur peut effectuer son calcul sur une base exacte avant de prendre une décision. Une production quelconque n'est entreprise ou développée que si le prix des produits est au moins égal à leur coût. Si le prix ne couvre pas le coût, la production est réduite ou abandonnée.

Les résultats suivants sont alors atteints. Un besoin plus urgent est toujours satisfait de préférence à un besoin moins urgent. Car les désirs qui ne se présentent pas sur le marché avec une intensité suffisante, n'entraînent pas la formation de prix qui puissent couvrir les coûts de production, ils sont donc éliminés d'office. D'ailleurs il peut arriver que le développement de la technique industrielle en abaissant les coûts de production permette, dans la suite, de satisfaire ces besoins, mis pour ainsi dire en position d'attente. L'évolution économique depuis un siècle et demi le confirme.

D'autre part, les moyens de production sont automatiquement dirigés là où ils peuvent s'exercer de la manière la plus avantageuse d'après la valeur des biens produits. En effet, ceux qui offrent des moyens de production : travailleurs, capitalistes, propriétaires fonciers, désirent en obtenir le prix le plus élevé. La concurrence entre les entrepreneurs dirige ces ressources dans les voies où elles sont demandées aux plus hauts prix, et seuls peuvent payer ces prix les entrepreneurs qui obtiennent pour leurs produits des prix d'un niveau correspondant, c'est-à-dire ceux qui satisfont à une demande effective intense.

Les besoins des consommateurs sont donc satisfaits au maximum, eu égard aux ressources productives disponibles et la valeur totale des biens produits est la plus élevée possible.

On voit que dans une économie de marché, l'adaptation de l'offre à la demande est réalisée sans que personne ait à prendre une décision consciente. Le mécanisme des prix

résout seul le problème et l'entrepreneur après avoir consulté les prix qui orientent sa décision, n'a plus à envisager que des questions techniques. Le mécanisme des prix fournit les conditions de l'optimum économique et l'entrepreneur réalise l'optimum technique.

Mais le mécanisme des prix ne peut fonctionner que s'il existe un marché sur lequel sont échangés à la fois les biens de consommation et les facteurs productifs. Or tout système d'économie planifiée supprime nécessairement le marché des facteurs productifs.

Les plans sont fort différents les uns des autres, mais ils se retrouvent tous sur ce point. Suivant que prévalent des tendances plus ou moins socialistes, l'Etat se réserve soit la propriété des moyens de production, soit un contrôle absolu des entreprises, qui ne laisse aux individus qu'une espèce d'ombre juridique de propriété (Les planistes qui se piquent de réalisme se font de beaucoup de choses une notion très abstraite). De toute façon, si l'autorité centrale se réserve le droit de répartir à sa guise les ressources productives, il est bien évident qu'un marché comportant l'échange entre particuliers de ces ressources, n'est plus possible. Et l'autorité centrale ne peut plus effectuer son calcul économique par une comparaison entre les prix et les coûts.

La planification implique nécessairement la suppression d'un des deux termes de la comparaison ; le marché libre des ressources productives disparaît, il n'existe donc plus de coûts de production évalués suivant la même unité monétaire que les prix des biens de consommation et aucune comparaison n'est possible entre des prix et des coûts évalués suivant des unités dissemblables. Voilà pourtant le problème fondamental, car le calcul économique n'est pas possible sans cette comparaison et la moindre décision économique nécessite ce calcul comme nous allons le montrer par quelques exemples.

Supposons que l'on veuille établir le bilan d'une entreprise, d'une branche d'industrie, ou de la production tout entière. Ces bilans sont d'ailleurs indispensables si l'on veut

savoir quel est le revenu net à distribuer et quelle direction il faut imprimer au travail de planification. L'économiste russe Soukharewski soutient même « qu'ils constituent la partie la plus importante du plan de l'économie nationale » (1).

Comment l'autorité centrale va-t-elle établir ces bilans ?

Le marché, s'il est conservé, donne les prix des produits finis, sinon ces prix devront être déterminés arbitrairement. Pour obtenir le revenu net, il faut retrancher de ces prix le coût des matières premières, les salaires, l'usure et l'amortissement du matériel, l'intérêt des capitaux engagés, etc... Tous ces facteurs productifs sont propriété de l'Etat, l'autorité centrale doit donc évaluer elle-même les coûts de production suivant une unité qui puisse être comparée à celle employée pour les prix des produits finis. C'est un principe élémentaire d'arithmétique, qu'on ne peut effectuer d'opérations que sur des quantités semblables.

Deux cas se présentent ; ou bien les prix des produits finis et des facteurs productifs sont déterminés arbitrairement, il est alors impossible de retrancher une appréciation subjective d'une autre appréciation subjective qui n'ont pas de commune mesure. Ou bien le marché des produits finis est maintenu et l'on a de ce côté une unité objective, mais la comparaison est encore impossible si les coûts de production ne peuvent être ramenés à la même unité et ne représentent que l'appréciation des dirigeants sur la valeur des facteurs productifs.

Les biens économiques ne possèdent pas un caractère qui permette de les comparer objectivement. Le calcul en nature est une impossibilité matérielle, bien qu'il soit défendu par un grand nombre d'auteurs (2), et les planistes se préparent beaucoup de plaisir s'ils prétendent comparer un certain nombre de boîtes de sardines avec la machine qui a servi à les souder.

1. Cité par Ch. BETTELHEIM, *op. cit.*, p. 102.

2. Notamment O. NEURATH.

Le calcul mi-partie en nature et en monnaie ne peut pas conduire à de meilleurs résultats. Il est cependant pratiqué en U. R. S. On estime par exemple qu'il faut tant de métal pour une construction de un millier de roubles ; ou bien la norme de dépense en métal dans l'industrie de construction des machines est fixée par rapport à une unité de production de mille roubles.

Dans le plan d'électrification de l'U. R. S. S., voisinaient toute sorte d'éléments disparates « environ 370 milliers de journées de travail, tant de tonnes de ciment, tant de briques, tant de pounds de fer, de cuivre, etc... telle et telle capacité des turbo-générateurs » (1).

Que pouvait-il sortir d'un pareil mélange de travail, de matières premières, de monnaie et d'énergie électrique ?

Cette méthode fait penser aux phrases de ces petits manuels de conversation en langues étrangères : Le stylo de votre frère est-il plus beau que le chapeau de ma tante ?

Dans le régime actuel, la valeur des travaux publics ne peut généralement pas être évaluée en monnaie ce qui n'a pas une grande importance, car ces travaux ne représentent qu'une toute petite partie de l'activité de la société et ils ne sont pas habituellement réalisés dans un but économique. Mais dans un régime planifié, tous les travaux seront des travaux publics, et il faudra bien que l'autorité centrale puisse évaluer leur valeur suivant une unité stable, si elle veut diriger l'économie avec quelque apparence de raison.

La détermination du prix des biens capitaux, des salaires, de l'intérêt de la rente placera l'autorité centrale devant des difficultés inextricables (2). Si l'on envisage les relations économiques internationales les difficultés ne seront pas moindres. Il est tout d'abord certain que l'Etat se réservera, en régime planifié, le monopole absolu du commerce extérieur. M. R. Mossé déclare que les relations avec le dehors devront être « éclusées », ce qui indique, entre

1 Cité par Ch. BETTELHEIM, *op. cit.*, p. 99.

2. Consulter à ce sujet les remarquables travaux de G. HALM dans : *L'économie dirigée en Régime collectiviste*.

parenthèses, que l'économie planifiée doit vivre dans un climat autarcique. Mais le fait que l'Etat à la maîtrise du commerce extérieur ne résout pas le problème de savoir lequel des coéchangistes doit fournir le capital nécessaire. Un pays ne peut pas faire l'avance du capital, c'est-à-dire vendre à crédit et attendre le paiement pendant un temps plus ou moins long, si ce capital, utilisé à l'intérieur du pays, est susceptible de rendre des services plus grands. La réciprocité est exacte.

Dans l'économie de marché, la comparaison entre le taux de l'intérêt et les profits à tirer du commerce extérieur indique le parti qu'il faut adopter. Mais dans une économie planifiée, si le taux de l'intérêt est déterminé arbitrairement la solution reste à trouver.

Les marchandises ne sont pas les seules à être exportées, les capitaux peuvent également être investis dans des entreprises étrangères et l'on ne voit pas pourquoi la planification de l'économie ferait disparaître ces exportations de capitaux. L'autorité centrale devra déterminer dans quels lieux et dans quelles proportions il sera avantageux d'investir des capitaux. Le transfert en lui-même est une question de pure technique mais la mesure de l'ampleur des mouvements nécessitera un calcul économique.

Actuellement une sortie excessive de capitaux entraîne sur le marché une hausse de l'intérêt qui freine le mouvement. L'autorité centrale devra trouver une méthode quelconque qui lui permette de remplir sa tâche de direction avec une efficacité analogue.

Cette question est d'ailleurs très négligée par la doctrine planiste.

Nous pouvons conclure que l'économie planifiée se trouvera en face des mêmes problèmes qui sont résolus par le mécanisme des prix dans une économie de marché.

Si l'autorité centrale ne peut pas les résoudre en respectant les désirs des consommateurs, et en se conformant aux exigences du principe économique, cela ne veut pas obligatoirement dire que le plan sera inapplicable. L'autorité centrale, disposant du pouvoir politique, pourra tou-

jours concevoir un plan et le faire exécuter, de gré ou de force. Mais il en résultera une telle perte de richesse qu'il sera impossible rationnellement de conseiller la mise en œuvre de ce plan.

Le plan sera inapplicable en ce sens qu'il ne conduira pas aux buts visés. Car il est évident que la doctrine planiste ne se propose pas comme idéal, d'abaisser le standard de vie de la population au niveau de celui des plus misérables.

Sous la pression des critiques libérales, il est devenu de plus en plus évident que le calcul économique, tel qu'il est pratiqué dans une économie de marché, n'est plus possible dans un régime planifié. Et les théoriciens planistes ont dû se mettre à la recherche d'une autre méthode de calcul qui permette l'usage *économique* des ressources productives, sans lequel la société ne peut que se diriger au petit bonheur vers une probable catastrophe.

Nous avons vu que la technique industrielle ne donne aucun secours dans cette recherche et l'observation directe ne peut pas fournir plus de renseignements.

Il n'en serait autrement que dans une économie primitive, individuelle, fermée. L'individu peut alors établir facilement l'échelle très simple de ses besoins et avoir une vue d'ensemble du détour de production dans lesquels il s'engage. Détours de production qui sont d'ailleurs courts et en petit nombre. « Tant que tout se trouve sur une échelle assez petite pour que la production et la consommation puissent être ajustées l'une à l'autre à partir d'un seul centre il n'existe aucune difficulté théorique » (1).

Cette situation est à peu près celle qui s'est présentée jusqu'au début du XVIII^e siècle. La règle était alors l'économie agricole fermée et la fabrication artisanale travaillant pour un petit nombre de voisins aux besoins bien connus. Chacune de ces petites collectivités ne produisait guère que ce qu'elle consommait et ne consommait guère que ce qu'elle produisait.

Le commerce international était dans l'enfance et se

1. G. HALM, *op. cit.*, p. 134.

limitait à quelques articles de grande valeur tels que les produits coloniaux, les étoffes et fourrures précieuses, et ce qu'on appelait alors la mercerie.

A l'aube de la grande révolution industrielle, les exportations de l'Angleterre se composaient « de lainages et autres tissus, d'un peu de cuir, de fer, de plomb, d'argenterie et d'orfèvrerie et de quelques produits réexportés, comme le tabac et les calicots des Indes. Les importations consistaient en vins et liqueurs, riz, sucre, café, huile, fourrures et un peu de fil de laine, de chanvre, de lin et de soie à l'usage des industries spécialement favorisées » (1). Le commerce intérieur n'était pas plus développé. Les produits agricoles étaient presque entièrement destinés à la consommation locale. Le surplus éventuel étant seul échangé. « Il vint tant de vin et de sel au couvent, dit César de Heisterbach, qu'il fut tout simplement nécessaire de vendre le surplus » (2). Cet état de choses était encore renforcé par tout le système des douanes intérieures.

La doctrine planiste semble en être restée à cette conception de la vie économique. Elle n'a pas réalisé que la grande révolution industrielle de notre époque « était due principalement à la division du travail croissante, dans des marchés toujours plus étendus » (3). Le progrès technique, la concentration des entreprises, la société anonyme n'étant que des phénomènes secondaires ou résultant des premiers...

Le machinisme a pris naissance en Angleterre parce que le travail s'y était spécialisé pour répondre aux besoins d'un marché plus étendu.

Or, dès que toute correspondance est coupée entre la production et la consommation, chaque économie particulière devient une cellule de l'économie sociale. Et nul n'est plus à même de connaître « les besoins de tous les individus qui composent la société, nul ne possède plus une vue complète de tous les moyens de production disponibles, nul

1. J. A. HOBSON, *The evolution of modern Capitalism*, cité par W. LIPPMANN, *op. cit.*, p. 201.

2. Cité par W. LIPPMANN, *op. cit.*, p. 209.

3. W. LIPPMANN, *op. cit.*, p. 203.

n'est en mesure d'embrasser d'un seul coup d'œil l'énorme complexité du processus technique de la production et nul par conséquent ne saurait adapter sa part dans l'œuvre productive à ses besoins » (1).

Les détours de production sont multiples, longs, complexes, les conditions de succès sont si variées, qu'il est impossible de fonder une décision sur des appréciations subjectives immédiates.

Un calcul économique exact est nécessaire. Ce calcul ne peut pas réposer sur la valeur d'usage des biens, qui varie suivant les individus. D'ailleurs il n'existe pas de valeur d'usage pour les moyens de production considérés en eux-mêmes ; leur valeur dérive seulement de leur aptitude à produire des biens désirés par les consommateurs.

Pour que le calcul puisse être effectué, il faut en ramener tous les éléments à une même unité ; dans le régime libéral cette unité est la valeur d'échange des biens sur le marché, exprimée en monnaie. Mais la planification de l'économie supprime le marché. Il est donc nécessaire soit de découvrir une unité de mesure autre que la valeur d'échange établie sur le marché, soit de conserver le marché des biens de consommation et de ramener la valeur des facteurs productifs aux prix des biens de consommation, par une méthode qui reste à trouver.

C'est dans cette direction que les théoriciens planistes ont orienté leurs travaux ; et soit par l'imputation des poids spécifiques, soit par une concurrence fictive entre monopoles étatiques, soit encore par la méthode mathématique, ils tentent de déterminer des coûts de production qui puissent être comparés aux prix dégagés sur le marché des biens de consommation.

La seconde partie de notre étude est consacrée à ces essais de solutions. Mais avant de terminer ce chapitre nous voudrions faire remarquer que toutes les difficultés auxquelles se heurte le planisme viennent d'avoir méconnu que la division du travail et le marché qui la régularise sont deux aspects inséparables de l'économie moderne.

1. G. HALM, *op. cit.*, p. 134.

SECONDE PARTIE

LES SOLUTIONS

CHAPITRE I

UNE SOLUTION RÉCENTE

Les premières tentatives cohérentes de solutions aux problèmes de l'économie planifiée ne remontent pas à plus d'une quinzaine d'années. La doctrine planiste s'était jusque-là caractérisée soit par l'abstention prudente des marxistes refusant délibérément de construire les plans de la société future, soit par l'audace irréfléchie des Utopistes, qui faisaient preuve de beaucoup plus de fantaisie que de connaissances économiques. C'est dans un article célèbre : « Le calcul de la valeur dans une communauté socialiste » (1) publié en 1920, que L. von Mises réduisit à peu près à néant les illusions que l'on se faisait alors sur la possibilité de planifier l'économie avec un rendement au moins égal à celui du régime de libre concurrence.

Cet article démontrait que l'usage économique des ressources productives n'est possible, que si les prix sont appliqués non seulement aux biens de premier rang, les

1. Ludwig von Mises, die Wirtschaftrechnung im socialistischen Gemeinwesen, Archiv für Socialwissenschaft und Social politik, vol. 47, 1^{er} avril 1920.

produits finis, mais encore aux biens de rang supérieur, les facteurs de production.

A peu près à la même époque et sans s'être trouvés en rapport avec Mises, le sociologue allemand Max Weber (1) et l'économiste russe Boris Brutzkus (2) parvenaient à des conclusions analogues.

L'article de Mises, repris et développé par son auteur, fut incorporé finalement dans « Le Socialisme » (3), vaste étude des problèmes d'une communauté socialiste.

Avec les travaux de M. Weber et de B. Brutzkus, cet ouvrage sert de base à toute la discussion.

Son premier effet fut de retourner complètement la situation au profit des économistes libéraux qui se trouvaient jusque-là vis-à-vis des collectivistes, presque en position d'accusés et réduits à des critiques de détail. Or il ne suffisait pas de réfuter un peu plus chaque jour la « théorie » de la plus-value, la « loi » de la concentration des capitaux, la « tendance » à la misère croissante des masses, etc... Il fallait démontrer que la direction autoritaire de l'économie telle qu'on la concevait jusqu'alors n'était pas réalisable.

L'ère des critiques sentimentales est maintenant passée. Les planistes ont dû préciser leurs idées et une discussion rationnelle des possibilités d'application de l'économie planifiée est devenue possible.

Voilà dans quelles conditions s'est élaborée la doctrine planiste moderne. Sans paradoxe on peut dire qu'elle est en grande partie l'œuvre de la critique libérale. Certains planistes le reconnaissent d'ailleurs, puisqu'ils proposent d'élever à Mises une statue dans la galerie d'honneur du futur et hypothétique ministère de la production.

Nous ne pouvons songer à étudier toutes les solutions qui ont été apportées ces dernières années aux problèmes de

1. MAX WEBER, *Wirtschaft und Gesellschaft* (Grundriss der Sozialökonomik, part. III), 1^{re} partie, ch. II, 9-14. Tübingen, 1921.

2. BORIS BRUTZKUS, *Die Lehren der Marxismus im Lichte der Russischen Revolution, 1921-1922*. Voir également U. R. S. S. Terrain d'expériences économiques. Librairie de Médicis, Paris, 1938.

3. *Le Socialisme*, Librairie de Médicis, Paris, 1939.

l'économie planifiée. Aussi nous nous bornerons à la solution présentée par M. Mossé, qui est une synthèse des travaux les plus récents (1). La solution mathématique en raison de son caractère très technique sera réservée pour un second chapitre.

D'après M. Mossé, voici les caractères fondamentaux que doit présenter un système d'économie planifiée. Ces caractères réalisent l'accord presque unanime des théoriciens planistes.

- a) direction par un centre ;
- b) collectivisation des moyens de production ;
- c) maintien d'une monnaie ;
- d) liberté dans le choix de la profession ;
- e) système économique étanche.

Reprenons en détail chacun de ces caractères.

a) DIRECTION AUTORITAIRE PAR UN CENTRE.

La caractéristique principale de l'économie planifiée, ce qui la distingue le plus du régime libéral, est la subordination à une autorité centrale.

Cette subordination doit être totale. Si l'Etat se contente de collaborer avec l'initiative privée, on peut seulement parler d'économie dirigée, ou d'intervention de l'Etat. Cependant, les interventions de l'Etat dans la vie économique n'en constituent pas moins la matière première d'un planisme éventuel et le développement en tache d'huile de ces mesures d'intervention, fait qu'à la limite, l'économie dirigée se transforme presque fatalement en planisme intégral.

Pour qu'il s'agisse vraiment d'économie planifiée il faut que l'action de l'Etat soit positive. L'autorité centrale ne doit pas se contenter de remédier à un danger économique, ce qui est la caractéristique de l'interventionisme, son action doit être constructive.

1. Robert Mossé, La théorie de l'économie planifiée, R. I. T., septembre 1937.

Il faut que la situation soit envisagée dans son ensemble et l'action entreprise doit tenir compte de tous les éléments de cette situation.

La coordination continue de tous les éléments d'un programme constitue l'essence même du planisme.

Il est enfin nécessaire que l'autorité centrale se fixe un but, qui ne soit ni partiel ni momentané, et qu'elle soit guidée par un ou plusieurs grands principes directeurs.

Cette autorité centrale porte des noms différents suivant les auteurs. Barone parle d'un « Ministère de la Production », Cassel d'une « Autorité centrale » sans préciser, et Heimann d'une « Zentrale Wirtschaftsplanung ». Dickinson l'appelle le « Conseil Economique Suprême » et O. Lange le « Central planing Board ». Le nom importe peu, et l'essence de l'institution reste toujours la même. C'est un pouvoir économique souverain, détenu par le gouvernement. L'autorité centrale peut avoir en vue des fins très différentes, qui seront suivant les circonstances, une redistribution des revenus, un aménagement des forces productives dans le cadre national ou autarcie, une rationalisation de la production, ou même des fins extra économiques !

En général la population désire une augmentation de la production qui serve à améliorer le niveau de vie ; c'est le but que se propose la grande majorité des plans. Cependant Zassenhaus ne se fait pas beaucoup d'illusions, et redoute que l'autorité centrale ne choisisse pas en fait cet objectif et qu'elle poursuive des fins opposées aux intérêts proprement économiques des gouvernés.

Enfin, d'après la majorité des auteurs, la liberté de consommation doit être respectée par l'autorité centrale. Mais nous avons vu ce que les planistes entendent par liberté de consommation.

b) COLLECTIVISATION DES MOYENS DE PRODUCTION.

La collectivisation des moyens de production était le seul moyen que les marxistes proposaient pour édifier la société future. Ils supposaient que tout le reste dût venir

par conséquence logique, tout naturellement. Nous avons déjà fait justice de cette erreur. Heimann semble d'ailleurs bien prêt de la partager, lorsqu'il écrit que ce transfert de propriété supprimera la lutte des classes. En réalité, à la place d'une lutte entre bourgeois et prolétaires, on assistera à une lutte entre libres travailleurs d'un Etat socialistes, et bureaucrates du dit Etat, dont le résultat sera identiquement le même.

Actuellement, certains auteurs ne réclament même plus la collectivisation des moyens de production, ils se contenteraient d'un simple transfert de la fonction de direction. C'est la position prise en France par la C. G. T.

M. R. Mossé, que nous avons déjà cité à ce sujet, écrit « Que le fait juridique de l'appropriation perd toute signification dans une économie planifiée. Peu importe que l'exploitant d'une terre soit propriétaire ou non, si de toute façon, le plan détermine le genre de culture, l'emploi des semences, des machines, des engrais, et le prix de vente des produits. Ce n'est plus qu'un problème psychologique que l'on peut alors résoudre dans un sens favorable aux préjugés et aux traditions sans dommage pour l'économie » (1). Nous connaissons déjà ce procédé pour l'avoir rencontré à propos de la liberté de consommation. Il consiste à vider un droit de tout son contenu, à le réduire à un simple concept juridique, à une abstraction, que l'on abandonne ensuite généreusement aux administrés. C'est un procédé inadmissible, trop souvent utilisé, comme le constate M. Jèze, pour priver les hommes de leurs droits et de leurs libertés sans soulever de révoltes.

Il est bien évident que ce transfert de la fonction de direction doit être assimilé en tout point à une expropriation et traité comme tel, même s'il est assorti d'une indemnité.

1. Robert Mossé, *op. cit.*

c) MAINTIEN D'UNE MONNAIE.

Les idées des théoriciens planistes gagneraient à être précisées sur ce point, car s'ils sont à peu près d'accord sur la nécessité d'une monnaie, on ne voit pas au juste ce qu'ils veulent prendre comme mesure de valeur.

Est-ce un certain poids d'or, comme en Russie où la valeur du rouble est fixée officiellement à 0,174 gr. d'or. Mais comme le rouble est inconvertible en or ou en devises, que son importation et son exportation sont interdites, le fait qu'il soit défini par rapport à l'or n'a pas une grande importance. Staline le confirme lorsqu'il dit que la stabilité de la devise soviétique « est avant tout assurée par les énormes quantités de marchandises possédées et mises en vente par l'Etat à des prix fixés » et Trotsky conclut ironiquement : « Le rouble n'est que l'ombre générale d'une énorme quantité de marchandises, ce qui lui permet de s'allonger et de se raccourcir comme toute ombre ». Dans ces conditions, « le rouble n'est plus une mesure de valeur... il n'est que le signe conventionnel de l'économie planifiée » (1).

Certains auteurs ont proposé de prendre comme unité une certaine quantité de travail, ce qui rappelle fâcheusement une théorie aussi discréditée que celle de la valeur travail.

La nature de la monnaie dans une économie planifiée reste donc à déterminer.

d) LIBERTÉ DANS LE CHOIX DE LA PROFESSION.

La liberté du travail est admise par Dickinson, Lange, Heimann, et par d'assez nombreux auteurs, même parmi les collectivistes marxistes de la première heure.

La répartition des travailleurs entre les différents emplois est réalisée par une différenciation des salaires. Il est permis de rester sceptique sur le fait de savoir si l'autorité centrale pourra respecter cette liberté. La question sera

1. Ch. BETTELHEIM, *op. cit.*, p. 180.

étudiée un peu plus loin, mais il est probable que la liberté du travail aura le même sort que la liberté de consommation.

e) SYSTÈME ÉCONOMIQUE ÉTANCHE.

De l'avis unanime de ses théoriciens, l'étude de l'économie planifiée suppose un système économique étanche, au moins comme méthode d'analyse, et probablement aussi comme méthode d'application.

Il ne faut pas s'en étonner, l'économie planifiée est la développement naturel des interventions économiques de l'Etat, parmi lesquelles les mesures de protection douanière jouent le plus grand rôle.

Les fâcheuses conséquences du protectionnisme ont été trop souvent dénoncées (1) pour qu'il soit nécessaire de nous étendre sur ce sujet.

* * *

Les caractères fondamentaux du système étant dégagés, nous pouvons maintenant en étudier les méthodes de fonctionnement, toujours d'après « La théorie de l'économie planifiée » de M. Mossé.

Dans leur désir d'avoir deux fois raison, les théoriciens planistes ont employé simultanément deux méthodes pour parer aux critiques libérales.

L'une est l'imputation aux produits finis des poids spécifiques des différents facteurs de production ; l'autre est une concurrence fictive entre les monopoles étatiques. Les deux méthodes sont confondues et la précision n'étant pas le fait de la doctrine planiste, il est souvent difficile de savoir quelle méthode est employée dans un cas déterminé.

Le problème à résoudre est l'emploi des ressources productives en accord avec les désirs des consommateurs et conformément aux exigences du principe économique.

Voici comment la liberté de consommation est respectée.

1. Voir en particulier L. RABBINS, *L'économie planifiée et l'ordre international*.

« Sur le marché des biens de consommation se présentent des demandes virtuelles, fonction des prix, pour les différents produits. Sans aborder l'étude des courbes individuelles, il suffit de connaître la courbe sociale de demande résultant des courbes individuelles. Les courbes sociales de demande peuvent dans une économie planifiée être connues avec plus de précision que dans le régime libéral, car les organismes de vente sont des monopoles pouvant étudier les réactions des consommateurs aux changements de prix au besoin par expérimentation scientifique ».

A première vue la méthode semble assez efficace. Les organismes de vente auront probablement la forme de Grands Magasins ou d'Entreprises à Succursales Multiples. Ils transmettront fréquemment leurs résultats à l'organisme central qui établira les courbes sur ces données. Il n'existe pas de difficulté théorique. On sait que les gérants des entreprises à succursales multiples téléphonent souvent chaque soir à la maison centrale les résultats de la journée.

Mais que signifient ces courbes pour l'autorité centrale ? Elles ne représentent pas autre chose que les réactions actuelles des consommateurs, en présence d'une certaine combinaison de produits mis à leur disposition à un certain prix. Elles ne renseignent pas sur ce que deviendrait la demande pour une autre combinaison de produits à d'autres prix.

A proprement parler, l'autorité centrale ne possède même pas de courbes d'offre et de demande, car la forme des courbes n'est pas connue, mais seulement la position actuelle de leur point d'intersection.

Est-il possible de déterminer ces courbes par « expérimentation scientifique » ? Dans ce cas les expériences devront porter sur toutes les combinaisons imaginables de produits à tous les prix possibles, ce qui pratiquement n'est pas réalisable. Les théoriciens planistes semblent toujours se croire dans des économies de dimensions assez restreintes pour que toutes les conditions de la production et de la consommation puissent être embrassées d'un seul coup d'œil.

Il est peu probable que ces courbes puissent exprimer les désirs des consommateurs et l'on doit craindre qu'elles servent à diriger la consommation au lieu d'en être le reflet. Pour organiser la production suivant les exigences du principe économique, voici les procédés qui sont employés.

« Les organismes de vente en possession des courbes de demande (1), les adresseront aux différents organismes de fabrication. Ces demandes ne seront pas des commandes fermes à un prix donné, mais seulement des tableaux de demande fonction des prix, qui reflèteront très exactement les préférences des consommateurs. Ils seront transmis aux organismes de fabrication qui, à leur tour, décomposeront d'après les conditions techniques, chaque demande de produit fini en demande de facteur premier (travail, ressources naturelles, capital).

« Remontant de proche en proche tout le processus de la production on passera ainsi des courbes de demande exprimées par les consommateurs, ou calculées ou supposées (*sic*) pour les produits définitifs, aux demandes de facteurs premiers de la production.

« Le trust ayant le monopole de la fabrication d'un produit aura comme instructions générales :

« 1^o de chercher à satisfaire le mieux possible et au moindre coût les désirs des consommateurs ; il devra donc chercher à réduire le coût par des perfectionnements techniques.

« 2^o de réaliser l'égalité de productivité marginale des différents facteurs ; il devra donc combiner ses demandes de facteurs premiers de telle sorte que la recette reçue des entreprises subséquentes soit, pour une dépense donnée, égale quel que soit le facteur employé.

« Cela garantira que les alternatives sacrifiées ne sont pas plus importantes que la production décidée.

« Les différents trusts de fabrication, compte tenu de deux prescriptions et des conditions techniques, seront donc en mesure de présenter des tableaux de demande pour les différents facteurs premiers.

1. Avec toutes les réserves qu'il convient de faire sur l'efficacité de la méthode des courbes.

« Prenons le cas du travail, le problème n'est pas difficile, puisqu'il y a concurrence bilatérale côté vendeur (travailleurs) et côté acheteurs (divers trusts).

« 1^o Les demandeurs de travail établiront leurs tableaux de demande de travail en fonction des différents salaires possibles. Pour cela ils se fondent évidemment sur la productivité marginale monétaire du travail. Une courbe unique de la demande totale de travail pourra donc être dégagée.

« 2^o Sur le marché se forme un taux de salaire d'équilibre correspondant à l'emploi de la totalité de la main-d'œuvre (Dickinson, Lange). Le salaire de marché correspond donc à la productivité marginale du dernier ouvrier disponible. »

La distinction faite dans une économie planifiée entre la rémunération personnelle et la rémunération fonctionnelle, « permet d'adapter sans crainte cette solution rationnelle » (?)

« 3^o une fois déterminé sur le marché, objectivement, un taux de salaire d'équilibre ; la quantité de travail acquise par chaque trust sera déterminée, par l'intersection de sa courbe de demande (qui est une courbe de productivité) avec le salaire du marché.

« La répartition quantitative de la main-d'œuvre sera donc réalisée automatiquement. »

La solution adoptée en ce qui concerne la répartition des matières premières et du capital est infiniment plus confuse.

C'est qu'ici, nous n'avons plus de marché et seuls se trouvent en présence les différents trusts, émanation de l'Etat et l'Etat lui-même, possesseur des moyens de production.

« Les matières premières seront gérées par des organismes comptables ayant chacun le monopole de la distribution d'un produit. Rien ne s'oppose à ce que l'office vende, c'est-à-dire demande à être crédité d'une certaine somme dans la comptabilité du trust acheteur.

« Le fournisseur, étant un monopoleur, pourra pratiquer

une politique de distribution à sa convenance (c'est-à-dire celle décidée par l'autorité centrale). Il pourra répartir par voie d'autorité ou pratiquer des prix différentiels, ou laisser jouer la concurrence entre les trusts acheteurs. Dans la mesure où l'autorité centrale voudra orienter l'industrie ou assurer l'exécution du plan, elle suivra l'une de ces trois méthodes ».

La concurrence côté acheteurs a les préférences de plusieurs auteurs.

La nécessité d'un prix pour les matières premières est reconnue, pour éviter les gaspillages inconsidérés. Les tableaux de demande étant donnés, et en supposant fixe la quantité du facteur productif (ce qui évidemment simplifie la question). « Un prix uniforme de vente aux divers trusts pourra être déterminé. Le prix étant fixé, la quantité désirée par chaque trust en fonction de sa courbe propre de demande du facteur productif sera fixée également.

« La règle de l'égalité de productivité marginale entre les différents emplois d'un même facteur étant appliquée, on aura un ordre de priorité pour l'utilisation des matières premières.

Les méthodes de répartition du capital sont tout aussi incertaines que les méthodes de répartition des matières premières. Ce qui est fâcheux car la question est essentielle.

« Un système bancaire, remplissant le même rôle que les offices de matières premières, pourra également pratiquer la politique de son choix, répartition par voie d'autorité, taux différentiels, concurrence. »

En ce qui concerne l'accumulation du capital, l'autorité centrale « pourra, comme le propose O. Lange, déterminer arbitrairement le montant du capital à accumuler et réaliser cette accumulation avant la distribution du dividende social ; ou bien elle pourra demander l'épargne au public et dans ce cas fixer un taux d'intérêt adéquat. Une fois les prix des facteurs premiers déterminés, on redescend ensuite jusqu'aux produits de consommation, dont les quantités à produire et les prix de revient se trouvent automatiquement fixés. »

Voici la solution apportée au problème du calcul économique dans un régime planifié. Elle est la synthèse des travaux les plus récents des théoriciens planistes, et on peut la considérer comme l'état actuel de la question.

Cette solution est-elle satisfaisante ?

La critique libérale soutient qu'un régime planifié n'est pas réalisable parce qu'il empêche la formation des prix des produits finis et des prix des moyens de production suivant un même processus ; ce qui rend impossible la comparaison entre les prix et les coûts, base indispensable d'une organisation efficace de la production.

Or la méthode d'imputation des poids spécifiques, essentielle à cette solution, montre seulement que la valeur des biens de consommation se réfléchit dans celle des facteurs de production ; que la valeur des biens de consommation et celle des facteurs de production sont unis par un « lien élastique » ce que personne ne conteste. Il en résulte paraît-il que l'on peut « calculer le poids de chaque facteur dans la fabrication des produits dès que les prix des produits sont donnés » (1).

D'abord nous ne voyons pas très bien comment les prix des produits seront déterminés. Par la méthode des courbes ? Nous avons plutôt l'impression qu'ils seront fixés, par les monopoles de vente à leur gré. Ensuite, les facteurs de production sont au nombre de trois : travail, capital, ressources naturelles, et chacun d'eux se subdivise en catégories très dissemblables. Les proportions suivant lesquelles ils peuvent être combinés dans une même production sont variables à l'infini. Ces proportions varient même suivant le volume de la production. C'est pourquoi, il est à peu près impossible, dans un cas donné quelconque, d'attribuer une part déterminée de la valeur du produit à l'une de ces catégories de facteurs.

Les différents trusts, dans leur demande de travail, ne pourront donc pas se fonder sur la « productivité marginale monétaire du travail » puisqu'il est impossible de détermi-

1. E. HEIMANN, cité par G. HALM, *op. cit.*, p. 181.

ner cette productivité et cela d'autant plus que dans un régime planifié, la valeur des autres facteurs de production est encore plus mal connue, comme nous le verrons tout à l'heure.

En réalité dans cette méthode, les prix des facteurs premiers sont déterminés par l'imputation rétrospective, de fractions de prix accidentels, à des moyens de production utilisés selon des combinaisons accidentelles (1).

Pour déterminer rationnellement la combinaison de facteurs productifs qui réalise l'optimum économique, il faut d'abord connaître les coûts de production ; et cette méthode qui détermine les combinaisons avant que les coûts soient connus, envisage le problème exactement à l'envers.

On objectera, que les demandes de facteurs productifs au moyen desquels les prix seront déterminés, ne sont pas des commandes fermes ; que les demandes réelles seront fixées après l'établissement des prix des facteurs productifs, au moyen de ces tableaux fictifs de demande. Ou si l'on veut, la demande fictive déterminera le prix réel, qui déterminera à son tour la demande réelle.

Il n'en subsiste pas moins que les diverses combinaisons des facteurs productifs seront fixées avant que les coûts de production soient connus. Nous en trouvons la preuve dans l'étude de M. Mossé : « Les courbes seront transmises aux organismes de fabrication, qui décomposeront d'après les conditions techniques, chaque demande de produit fini en facteurs premiers ». *D'après les conditions techniques !* Il n'en fallait pas tant pour assurer notre opinion. Avant comme après l'évaluation de ces coûts de production « par imputations accidentelles », la technique sera d'abord prise en considération. L'optimum technique sera seul réalisé, alors qu'il devrait seulement l'être à l'intérieur de l'optimum économique, après que toutes les exigences du principe économique aient été satisfaites.

Les différents trusts de fabrication, ont comme instructions générales « de chercher à satisfaire le mieux possible

1. G. HALM, *op. cit.*, p. 182.

au moindre coût les désirs des consommateurs. Ils devront *donc* chercher à réduire le coût par des perfectionnements techniques ». L'optimum technique est toujours seul envisagé, c'est la rationalisation de la production chère aux planistes. Il faut cependant répondre aux critiques libérales touchant l'utilisation *économique* des ressources ; aussi « les trusts devront réaliser l'égalité de productivité marginale des différents facteurs ».

Pareto a fort bien montré (1), que pour établir les conditions de l'équilibre économique à partir des notions de productivité marginale, il faut introduire une très importante série de corrections, qui ramène tout le problème à la détermination des coefficients de fabrication. Ces coefficients de fabrication ne sont pas autre chose que les différentes proportions dans lesquelles peuvent être combinés les facteurs productifs dans une fabrication donnée. Le calcul économique presque tout entier peut donc se ramener au calcul des coefficients de fabrication.

Pareto et Barone ont montré dans des raisonnements mathématiques très savants, que l'autorité centrale d'une économie planifiée devra pour calculer ces coefficients utiliser les mêmes méthodes que le régime de libre concurrence. Le simple raisonnement logique aboutit d'ailleurs aux mêmes conclusions (2). Il ne peut être tenu compte de tous les emplois possibles des facteurs de production, que dans le cadre d'un processus intégral de formation des prix, et non par un procédé du genre de celui qui consiste à imaginer « chaque facteur transféré d'un emploi à l'autre, jusqu'à ce qu'il ait atteint effectivement la plus haute productivité possible » (3). D'une part les expériences nécessaires sont pratiquement irréalisables, et d'autre part il est très problématique que l'accroissement de valeur d'un bien, provenant de l'application d'une dose supplémentaire d'un facteur de production, puisse être uniquement imputé à ce facteur particulier, car l'accroissement de valeur ob-

1. PARETO, Cours d'économie politique, vol. II, § 717.

2. Le raisonnement qui suit est emprunté à G. HALM, *op. cit.*, p. 181.

3. E. HEIMANN, cité par G. HALM, *op. cit.*, p. 183.

tenu provient de la combinaison des divers facteurs employés. Aucune comparaison n'est donc possible pour déterminer « la plus haute productivité » d'un facteur de production. La méthode que propose M. Mossé apporte-t-elle une solution au problème ? Nullement, puisque les coefficients de fabrication sont d'abord établis sur des bases techniques. Dans la suite ils sont rectifiés, il est vrai, par une comparaison avec les prix dégagés des tableaux de demande. Mais ces prix ne traduisent que des préoccupations techniques. Ils ne peuvent en aucune façon indiquer s'il est avantageux *économiquement* d'employer pour une fabrication donnée, tel ou tel facteur de production et dans quelles proportions.

L'autorité centrale prendra des décisions techniques, elle ne prendra pas des décisions économiques. Son calcul économique sera fondé sur l'aspect technique de la production et non sur l'aspect économique, il sera donc entièrement inopérant.

Les théoriciens planistes ne semblent d'ailleurs pas s'en émouvoir outre mesure, car ils sont loin d'avoir abandonné la confusion entre technique et économique. Au sujet du calcul des coefficients de fabrication, M. Mossé écrit que mettre en doute sa possibilité dans une économie planifiée, c'est mettre en doute le fonctionnement de l'économie libérale elle-même; et il ajoute que le groupement des entreprises en trusts permettra de développer les recherches dans ce domaine et d'arriver à autant de précision qu'il sera nécessaire.

L'opinion de M. Mossé serait exacte si par coefficients de fabrication, on entendait les conditions techniques de la production. Et même dans ce cas, les très grandes entreprises ont peut-être quelques facilités, par exemple des bureaux d'étude mieux outillés, mais l'influence favorable de la concentration sur le progrès technique est discutable.

L'économie libérale permet le calcul des coefficients de fabrication, parce qu'elle est caractérisée par la libre concurrence. L'économie planifiée ne le permet pas, parce qu'elle supprime la libre concurrence; et le groupement

des entreprises en trusts, loin de faciliter le calcul arrive à la limite par le rendre complètement impossible.

En résumé, la méthode d'imputation des poids spécifiques, telle qu'elle est préconisée par les théoriciens planistes, ne permet pas de diriger l'économie selon les exigences du principe économique.

Les coefficients de fabrication sont déterminés avant que les coûts des facteurs productifs ne soient connus. Le contraire devrait justement avoir lieu. La détermination subséquente des coûts est viciée à l'origine. Il en résulte que ces coûts ne peuvent servir à orienter économiquement les ressources productives.

Mais ce n'est pas tout. Nous nous sommes placés dans la position la plus favorable aux théories planistes, puisque nous avons supposé que l'offre des facteurs de production était réglée par la demande et non par les injonctions de l'autorité, et qu'il existait une concurrence dans l'offre et la demande de ces facteurs.

En réalité, quelques théoriciens planistes, parmi les plus libéraux, admettent bien une concurrence du côté de la demande des facteurs productifs, mais cette concurrence est unilatérale, puisque l'offre est représentée par des monopoles et offices étatiques. L'autorité centrale a donc toute latitude pour fixer les quantités à offrir et les prix. Elle peut peser sur la production et la diriger à son gré, réduisant ainsi à néant la liberté de consommation. Dans ces conditions, on ne peut plus parler de coûts reflétant la situation économique, tout au plus donneront-ils des indications sur les vues du gouvernement.

Pour finir, cette concurrence « entre guillemets », cette concurrence du côté demandeur seulement, risque à son tour de disparaître, car les théoriciens planistes envisagent avec une certaine complaisance « La répartition par voie d'autorité des facteurs de production », ce qui permet au gouvernement « d'orienter l'industrie ou d'assurer l'exécution du plan ».

Voici l'aboutissement de toute la doctrine planiste ; faire régenter la vie économique, donc la vie de toute la société

par une poignée d'hommes irresponsables, car bien entendu, on ne peut songer concilier une économie planifiée dans de pareilles conditions, avec les principes démocratiques. M. S. Chase l'exprime parfaitement quand il réclame « la mise au rancart des limitations politiques périmées, et des freins et contrepoids constitutionnels, partout où un problème technique est en jeu » (1).

Pour faire accepter le plan par le peuple, on usera, comme le propose encore M. S. Chase, de tous les moyens de propagande à la disposition d'un Etat autoritaire, et ils sont nombreux. Une fois le plan mis en œuvre, le gouvernement ne pourra admettre qu'un changement d'opinion prétende le remplacer. Si les administrés ne s'estiment pas satisfaits, on prendra toutes les dispositions nécessaires pour leur démontrer qu'ils ont tort, et ceux qui feront par trop preuve de mauvais esprit, seront éliminés comme traîtres et saboteurs.

Peut-on encore parler de liberté de consommation, de cette liberté que les planistes affirment pourtant vouloir respecter.

L'idéal paraît même le système communiste si l'on en juge par l'opinion de M. Lerner, à propos de la distribution des profits, tirés par l'Etat, des ressources productives. « La distribution en argent, *laissant l'option du consommateur et rendant plus difficile l'agencement économique*, ne devrait intervenir qu'une fois les besoins essentiels de tous les citoyens satisfaits par les revenus du travail » (2). On doit en conclure que la distribution des produits s'effectuera probablement par l'entremise d'un organisme analogue à l'intendance militaire.

Les planistes peuvent repousser le communisme, leur doctrine y conduit tout droit. Se rendent-ils compte de la contradiction qui existe entre leurs hypothèses de départ — liberté du travail, liberté de consommation — et les résultats qu'impliquent nécessairement l'application de tels procédés ? La liberté du travail et la liberté de consommation

1. Cité par W. LIPPMANN, *La cité libre*, p. 180.

2. Cité par R. MASSÉ, *op. cit.*

ne sont qu'un leurre quand l'Etat peut agir à sa guise sur la production. De savantes dissertations sont faites sur l'imputation des poids spécifiques, la concurrence fictive entre collectivités publiques, etc... qui doivent permettre le calcul économique, et l'orientation des ressources productives selon les exigences du principe économique ; et finalement les planistes ne proposent rien de mieux que de répartir par voie d'autorité les ressources productives ! Réalisant ainsi, non les désirs des consommateurs, mais les vues du gouvernement sans qu'il soit plus question de liberté, de coût de production, de productivité marginale, de principe économique et de tout ce qui peut ressembler à une loi économique.

Les théoriciens planistes pensent-ils se faire illusion à eux-mêmes ou veulent-ils tromper le public lorsqu'ils affirment que « l'économie planifiée ressemblera essentiellement à l'économie libérale avec quelques alternatives possible en plus » (1). A tel point que l'on pourra lui appliquer les équations de l'équilibre économique, établies par Walras, Pareto, Barone...

C'est exagéré. Il ne faut pas parler de faire fonctionner les systèmes d'équations de l'équilibre économique quand on s'en remet à la direction arbitraire de l'Etat.

M. Durbin pense que le problème du planisme est une question qui intéresse la sociologie, et non la science économique (1). Cette opinion est parfaitement défendable, encore faut-il qu'elle soit soutenue franchement et non de façon détournée, en prétendant, contre toute vraisemblance, que les méthodes planistes porteront au maximum les forces productives de la société.

Il est certain, que la civilisation « économique » n'est pas la forme unique, ni même probablement la forme la plus haute de la civilisation. L'humanité n'a pas, toujours et partout, été poussée uniquement par la recherche de la richesse matérielle et le désir du gain. Des civilisations se

1. R. MOSSÉ, *op. cit.*

2. E. F. M. DURBIN, *Economic Calculus in a planed Economy*, *Economic Journal*, décembre 1936.

sont fondées sur un autre idéal, par exemple les civilisations précolombiennes, Inca et Maya : civilisations de l'*Absolu*, et peut-être les plus humaines qui aient apparues sur la terre. Sans aller aussi loin, le viconte de Bonald donnait comme preuve de la supériorité des Français sur les Anglo-saxons, le fait que ses compatriotes ne considéraient pas comme but essentiel de leur vie le commerce et la recherche dans les affaires du cent pour cent.

Un grand nombre de collectivistes doivent le sentir confusément, sans bien le réaliser. Il est possible que notre société actuelle soit un jour remplacée par d'autres types de civilisations qui ne seront pas tout d'abord fondés sur des préoccupations matérielles et qui assureront peut-être un bonheur plus grand à l'humanité. Mais pris entre ce désir vague, et l'idée toute matérialiste qu'ils se font de la civilisation, les collectivistes se trouvent acculés à un indicible désordre intellectuel.

Le socialisme économique, qui est le socialisme actuel, ne remplacera pas le libéralisme capitaliste car il est fondé sur la même base matérielle. Si l'on veut conserver notre type de civilisation fondée sur la richesse et le développement du bien-être matériel, il faut respecter les lois économiques qui n'ont de valeur que dans ce cas.

Au contraire, si l'on préfère un type de civilisation qui donne la plus grande place à la vie intérieure de l'homme, on peut alors négliger les lois de l'économie.

Mais il ne faut pas confondre ces deux idéaux si l'on veut aboutir à quelque chose de raisonnable.

CHAPITRE II

LES SOLUTIONS MATHÉMATIQUES

L'étude des tentatives faites pour résoudre les problèmes d'une économie dirigée par une autorité centrale ne serait pas complète si elle négligeait les solutions mathématiques.

Les solutions mathématiques présentent un intérêt considérable, non seulement pour illustrer l'emploi de l'analyse mathématique dans l'étude des problèmes économiques, mais surtout parce que les planistes en ont fait un grand usage, et un usage qui n'a pas toujours été très légitime.

On comprendrait parfaitement que les théoriciens planistes, reprenant les travaux de l'école mathématique, les aient développés, pour aboutir à des conclusions qui leur soient propres ; dussent ces conclusions être contraires à celles dégagées par Walras, Pareto, Barone, etc...

Mais la doctrine planiste s'est cantonnée dans l'étude fragmentaire de points de détail et dans la copie pure et simple des équations de l'équilibre, œuvre de l'école mathématique ; il ne lui était donc pas permis de déformer la pensée qui avait dirigé ces travaux, pour en tirer des conclusions différentes.

Elle devait respecter scrupuleusement l'opinion des Maîtres de l'économie mathématique et ne pas leur faire dire ce qui, sentimentalement, lui plaisait ou pouvait être utile à sa cause.

Il n'en a pas été ainsi et les théoriciens planistes, faute de doctrine sur laquelle ils auraient pu s'appuyer, n'ont pas hésité à se recommander des travaux de l'école mathématique. Ils ont affirmé, non seulement que les équations de l'équilibre étaient susceptibles de résoudre les problèmes

d'une économie planifiée, mais aussi, que « l'économie planifiée apparaissait comme le meilleur moyen de faire fonctionner de manière satisfaisante les magnifiques et harmonieux systèmes décrits par les Walras, Böhm-Bawerck, Pareto et autres » (1). Ce qui est une façon cavalière de prendre l'économie mathématique sous leur protection.

Et dans chacune des innombrables solutions qui ont été proposées, il est très rare de ne pas trouver au moins un rappel de la méthode mathématique.

Un pareil engouement se justifie, si l'on songe que l'économie mathématique a un caractère abstrait et tout particulièrement technique. Le grand public, ne comprenant à peu près rien à cet aspect de la science économique, se trouve dans des conditions idéales pour être convaincu sans discussion. Cela d'autant mieux que les solutions mathématiques participent, à tort d'ailleurs, du caractère rigoureux et presque infailible que l'on attribue au raisonnement mathématique. Or Walras, Pareto et Barone, qui sont les plus souvent cités et dont les travaux sont les plus considérables, ont-ils envisagé l'application des équations de l'équilibre à un régime planifié et, dans ce cas, quelles ont été leurs conclusions ?

Il n'y a pas d'équivoque possible pour Walras ; les équations de l'équilibre sont fondées sur l'hypothèse de la libre concurrence, et il serait difficile de faire passer sous le pavillon collectiviste celui qui écrivait : « La liberté procure dans certaines limites le maximum d'utilité. Donc les causes qui la troublent sont un empêchement à ce maximum et quelles qu'elles puissent être il faut les supprimer le plus possible » (2).

Pareto a effectivement envisagé l'emploi des équations de l'équilibre dans une économie planifiée. Il l'a fait, d'une façon d'ailleurs assez sommaire, tout le long de son cours et de son manuel d'économie politique. Sa conclusion est claire : l'autorité centrale se trouvera devant les mêmes

1. R. MOSSÉ, La théorie de l'économie planifiée.

2. WALRAS, XIX^e leçon de l' « Abrégé des éléments d'économie pure ».

problèmes que le régime libéral et devra les résoudre exactement de la même façon.

De plus Pareto formule toute une série d'objections qui s'opposent à l'emploi des équations de l'équilibre dans un système planifié. C'est pourquoi les planistes ont grand tort de se servir du nom de Pareto pour appuyer leurs théories. Le penseur solitaire de Céligny était plus que sceptique sur les possibilités du socialisme, l'on sait comment il a raillé l'Etat *éthique*.

Pareto est, à notre avis, un précurseur direct de Mises. La ligne générale des objections développées par Mises se trouve dans Pareto.

L'opinion de ce dernier est évidemment moins nette, il faut la dégager de l'ensemble de ses ouvrages. Mais au début du siècle, le planisme n'était pas aussi virulent que que de nos jours et le besoin d'une réponse rassemblée en un corps unique se faisait moins sentir.

Le cas de Barone est beaucoup plus complexe. L'œuvre principale de cet auteur, l'article « Le Ministère de la Production dans une Communauté socialiste », a connue cette fortune singulière d'être utilisée pour les planistes et critiquée par les libéraux, justement pour ce qu'elle ne contenait pas !

On comprend facilement que les théoriciens planistes, toujours à la recherche de « répondants », se soient emparés du « Ministère », mais on comprend moins que les économistes libéraux aient abondé dans le même sens. Il est surprenant de voir L. von Mises, affirmer que Barone a préconisé « l'utilisation des équations à l'aide desquelles l'économie mathématique représente l'état d'équilibre, pour résoudre le problème du calcul économique dans une communauté socialiste » (1). L. von Mises élève contre cette solution toute une série d'objections très pertinentes que nous développerons plus loin : impossibilité pratique de

1. L. von Mises, Les équations de l'économie mathématique et le problème du calcul économique en régime socialiste. *Revue d'économie politique*, juillet-août 1937.

réunir toutes les informations nécessaires au calcul, impossibilité de résoudre les équations.

Mais, il suffit de lire le « Ministère » pour voir que Barone aboutit aux mêmes conclusions.

Nous allons donc lui consacrer une étude spéciale, en raison de sa réputation et de l'interprétation erronée qui en a été faite.

Nous analyserons d'abord le « Ministère » sans rien y changer, en élaguant simplement une bonne partie de son appareil analytique. Puis nous en ferons la critique (1).

* * *

Le but du « Ministère de la Production » est d'établir certaines lignes générales de la solution que le Ministre de la production d'un Etat collectiviste devrait apporter au vaste problème en présence duquel il se trouve. Dans cet article, les mathématiques sont employées, pour cette simple raison que, d'après Barone, il n'y a pas d'autre méthode permettant, avec la même précision et la même concision, de formuler certaines questions en termes non équivoques, et de donner un exposé précis de certaines propositions.

Barone emploie, pour déterminer l'équilibre économique, presque les mêmes équations que Pareto, mais il les simplifie beaucoup car il n'utilise pas les concepts d'*Utilité*, d'*Utilité finale* et de *Courbe d'indifférence*. Les vieilles et simples idées d'offre, de demande et de coût de production, suffisent, non seulement pour construire, en un système d'équation, les interdépendances principales des quantités économiques, mais aussi pour traiter les différentes questions dynamiques, qui se rapportent au bien-être plus ou moins grand des individus et de la communauté.

Une première section est consacrée au fonctionnement de l'économie dans un régime libéral.

1. Il Ministro della Produzione nello Stato collectiviste, *Giornale degli economisti*, sept. et oct. 1908. Traduction française dans : L'économie dirigée en régime collectiviste.

I. — Barone établit d'abord l'équation générale des échanges, somme des équations individuelles.

L'individu vendant à certains prix les services du capital dont il dispose, consacre le revenu qu'il en tire à certains produits et à certains services qu'il achète à certains prix et qu'il consomme en épargnant une certaine portion de son revenu. D'où il ressort que chacune des quantités demandées (et pareillement le montant de l'épargne individuelle) dépend des séries complètes de prix. Toutes ces quantités variables sont donc fonction des prix.

Les variables sont encore reliées par quatre systèmes de relations.

Un premier système exprime les nécessités matérielles de la production qui, selon toute évidence, devront être respectées dans n'importe quel système économique : le total des services du capital existant doit suffire pour la production des biens finis et du nouveau capital et pour les services directement consommés.

Un second système de relations établit que l'excédent du revenu sur la consommation (qui est l'épargne) est employé à la création du nouveau capital.

Un troisième système donne le coût de production des biens finis en fonction du prix des services productifs.

Enfin un quatrième système exprime l'une des caractéristiques de la libre concurrence, à savoir que le prix des produits finis et des services du nouveau capital, égalent leur coût de production.

Ces quatre systèmes de relations, joints à l'équation générale des échanges donnent un nombre d'équation égal à celui des variables. Le système économique tout entier se trouve donc déterminé.

Nous avons supposé connus les coefficients de fabrication, ou coefficients techniques, qui sont, nous le rappelons, les proportions variables dans lesquelles peuvent être employés les facteurs productifs pour obtenir une unité de produit.

Or ces coefficients sont précisément donnés par le minimum des équations qui expriment les coûts de production

en fonction du prix des services productifs (troisième système de relations). En effet, il est facile de comprendre que le coût de production est minimum lorsque la meilleure combinaison de facteurs productifs est réalisée.

Le maximum économique est déterminé lorsque sont respectées les conditions de la libre concurrence : coûts de production réduits au minimum, égalité entre coûts de production et prix des produits. Barone le démontre dans un raisonnement exact au point de vue économique, mais très critiquable au point de vue mathématique.

Supposons les prix constants. Si l'on augmente la production du produit B de la quantité ΔB , nous avons un accroissement égal à ΔB multiplié par le prix p_b d'une unité de B : $\Delta B \times p_b$. Mais d'autre part, dans la production de ΔB nous avons dû employer une certaine quantité ΔS du facteur productif S, et nous avons une diminution égale à ΔS multiplié par le coût p_s d'une unité de S : $\Delta S \times p_s$.

Comme les prix sont égaux aux coûts de production, $\Delta B \times p_b = \Delta S \times p_s$, la variation totale est égale à zéro et la richesse de la société n'est pas modifiée.

De même, si l'on fait varier un coefficient de fabrication, l'équilibre ne sera pas modifié puisque les coefficients sont déterminés par la condition du coût de production minimum (et cette condition est réalisée par hypothèse). La variation totale sera encore une fois égale à zéro. Nous nous trouvons donc en un point d'équilibre. Si l'on représente la vie économique par une fonction Φ , cette fonction passe par un état stationnaire.

Mais si l'équilibre est modifié d'une façon quelconque (par exemple en changeant les coefficients techniques en sorte que les coûts de production ne soient plus minima, ou en détruisant l'égalité réalisée entre les prix et les coûts de production), Barone démontre que la fonction Φ varie en décroissant.

Au point de vue Mathématique, sa démonstration ne vaut pas grand'chose. En appliquant strictement les règles du calcul différentiel, on ne peut aboutir aux expressions

données par Barone et si ces expressions étaient exactes, elles ne suffiraient pas à déterminer le maximum de la fonction.

Mais on comprend très bien, que si le prix d'un produit est supérieur à son coût de production, il est économiquement avantageux de diriger les ressources disponibles vers cette production. Le maximum économique est évidemment atteint, lorsque les prix sont devenus égaux aux coûts par le jeu de l'offre et de la demande, c'est ce que font tous les jours les entrepreneurs capitalistes. Barone ne donne cette démonstration, la seule qui soit probante, que dans sa définition du « maximum collectif ».

Une altération des conditions de l'équilibre économique peut entraîner une amélioration de la situation de quelques individus, si leurs revenus s'accroissent plus vite que leurs dépenses, lorsque les prix varient. Ce sera le cas, lorsqu'ils se trouveront dans une situation économique assez forte pour pouvoir rejeter sur les consommateurs le fardeau des variations de prix en maintenant leur production inchangée.

Mais comme la fonction Φ va décroissant, le gain de quelques-uns ne pourra contrebalancer la perte des autres, et la grande majorité des individus se trouvera dans une situation plus mauvaise qu'auparavant.

Le maximum économique signifie donc qu'en substituant d'autres conditions, à une ou plusieurs caractéristiques de la libre concurrence (coûts minima de production, égalité des prix et des coûts de production), la condition de tous les individus ne peut être améliorée. Au contraire, si certains se trouvent avantagés par cette substitution, leur gain est moindre que les pertes de ceux qui ont été atteints. D'où il résulte que, si la totalité des bénéfices est retirée à ceux qui ont gagné au change pour être donnée à ceux qui y ont perdu, ces derniers ne retrouveront jamais leur situation première et certains demeureront défavorisés.

Telle est la signification du maximum dont Barone déduit ces corollaires :

1^o Chaque substitution d'autres conditions à une ou a plusieurs des conditions caractéristiques de la libre concurrence, est une *destruction de richesse*, dans le sens que la richesse qui aurait pu être obtenue avec les ressources disponibles, ne l'est pas.

2^o Si l'on estime souhaitable de favoriser certains aux dépens des autres, il vaut beaucoup mieux — plutôt que de changer les conditions de la libre concurrence pour obtenir ce résultat indirectement — faire des transferts directs des derniers aux premiers ; grâce à cette méthode, le mal infligé à ces derniers est proportionnellement moindre que les avantages des premiers. Naturellement, ceci n'est vrai que si la méthode du transfert direct n'altère pas de façon sensible les conditions de la production.

II

Que devient cet équilibre dans un régime collectiviste.

Certaines ressources demeurent propriété des individus (celles qu'ils consacrent à leur usage personnel), d'autres au contraire, qui se trouvaient auparavant entre les mains des particuliers, deviennent propriété collective de l'Etat.

Le ministère de la production doit résoudre le problème qui consiste à combiner ces services individuels et collectifs, de façon à procurer le maximum de bien-être à son peuple, c'est-à-dire : le maximum collectif.

Voici dans quelle condition il devra faire face au problème.

1^o La monnaie fait défaut. Il existe des *produits* d'un certain travail d'une catégorie donnée. Il n'y a pas de *prix*. Mais le ministère maintient, dans un but strictement social, une méthode de détermination des rapports d'*équivalence* entre les divers services et les divers produits et entre les produits et services.

2^o Sur la base de ces équivalences, les individus apportent eux-mêmes leurs *produits* aux *magasins socialisés*,

pour obtenir des biens consommables, ou pour obtenir de l'administration sociale, la permission d'employer certaines ressources dont l'Etat est propriétaire.

Le ministère maintient aussi des rapports d'équivalence entre les services des ressources socialisées, parce que l'on admet (nous verrons plus tard pourquoi) que ce serait une grosse perte au point de vue social, de ne pas faire état des équivalences de ces ressources socialisées. Sous le nom d'équivalent, Barone ne désigne pas autre chose que des prix, c'est-à-dire des rapports d'échange entre les biens et les services. Avec cette seule différence que les prix sont déterminés dans le régime actuel par l'offre et la demande, tandis qu'en régime socialiste ils seront fixés par le gouvernement. Aucune confusion ne doit être faite avec les notions d'équivalent en travail, ou d'équivalent en utilité que Barone n'envisage pas.

Si théoriquement il n'y a pas de monnaie ni de prix, on les retrouve, sous le nom d'équivalents et de rapports d'équivalence. La dénomination seule a changé. Ces petites transformations sont très utilisées dans la doctrine socialiste. On ne veut pas entendre parler d'intérêt, mais on parle de prime à la consommation différée. Ce qui revient identiquement au même.

3^o Les membres de la communauté peuvent jouir des avantages du capital possédé collectivement (Nous appellerons X , la somme de ces avantages) soit par une distribution *indirecte*, les équivalents des produits étant réduits, soit par une distribution *directe*, c'est-à-dire accordant aux individus un supplément à leurs revenus qui est une quote-part de X .

Le ministère décide, pour des raisons que nous développerons, qu'une distribution directe est préférable à une distribution indirecte.

4^o Le ministère va donc distribuer X en supplément aux revenus. A chaque individu appartient γX . Les γ peuvent être différents pour chaque individu ou pour chaque groupe, ou combinés de toutes les façons possibles.

Il est évident que $\sum \gamma = \text{un}$.

Le ministère pourra opérer la distribution suivant certains critères éthiques ou sociaux ou suivant les vues qu'il se forme des mérites de ses administrés.

5° En ce qui concerne l'épargne, bien que le peuple n'aime pas entendre parler d'épargne et d'intérêt, il faudra prendre des dispositions pour que tous les services productifs ne soient pas directement consommés et il faudra renouveler le capital productif.

Le ministère a le choix entre deux méthodes, il peut demander aux individus d'épargner une certaine portion de leur revenu et fixer pour cela une prime à la consommation différée.

En faisant varier le montant de cette prime il arrivera, par approximations successives, à obtenir la somme qu'il juge nécessaire à la production de capital nouveau. Ou bien, le ministère pourra déduire cette somme de X avant sa distribution directe. Mais Barone estime que, par cette méthode, on obtiendra un maximum collectif inférieur à celui que permet l'adoption de la méthode précédente. Sa démonstration (voir § 45) est d'ailleurs peu convaincante. La première méthode présente encore cet avantage de ne pas s'ingérer dans la répartition, que chacun fait du revenu qu'il reçoit pour son travail, entre ses besoins présents ou futurs.

6° Dans la répartition des revenus qu'il reçoit en échange de ses services — suivant les équivalences fixées par le gouvernement — et de la somme qu'il reçoit comme supplément à la distribution (X), l'individu est laissé libre de choisir, selon son bon plaisir, entre les différentes catégories de consommation ou d'épargne.

Le ministère de la production doit s'imposer les mêmes conditions en cherchant à fournir le maximum de bien-être collectif.

L'individu aura donc la liberté, en ordonnant sa propre économie individuelle de faire les choix qu'il estime les plus utiles, dans les limites de son équation individuelle qui s'établira de la manière suivante :

L'individu avec ce qu'il retire des services du capital

qui lui est resté personnel (travail par exemple) et sa quote part γX du revenu collectif, obtiendra certains produits et certains services, qu'il consommera en épargnant quelque chose.

Equation, nous le voyons, qui est tout à fait semblable à celle du régime libéral, si ce n'est la présence de ce γX ...

L'équation générale est également la somme des équations individuelles.

Cette 6^e condition est extrêmement importante car Barone y pose la liberté de consommation, c'est-à-dire le droit pour chaque individu d'obtenir ce qu'il veut dans les limites de son revenu. Le maximum collectif vers lequel doivent tendre les efforts du ministère est mesuré par la satisfaction des besoins des individus.

Pour déterminer ce maximum, le ministère de la production commence par adopter les coefficients de fabrication qui existent déjà. On suppose donc que les conditions de la production n'auront pas été substantiellement transformées par le passage d'une économie libérale à une économie socialiste. Cette hypothèse est discutable. La grande majorité des systèmes d'économie planifiée repose pourtant sur elle.

Le ministère ne s'occupe pas pour l'instant de la variabilité économique de ces coefficients (Nous savons qu'il sont déterminés par la condition du coût de production minimum). Il fixe, au hasard, une série de quantités de biens à produire, par exemple quantité R_a du produit A, quantité R_b du produit B, etc... Quantités qui doivent s'accorder avec les nécessités matérielles de la production (système 1 de relations).

Il peut maintenant fixer au hasard une série d'équivalents (ou prix), et les modifications éventuellement nécessaires pour que les nécessités matérielles de la production soient respectées.

Mais il doit être bien entendu qu'il y a, non pas une seule série, mais une infinité de séries d'équivalents, qui peuvent satisfaire aux nécessités matérielles de la production. En effet, il y a autant d'équivalent (ou prix) qu'il y a de sortes de produits et de sortes de services.

Or, le système I ne donne qu'un nombre de relations égal au nombre des différentes sortes de capitaux, inférieur, par conséquent, au nombre des équivalents.

La théorie des équations nous apprend que, dans ce cas (le nombre des inconnues étant supérieur à celui des équations) il y a une infinité de solutions.

Le ministère choisit l'une de ces solutions parmi celles qui satisfont au système I et en fait son point de départ. Il fera ensuite les modifications nécessaires pour réaliser, par approximations successives, le bien-être collectif maximum.

Ces approximations successives sont effectuées tous les jours par les entrepreneurs capitalistes pour adapter la production à la demande.

Les théoriciens planistes ont tous adopté la même méthode (voir Mossé, *op. cit*). Ce qui ne les empêche pas de la traiter d'anarchique quand elle est employée dans l'économie libérale.

On sait que dans l'équation individuelle les quantités de produits et services sont fonction de tous les prix ou équivalents.

Si le ministre corrige un équivalent en accord avec le système I, l'individu fera un nouveau choix, qui économiquement pourra être plus ou moins avantageux.

La signification du maximum collectif serait évidente, si par des tentatives successives le ministère pouvait déterminer une série d'équivalents telle que toute modification ultérieure, placerait *tous* les individus dans une situation économique moins favorable, ou si l'on veut, telle que les équations individuelles passent toutes ensemble par un maximum.

Mais cela implique autant de conditions qu'il en faut pour déterminer complètement tous les équivalents. Ce qui est impossible puisque, nous l'avons vu, le nombre des inconnues est supérieur à celui des équations.

Nous ne dissimulerons pas que, si le raisonnement de Barone pris objectivement est exact, il est cependant loin de nous convaincre. Nous n'estimons pas que les faits

économiques puissent se ramener à un système d'équations, et que les opérations effectuées sur ces équations aient une signification précise au point de vue économique.

Ne pouvant déterminer à la fois le maximum de *toutes* les équations individuelles, le ministère devra se contenter de déterminer le maximum de l'équation générale, ce qui n'est pas autre chose que le maximum collectif.

Cherchons à quelles conditions ce maximum collectif sera réalisé.

Supposons que l'équivalent (ou prix) d'un produit soit supérieur à son coût de production. Le ministère décide dans l'intérêt de la communauté d'accroître la production de ce produit.

D'une part nous avons un accroissement égal à la quantité produite en supplément ΔB du produit B , multipliée par le prix p_b : $\Delta B \times p_b$ et d'autre part une diminution égale à la quantité de service productif ΔS du facteur de production S employé, multipliée par son prix p_s .

Comme par hypothèse, le prix est supérieur au coût $\Delta B \times p_b > \Delta S \times p_s$, et il se produira incontestablement un accroissement de richesse. Le maximum sera atteint lorsque le jeu de l'offre et de la demande aura ramené le prix au niveau du coût.

Un raisonnement analogue peut être employé pour déterminer les coefficients de fabrication. Le maximum sera atteint lorsqu'il ne sera plus avantageux de transférer un facteur productif d'une production à l'autre.

Il en sera ainsi lorsque les coûts de production seront minima, ce sont exactement les mêmes conditions que celles qui déterminent le maximum de la libre concurrence. Il résulte de tout ceci, que le système des équations de l'équilibre collectiviste n'est pas autre chose que celui de la libre concurrence.

Cela signifie, qu'à ressources égales, les quantités économiques de l'équilibre collectiviste seront les mêmes que dans l'équilibre de libre concurrence.

Démontrons maintenant pourquoi il est nécessaire d'appli-

quer les équivalents (ou prix), aux services des ressources socialisées et pourquoi il est préférable de procéder à une distribution directe de l'X (qui est le bénéfice tiré par l'état des ressources en sa possession). Le ministère pourrait évidemment répartir l'X entre les individus, en réduisant à zéro dans le coût de la production l'équivalent (ou prix) des ressources qui sont propriété de l'Etat.

Ce système de distribution indirecte, ajouté à celui de la réduction à zéro des équivalents des services de la propriété collective, n'est pas autre chose que la théorie de Marx sur la valeur. On a fait remarquer, à juste titre, que même lorsque certaines ressources sont propriété collective, l'Etat ne peut faire moins que de fixer un prix pour leurs services (1). Car ces services seraient alors employés dans une large mesure, non pas à une production ultérieure, mais comme services consommables directement et parmi ceux que l'on emploierait à la production, il pourrait très facilement se produire un excès dans une catégorie quelconque, excès qui serait plus utile socialement dans une autre industrie où il existe une déficience de ressources.

Il en résulterait un énorme gaspillage de ressources avec une conséquente destruction de richesse. Il serait donc impossible d'obtenir un maximum aussi élevé que celui qui pourrait être obtenu par la première méthode.

D'une telle vérité Barone donne encore une démonstration plus générale.

Souhaiter que les équivalents des ressources socialisées puissent être tous réduits à zéro c'est introduire dans le système des équations de l'équilibre, que nous avons vu entièrement déterminé, un nombre égal de nouvelles équations. Ou bien le problème est impossible, le nombre des équations étant *supérieur* à celui des inconnues, ou bien, afin de le rendre au moins possible logiquement, il est nécessaire d'exclure du système de l'équilibre un certain nombre d'équations qui s'y trouvent déjà. Comme on

1. Voir Mossé dans l'*Economie collectiviste*. Paris, 1939.

ne peut retirer les équations du système I qui expriment les nécessités matérielles de la production et qui doivent être respectées dans n'importe quel régime économique, il faut exclure les équations qui expriment les coûts minima et l'égalité entre prix et coûts. Mais alors le maximum ne peut plus être déterminé et il devient impossible de réaliser le bien-être collectif maximum.

Barone ajoute : Les collectivistes persistent à se défendre en exposant avec des interprétations subtiles et laborieuses, certaines propositions qui sont contraires aux faits ou ne supportent pas l'examen attentif. Attitude qui ressemble beaucoup à la répugnance avec laquelle les dogmes de certaines sectes sont discutés, surtout lorsqu'ils offrent une grande valeur de propagande !

La conclusion du « Ministère de la production », montre qu'il est inadmissible de faire de Barone le défenseur de la thèse selon laquelle « l'utilisation des équations de l'équilibre devrait permettre de résoudre le problème du calcul économique dans un Etat socialiste » ;

Dans le Paragraphe 54 on trouve écrit en caractères gras : « *Les équations de l'équilibre sont insolubles a priori.* Il ne suffit pas en effet, pour que le problème soit résolu, que le ministère de la production arrive à se tracer à lui-même, le système d'équations de l'équilibre le mieux adapté à l'obtention du maximum collectif. Mais il est nécessaire de résoudre ensuite les équations, c'est là qu'est le problème ». Et Barone expose une double série d'objections qui forme la base de toute la critique moderne sur la question.

Il ressort clairement du texte, que Barone est très sceptique sur la possibilité *pratique* de résoudre les équations, bien qu'en théorie, au point de vue analytique, la chose ne soit pas impossible.

« La difficulté vient plutôt du grand nombre d'individus et de biens dont il faut tenir compte. Tout au plus peut-on concevoir qu'avec un travail encore plus acharné une telle difficulté puisse être surmontée ». Mais « ce sera un travail énorme — gigantesque — donc prélevé sur les services productifs ».

D'autre part il est impossible de déterminer certains paramètres indispensables aux calculs. Il s'agit des coefficients de fabrication.

Leur détermination au point de vue technique ne présente pas de difficultés, c'est un travail d'ingénieur. « Mais il est franchement *inconcevable* que la détermination *économique* des coefficients puisse être faite *a priori* de façon à satisfaire la condition du coût minimum de production qui est une condition essentielle à l'obtention du maximum. Cette variabilité *économique* est certainement négligée par les collectivistes ; mais Pareto a déjà démontré qu'il s'agissait là d'un des aspects les plus importants de la question ».

« La détermination des coefficients les plus avantageux ne peut être faite que de façon expérimentale. Et non sur une échelle réduite comme dans un laboratoire ; mais avec des expériences réalisées sur une très large échelle, parce que souvent les avantages des variations ont leur origine précisément dans une nouvelle et plus vaste dimension de l'entreprise. »

Barone conclut en disant « qu'il faudra tenir compte de la rétribution de l'armée de fonctionnaires, dont les services seront consacrés, non à la production, mais au travail colossal et laborieux de centralisation au Ministère (en supposant la possibilité pratique d'une telle organisation). »

Réflexion prophétique, si l'on songe à ce qui se passe en Russie.

Nous croyons avoir donné la preuve qu'il est vraiment impossible de faire de Barone un défenseur des thèses collectivistes. On admet généralement que Barone a donné une solution (applicable ou non), aux problèmes de l'économie planifiée. On peut alors, tout au plus, lui reprocher de ne pas avoir été assez catégorique. Mais il faut songer que, Barone en établissant une solution mathématique ne pouvait pas la déclarer inapplicable au point de vue théorique, ce qui eût été détruire son ouvrage de ses propres mains. Il conclut cependant à l'impossibilité pratique d'employer cette solution. L. von Mises, F. A. von Hayeck,

L. Robbins et G. Halm ne font pas autre chose (1). Toutefois Mises semble croire à une impossibilité provenant de la nature même de la solution. Nous sommes du même avis, mais ce n'est pas pour la même raison (2).

De plus Barone, développant une suggestion de Pareto, montre que la plus forte objection à l'application de son système vient de l'impossibilité de déterminer les coefficients de fabrication autrement que par de très larges expériences, qui s'étendraient nécessairement à la vie économique tout entière, ce qui les rend pratiquement irréalisables.

La majorité des auteurs passe sous silence cette objection pourtant essentielle. Tout au plus L. Robbins l'envisage-t-il très sommairement quand il écrit : « Il serait nécessaire de connaître les possibilités de produire chaque objet possible au moyen de chaque combinaison possible de moyen de production (3). »

Si l'on considère que « la solution mathématique doit être fondée sur quelque système d'équations du genre de celui qu'a développé Barone » (4), on ne doit pas négliger cette objection.

On peut, en effet, concevoir un organisme d'information et de statistique suprêmement bien agencé, et des machines qui puissent résoudre en un temps très bref les systèmes d'équations de l'équilibre. Mais lorsqu'on en tient au système de Barone, comme le fait la critique, il est beaucoup plus difficile d'imaginer que l'économie puisse être tout entière transformée en un immense champ d'expérience pour déterminer les coefficients de fabrication. Il deviendrait alors impossible de distinguer entre l'expérience et la réalisation. Les systèmes d'équations servant aux expériences se succéderaient sans arrêt, et chevaucheraient les uns sur les autres et avec les systèmes définitifs. Un inexprimable gâchis en résulterait. On peut même ajouter, que

1. Voir les ouvrages déjà cités de ces auteurs.

2. Comme nous le montrerons p. 104.

3. L. ROBBINS, *op. cit.*

4. F. A. von HAYECK, *op. cit.*, p. 210.

la nécessité de déterminer les coefficients techniques par de « très larges expériences », enlève tout son intérêt à la solution mathématique, puisque l'autorité économique se retrouve devant les mêmes difficultés qu'elle pense écarter par un recours à cette solution.

Un argument aussi important ne devrait pas être négligé.

Nous allons maintenant faire la critique du raisonnement mathématique employé dans « le Ministère de la Production », nous nous demanderons ensuite quelle est la valeur intrinsèque de cette solution.

Pour suivre cette partie de notre exposé, il est nécessaire de se rapporter au texte même du « Ministère ».

Barone a cru devoir s'entourer d'un lourd appareil analytique, qui rend laborieuse l'étude de certains passages et qui est en grande partie inexact.

Dans la démonstration du maximum de la libre concurrence Barone note une propriété importante de cet équilibre, suivant laquelle la différentielle partielle de

$$\Phi = R_a + p_b R_b + \dots + p_s R_s + p_t R_t + \dots + E \quad (1).$$

est zéro lorsque les prix sont considérés comme constants.

Or la dénomination de *différentielle* partielle n'a aucun sens. Car une différentielle totale est bien une somme de différentielles partielles, mais il n'est pas permis d'utiliser ces dernières isolément.

Barone veut probablement déterminer les conditions du maximum de la fonction Φ , nous verrons qu'il s'y prend fort mal, mais en admettant qu'il veuille seulement déterminer un état stationnaire de Φ (c'est-à-dire un maximum ou un minimum indifféremment), il devrait calculer les *dérivées* partielles de Φ par rapport à toutes les variables. Peut-être est-ce ce qu'il entend sous le nom de différentielle partielle ?

De toute façon, comment procède-t-il au calcul de cette pseudo-différentielle ?

1. $R_a, R_b, \dots$ désignant les quantités des produits A, B...; R_s, R_t les quantités des services S, T, ...; p les prix et E l'épargne.

Dans le premier alinéa, il ne s'occupe ni de différentielle, ni de dérivée. Il constate simplement que Φ est constant parce que, si l'on modifie une des variables R dans un sens, il se produit une compensation dans le reste de l'expression. Cela résulte non pas d'un raisonnement mathématique, mais d'une hypothèse économique posée : égalité des prix et des coûts, coûts minima de production.

Donc démonstration purement économique. Les mathématiques n'ont rien à voir dans cette affaire.

Si Barone avait réellement calculé une dérivée partielle, il aurait obtenu :

dérivée partielle de Φ par rapport à R_b : $\frac{\partial \Phi}{\partial R_b} = p_b$.

La signification économique de cette quantité est d'ailleurs assez vague.

De plus Barone désigne cette pseudo-différentielle par le symbole $\Delta \Phi$ ce qui n'est pas correct, Δ en mathématiques n'étant qu'un symbole d'accroissement.

Les deuxièmes et troisièmes alinéas suscitent des observations analogues.

Il n'y a rien qui puisse ressembler à un calcul différentiel. A l'intérieur de Φ , se produisent simplement des compensations qui résultent des hypothèses économiques posées. Barone est beaucoup mieux inspiré lorsqu'il donne, au seul titre d'exemple malheureusement, dans sa définition du maximum collectif, une explication économique de ce fâcheux raisonnement. Il montre en effet, que si le prix d'un certain produit est supérieur à son coût de production, il est avantageux d'utiliser les ressources productives à la production du bien considéré, car la valeur des objets produits est supérieure à la valeur des facteurs productifs employés. Le maximum économique sera atteint quand le jeu de l'offre et de la demande aura de nouveau réalisé l'égalité entre les prix et les coûts.

Barone aurait dû se contenter de ces explications claires et correctes à tout point de vue.

Poursuivant son raisonnement, Barone croit pouvoir donner d'autres démonstrations du Maximum et nous assis-

tons à une fâcheuse confusion entre les différentielles totales les différentielles, les dérivées et les accroissements.

A chaque ligne, le même symbole $\Delta\Phi$ représente une expression différente.

On ne voit même plus exactement par rapport à quelles variables Φ est différenciée.

Finalement $\Delta\Phi$, qui d'après Barone est une différentielle partielle, ne l'oublions pas, s'exprime sous la forme d'une différentielle totale $\Sigma R (\Delta\pi - \Delta p)$, ce qui paraît pour le moins étrange.

De plus comment Barone parvient-il à cette expression ? car si l'on prend, d'après les règles de l'analyse, la différentielle totale de Φ : $d\Phi$ on obtient une expression très différente, que nous pouvons exprimer sous la forme très simplifiée :

$$d\Phi = dR_a + \Sigma p_b dR_b + \Sigma R_b dp_b + \dots \\ + \Sigma p_s dR_s + \Sigma R_s dp_s + \dots + dE$$

et nous serions curieux de savoir comment on peut réduire cette expression à $\Sigma R (\Delta\pi - \Delta p)$, même en tenant compte des équations III comme le recommande Barone.

A supposer que l'expression donnée par lui de la différentielle totale de Φ signifie quelque chose, il est clair qu'elle sera égale à zéro si les prix égalent les coûts et qu'elle deviendra négative si les prix sont supérieurs aux coûts. Mais Barone semble croire que le maximum de Φ est déterminé par la différentielle totale — hypothèse qui résulte du contexte car Barone ne l'écrit expressément nulle part. Or nous nous trouvons dans le cas d'une fonction de plusieurs variables interdépendantes, et les conditions à poser sont infiniment plus complexes. Il y a lieu de faire appel à la théorie du maximum lié.

Il en résulte, que Barone n'a pas posé toutes les conditions auxquelles doivent satisfaire les variables pour que la fonction Φ passe par un maximum.

Nous en tirerons tout à l'heure des conclusions très importantes.

Dans le § 14, l'expression donnée pour $\Delta\Phi$ est claire au

point de vue économique, mais elle n'a pas grande signification analytique. De plus, la démonstration est viciée à sa base par les erreurs commises dans le paragraphe précédent.

Dans le § 18 on trouve l'expression suivante :

$$dR_b = \frac{\partial R_b}{\partial p_b} dp_b$$

qui représente la variation de la quantité R_b du produit B lorsque varie le prix de B : p_b avant que la variation ait eu le temps de se transmettre aux autres prix.

Barone a tort de l'appeler dérivée partielle, car il s'agit justement d'une différentielle !

Il a beau dire dans une petite note de l'édition italienne, que les nécessités typographiques l'ont contraint d'employer des notations irrégulières, en fait il s'agit du ∂ grec employé à la place du ∂ en ronde réglementaire dans la notation d'une dérivée partielle ; la confusion est cependant un peu forte.

Dans le § 21, Barone veut exprimer la condition pour qu'un entrepreneur, bénéficiant d'un monopole, voit son profit $(p_b - \pi_b) R_b$ porté au maximum (p désignant les prix, π les coûts et E la quantité produite). Pour cela il égale à zéro la dérivée première :

$$p_b - \pi_b + R_b \frac{\partial p_b}{\partial R_b} = 0$$

Ce qui est insuffisant. La condition de la dérivée première égale à zéro détermine seulement un état stationnaire (maximum ou minimum) de la fonction. Pour déterminer le maximum il faut encore que la dérivée seconde soit négative :

$$2 \frac{d p_b}{d R_b} + R_b \frac{d^2 p_b}{d R_b^2} < 0$$

Nous ignorons d'ailleurs quelle signification économique cette dérivée seconde pourrait avoir. Mais personne n'obli-

geait Barone à employer le raisonnement mathématique. Puisqu'il le faisait, il devait en respecter les règles et ne pas s'arrêter à moitié chemin dans ses calculs.

Pour définir le maximum collectif (§ 36) Barone utilise exactement les mêmes raisonnements et calculs que dans le maximum de la libre concurrence. Il est donc inutile de reprendre les mêmes critiques.

De cette longue suite d'erreurs, on pourrait déduire que Barone emploie au petit bonheur des expressions mathématiques retenues par hasard. Mais d'un autre côté nous savons que l'auteur du « Ministère » n'était pas un novice en mathématique et dans le § 54, des calculs très difficiles sont exécutés avec une maîtrise parfaite. L'hypothèse de l'ignorance devant être écartée, nous ne voyons dans ce raisonnement qui décourage la critique mathématique qu'un exemple de ce qui arrive lorsqu'on veut à tout prix utiliser le calcul différentiel là où il n'a que faire.

Nous pouvons maintenant nous demander ce que représente au juste « le Ministère de la production ». S'agit-il, comme on le croit généralement (1), d'une solution au problème du calcul économique, en supposant surmontées toutes les difficultés pratiques : coefficients de fabrication, nombre immense d'informations à recueillir, systèmes d'équations démesurés.

Ou, n'est-ce qu'une simple méthode de recherche qui a permis à Barone d'éclaircir certains problèmes d'une économie socialiste ?

Reportons-nous au « Ministère ».

Barone entend démontrer que le respect des conditions de la libre concurrence porte au maximum la production des richesses et son raisonnement se poursuit sur un double plan : économique et mathématique.

Il pose un système d'équations exprimant les conditions de la libre concurrence : plan mathématique. Puis il dé-

1. Nous n'avons jamais trouvé une opinion contraire. Les objections de Mises elles-mêmes, peuvent se ramener à des difficultés pratiques d'exécution.

montre *économiquement* (l'emploi de quelques notations symboliques ne suffisant pas à changer l'essence du raisonnement), que la production des richesses est portée au maximum dans les conditions de libre concurrence. Nous sommes sur le plan économique. Seulement les deux plans n'étant pas réductibles l'un à l'autre, analytiquement la démonstration ne prouve rien. Ce que l'on peut démontrer sur l'un des plans n'est pas valable sur l'autre.

On comprend que les conditions de la libre concurrence étant respectées, la production des richesses soit maximum.

Mais il n'en résulte pas analytiquement que la fonction Φ atteigne un maximum.

Nous sommes passés sur un autre plan.

Le raisonnement simultané sur deux plans est le grand danger de l'économie mathématique. On est invinciblement tenté d'y employer des arguments économiques. Or les méthodes de raisonnement économique et mathématique sont essentiellement différentes ; il faut employer tout l'un ou tout l'autre.

Si l'on combine les deux méthodes on ne peut aboutir qu'à des systèmes d'équation de caractère descriptif, accompagnés de quelques calculs mathématiques et de raisonnements économiques. Si le tout a un sens, ce qui n'arrive pas toujours, il n'a qu'une valeur probante économique et l'on ne peut rien en tirer au point de vue mathématique. C'est exactement ce qui s'est produit dans « le Ministère de la production ».

Barone pose simplement les équations exprimant les conditions de la libre concurrence, qui devront être respectées dans la détermination du maximum de la fonction.

Tout ce que nous savons c'est que le maximum doit être obtenu en accord avec ces conditions et un raisonnement logique nous convainc qu'elles sont nécessaires. Mais nous ne connaissons pas les valeurs des différentes quantités économiques variables qui détermineront ce maximum.

Dans le régime de libre concurrence, ces valeurs sont données automatiquement par le mécanisme des prix.

De ce fait une confusion s'est peut-être établie dans

l'esprit de Barone. Il a pu croire qu'il suffisait de poser les équations de la libre concurrence, pour que du même coup ces valeurs soient également déterminées.

En réalité, elles devront être données, dans la solution mathématique, par des systèmes de relations déterminant le maximum, en accord avec les équations exprimant les conditions de la libre concurrence.

Barone ne pose nulle part ces relations. Il se contente de quelques systèmes d'équations, qui en eux-mêmes ne signifient rien de plus que des conditions à respecter. Il en résulte que ses équations de l'équilibre ne peuvent fournir aucune indication à l'autorité économique, puisqu'il est impossible d'en tirer les valeurs des inconnues qui détermineront le maximum.

S'il en était autrement, la tâche du ministre de la production serait vraiment trop facile. Il suffirait de résoudre les équations linéaires posant l'égalité des prix et des coûts, ce qui pratiquement n'est pas inconcevable.

Le travail pourrait même être décentralisé en partie. Le ministre s'arrangerait pour obtenir les coûts de production les moins élevés possibles et tant bien que mal, par retouches et approximations successives, on pourrait aboutir à une situation acceptable.

Mais cela suppose qu'il suffit de poser quelques conditions, pour que toutes les valeurs donnant le maximum d'un gigantesque système de variables interdépendantes soient déterminées du même coup.

Il est possible que Barone l'ait cru. Dans la conclusion (§ 56) il n'envisage que des équations linéaires, alors que ce sont des systèmes différentiels qu'il conviendrait malheureusement d'employer ; nous disons malheureusement, parce que les calculs n'en seront pas simplifiés. Barone parle bien de différentielle totale (§ 13) ce qui serait un pas vers la solution, mais il le fait comme démonstration accessoire du maximum et de toute façon la différentielle totale ne suffirait pas.

Nous pouvons en conclure qu'il est impossible théoriquement et pratiquement d'effectuer le calcul économique

au moyen des équations développées dans « Le Ministère de la Production ». Ces équations expriment des conditions à respecter, elles ne permettent pas d'extraire les valeurs des variables économiques déterminant le maximum.

Nous avons affaire à un système descriptif qui a permis à Barone d'étudier certains problèmes et certaines impossibilités de l'économie planifiée. Ce n'est pas une solution pratique.

Il est amusant que l'on ait si longuement et si consciencieusement discuté des possibilités d'application de cette solution, alors qu'en fait, il s'agissait d'un simple procédé d'étude.

L. Robbins et F. A. von Hayeck ont fort bien dit, sans creuser autrement le problème, que dans une solution mathématique toute décision économique nécessiterait la résolution d'un système de plusieurs centaines de milliers d'équations différentielles simultanées. Nous pensons pouvoir donner l'expression très simplifiée, de ce que serait un pareil système.

Souvenons-nous d'abord que toutes les quantités économiques sont interdépendantes, et que toute variation un peu importante d'une de ces quantités entraîne une variation correspondante de toutes les autres quantités.

Supposons que, sur la base de la situation existante et en accord avec les relations exprimant les désirs des consommateurs, on décide d'augmenter la production d'un bien quelconque, le charbon par exemple, il en résulte, que le volume de la production et les prix de l'acier, des services de transport de l'épargne individuelle ou des articles d'habillement, etc... vont varier dans des proportions plus ou moins grandes. Pour déterminer les nouvelles valeurs d'équilibre maximum de toutes ces variables, il faudra résoudre le système suivant :

Nous partons d'une fonction quelconque Φ exprimant la situation économique générale ; c'est-à-dire : tous les biens produits et consommés et leurs prix, tous les services employés et leur prix, le volume de l'épargne et son prix.

Evidemment nous simplifions d'une façon énorme, mais il n'est pas inconcevable que Φ puisse exprimer toutes les variables.

Nous avons donc :

$$\Phi (R_a, R_b \dots p_a, p_b \dots R_s, R_t \dots p_s, p_t \dots E, p_e \dots)$$

R_a, R_b , désignant les produits $R_s, R_t \dots$ les services, E l'épargne et p les prix.

En tout n inconnues reliées par n relations.

$$f_1 (R_a \dots \dots \dots) = 0$$

$$f_2 (R_s \dots \dots \dots) = 0$$

$$f_3 (p \dots \dots \dots) = 0$$

$$\dots \dots \dots$$

$$f_{n-1} (w \dots \dots \dots) = 0$$

$$f_n (x \dots \dots \dots) = 0$$

qui expriment les diverses interdépendances entre les variables : les nécessités matérielles de la production, les conditions de la libre concurrence (système I et IV de Barone). Les conditions techniques de la production (par exemple la quantité de fer qui peut être extraite d'un minerai d'une certaine teneur), etc..., et même les coefficients économiques de fabrication.

Nous estimons qu'ils pourraient y prendre place sous une forme à déterminer. Par exemple, à titre d'illustration et pour fixer les idées, sous cette forme donnés par W. Pareto (1) ($f(a_s, a_t, a_v \dots R_a)$), accompagnée, pour que les coûts soient minima, de :

$$p_s \frac{\partial a_s}{\partial a_t} + p_t = 0, \quad p_s \frac{\partial a_s}{\partial a_v} + p_v = 0, \dots \dots$$

où $a_s, a_t, a_v \dots$ désignent les quantités des catégories de services S. T. V.... employées dans la production de la quantité R du produit A.

Supposons que l'une des inconnues varie (la quantité de charbon par exemple). La relation correspondante entre les variables disparaîtra, il restera donc ($n - 1$)

1. W. PARETO, *Cours d'économie politique*, vol. II, § (719)².

Et le calcul économique sera effectué.

Tout à l'heure nous avons écrit que les $(2n - 1)$ équations déterminaient le maximum. Ce n'est pas entièrement exact.

Nous nous trouvons seulement dans un état stationnaire (maximum ou minimum) et les relations à poser pour déterminer le maximum sont encore plus complexes.

Mais comme l'on se trouvera vraisemblablement plus près d'un maximum que d'un minimum, il est hautement probable, que ce sera le point d'équilibre maximum qui sera atteint.

La solution mathématique permet donc théoriquement à l'autorité centrale d'une économie planifiée de réaliser sa tâche : le bien-être maximum pour la société.

Seulement, si le plan veut être autre chose qu'une limitation plus ou moins irrationnelle de la volonté individuelle, il faudra inclure dans les calculs tous les détails de la plus minutieuse importance. Pris isolément, ces détails n'ont peut-être pas de grands effets ; mais dans le régime actuel, ajoutés les uns aux autres, ils décident du succès ou de l'échec d'une entreprise. Et dans tout plan qui ne veut pas être absolument inefficace, il faudra en tenir compte. Comme l'ont fait remarquer avec grand talent L. Robbins et F. A. von Hayeck, « il sera nécessaire de traiter chaque machine instrument, bâtiment..., non pas comme appartenant à une catégorie d'objets matériellement identiques, mais comme une unité, dont l'utilité est déterminée par son état particulier d'usure et de durée, sa situation, etc... » (1).

Les catégories de biens susceptibles d'un usage économique sont innombrables ; et l'énumération dépasse toutes les possibilités humaines s'il faut que chaque objet soit différencié d'après sa situation géographique, son degré d'usure, sa date de fabrication, les possibilités qu'il présente, etc...

Cependant chacun de ces éléments doit être considéré

1. F. A. von HAYECK, *op. cit.*, p. 210.

comme une entité distincte et entrer *séparément* dans les calculs.

Il en résulte que l'autorité centrale ne pourra jamais réunir les informations nécessaires, et en supposant qu'elle puisse poser les équations — simple vue de l'esprit — sur des tonnes de papier, représentant des kilomètres de chiffres et de symboles, il lui sera absolument impossible de résoudre le système.

Impossibilité pratique et non impossibilité théorique, mais impossibilité absolue.

Certains planistes ont appelé « position de repli » l'argument de L. Robbins et F. A. von Hayeck, et avec l'intrépidité qui les caractérise, ils ont parlé de l'attaquer (1).

Archimède aurait pu soulever le monde si on lui avait fourni un point d'appui. Que les planistes trouvent d'abord le point d'appui, ensuite ils pourront parler de « position de repli ».

L. von Mises, dans une étude des solutions mathématiques (2), n'a pas envisagé la question tout à fait sous le même angle que Robbins et Hayeck. Il soutient « que les équations de l'équilibre décrivent seulement l'état hypothétique que doit atteindre l'économie, quand aura été assurée l'élimination de toutes les causes susceptibles de provoquer une modification des estimations.

« Cet état d'équilibre statique est une notion purement abstraite qui ne prendra jamais corps dans la réalité.

« Les équations de l'équilibre ne peuvent servir de base à aucune proposition et évaluation pratique, elles ne nous indiquent pas le chemin sur lequel doit s'engager l'économie.

« Car nous ne connaissons dans le domaine des échanges sociaux, aucune relation constante entre les grandeurs. Les seules grandeurs que nous parvenons à déterminer n'ont qu'une signification *historique* et dépourvue de généralité. »

1. R. Mossé, *La théorie de l'économie planifiée*.

2. L. von Mises, *op. cit.*

Et Mises ajoute : « Hayeck a bien montré que l'application au calcul économique des équations qui décrivent l'état d'équilibre, suppose la connaissance des estimations futures des consommateurs. Mais il n'y a vue qu'une difficulté pratique d'exécution, alors qu'il s'agit d'un obstacle infranchissable ».

En fait la position de Mises ne diffère de celle de Hayeck que par des considérations sur l'équilibre statique, qui d'après Mises est incapable de servir de base à aucune proposition ou évaluation pratique.

A notre avis Mises se fait de l'état statique une idée absolue qui semble directement inspirée du concept d'Entropie ou principe de Carnot-Clausius.

« L'entropie exprime la tendance universelle vers un état caractérisé par une homogénéité, une symétrie, une isotropie complète. Quand cet état sera atteint, aucun point de l'univers ne pourra se distinguer d'aucun autre, puisqu'ils posséderont tous les mêmes propriétés.

Le temps et l'espace n'auront plus de signification. A ce moment l'équilibre parfait règnera, la température, sera uniforme, l'Entropie sera maxima » (1).

En appliquant ce principe aux phénomènes économiques et sociaux, on peut se représenter l'équilibre comme « une situation dans laquelle l'échange est devenu uniforme. Les mêmes tractations seraient toujours pratiquées, puisque resteraient constantes, aussi bien les conditions qui dé-

1. LECOMTE DU NOÛY, L'homme devant la science, p. 116. La Nation d'entropie est tirée du second principe de la thermo-dynamique. Pour en donner une idée, considérons un *système isolé*, que l'on peut d'ailleurs choisir aussi grand que l'on veut, l'univers par exemple. Pour chaque état par lequel passe le système, il existe une fonction dont la valeur ne dépend que de l'état actuel du système et à laquelle Clausius a donné le nom d'*Entropie*, on la désigne par le symbole S . Nous ne connaissons la valeur de l'entropie qu'à une constante près. En d'autres termes, nous ne pouvons déterminer que les variations de l'entropie. En outre, lorsque le système est en équilibre, son Entropie est un maximum ($dS = 0$). Mais ce qui caractérise particulièrement la fonction entropique, c'est qu'elle ne peut aller qu'en augmentant à mesure que des phénomènes se produisent à l'intérieur du système ($\frac{dS}{dt}$ toujours positif). C'est une marche à sens unique toujours dans le sens de la dégradation irréversible.

clanchent l'échange, que celles qui en gouvernent l'exécution » (1).

L. von Mises fait lui-même remarquer qu'il s'agit là d'une notion purement abstraite.

D'autre part, l'application du concept d'entropie aux phénomènes vitaux soulève de graves difficultés de principe. L'évolution semble caractérisée dans cette matière par une augmentation de complexité, en contradiction avec l'entropie.

L'équilibre statique absolu n'existe pas ; l'équilibre économique est un état, considéré pendant un temps infiniment court entre deux mouvements. La continuité est un tel besoin de notre esprit que nous avons du mal à envisager cette succession d'états. Mais la continuité est une question d'échelle, elle n'a pas de sens dans la réalité. La vie, la lumière, l'énergie, procèdent par sauts brusques (mutations, quanta).

Une lame de rasoir peut nous donner une idée de la continuité, mais vue au microscope, elle évoque plutôt une carte à grande échelle des côtes de Bretagne.

Mathématiquement la continuité s'exprime par un réseau serré d'inégalité (2).

Il n'en est pas autrement dans la science économique. Chaque action individuelle fait varier l'économie, qui passe d'un état statique à un autre état statique. La succession rapide de ces états donne l'impression de continuité.

Evidemment il se produit quelquefois des catastrophes ; la continuité est rompue. Ce sont des mutations brusques. Mais en temps normal, l'état auquel parvient l'économie après chaque action individuelle peut être considéré comme représentant le maximum de satisfaction pour chaque individu, toutes choses égales d'ailleurs.

Il s'agit d'un état statique, valable pour l'instant donné, et non de l'état stationnaire tel que le concevait S. Mill par exemple.

1. L. von MISES, *op. cit.*

2. Voir par exemple, PAPERIER, *Précis d'analyse*. Librairie Vuibert.

Le système d'équations que nous avons posé tout à l'heure n'exprime rien d'autre. Lorsque l'autorité centrale, par l'inspection des relations entre les variables, jugera qu'il est temps d'agir dans un sens, notre fonction Φ variera et prendra une nouvelle position d'équilibre, un nouvel état statique, si l'on veut.

Il suffit que l'autorité centrale réagisse assez rapidement aux actions individuelles déterminant les relations entre les variables, pour que nous ayons l'impression d'un mouvement continu et l'on se trouvera en présence d'une économie dynamique et non plus statique.

Si l'on considère l'économie pendant un moment infiniment bref, elle paraîtra statique obligatoirement, de même qu'une balle de fusil photographiée au cent millionième de seconde semble immobile.

Il ne faut donc pas retenir l'objection suivant laquelle les équations de l'équilibre ne sauraient être employées au calcul économique, car elles représentent un état abstrait qui ne peut jamais prendre corps dans la réalité.

Cette objection est fondée sur une notion trop absolue de l'état statique.

L. von Mises prétend également que les équations de l'équilibre ne peuvent servir de base à aucune évaluation pratique.

Nous sommes de cet avis en ce qui concerne les équations de Barone, qui ne sont rien d'autre que des conditions à respecter *lorsqu'on* détermine l'équilibre.

Mais dans le système que nous avons proposé, voici comment nous pensons que les choses se passeront.

L'autorité centrale sera avertie des modifications qui se produiront, soit dans les conditions de la production, soit dans les désirs des consommateurs, par une sorte de tension dans les relations entre variables économiques. Par exemple ces relations, de la forme f (.....) ne pourront plus s'égaliser à zéro.

Une ou plusieurs relations pourront être affectées. L'autorité centrale aura pour tâche d'introduire dans le système d'équations de l'équilibre les nouvelles valeurs modifiées

en accord avec les relations à faire rentrer dans l'ordre.

Les calculs étant effectués, un nouvel équilibre sera déterminé, peut-être par approximations successives.

Cet équilibre réagira à son tour sur les relations entre les variables économiques et de nouvelles modifications deviendront nécessaires. Ainsi par action et réactions réciproques, l'optimum économique et les désirs des consommateurs pourront être réalisés.

Cette suite continue d'action et de réaction, c'est au fond tout le régime libéral. Le mécanisme des prix joue le rôle des relations entre les variables et le marché résout le problème.

Mais le système libéral peut atteindre ce but parce que l'individu n'a à prendre en ce qui le concerne, qu'une part infime de la décision totale, le marché effectuant à lui seul la besogne de centralisation qui dépasse les possibilités humaines.

Enfin L. von Mises note que les seules grandeurs économiques que nous parvenons à déterminer n'ont qu'une valeur historique et dépourvue de généralité. Ce qui est exact. Nous ne pouvons déterminer que des conditions passées et il n'y a pas de conditions économiques valables partout et toujours.

Mais dans le régime libéral, ce sont les conditions d'hier qui déterminent la production de demain. L'adaptation entre production et consommation est néanmoins réalisée parce que le marché réagit très vite.

Dans la solution mathématique il sera nécessaire de connaître les conditions dont *toutes* les variables économiques sont assorties, et il faudra les introduire presque instantanément dans les équations pour qu'elles soient encore adaptées aux circonstances ; ce qui est irréalisable, mais il s'agit d'une impossibilité pratique, et la position de von Mises ne diffère pas en réalité de celle de Hayeck.

Nous voudrions maintenant donner une idée des solutions mathématiques qui ont été proposées par des théoriciens planistes.

Si nous ne l'avons pas fait plus tôt c'est qu'elles ne pré-

sentent pas un grand intérêt. Nous prenons la solution de Zassenhaus et Dickinson telle qu'elle est donnée par M. R. Mossé (1). Six séries d'équation sont jugées nécessaires :

1^o Une série exprimant, pour chaque bien de consommation, la relation entre la quantité demandée et le prix, de la forme : $Q = f\left(\frac{1}{p}\right)$. Il est inutile de revenir sur l'impossibilité de déterminer ces courbes.

2^o Une série d'équations exprimant les coefficients de fabrication. Seulement l'aspect technique de ces coefficients est seul envisagé. La veille confusion entre économique et technique n'est pas prête de disparaître.

3^o Une série d'équations exprimant les courbes d'offre de chaque facteur de production en fonction des prix, de la forme : $O = f(P)$, et à ce sujet nous trouvons cette phrase étonnante : « Il faudrait intégrer, dans ces équations, les possibilités de variation, afin que l'économie planifiée ne soit pas *exclusivement* une économie où la *demande doit s'aligner sur l'offre* » !

Zassenhaus et Dickinson estiment que les données nécessaires à l'établissement de ces trois séries pourraient être réunies sans difficultés. En cela ils font preuve d'un robuste optimisme. Les trois autres séries se bornent à exprimer certaines conditions requises.

4^o Une série exprimant les nécessités matérielles de la production (Système I de Barone).

5^o Une série exprimant l'égalité entre l'offre et la demande pour chaque bien de consommation au prix définitif.

6^o Une série exprimant l'égalité entre l'offre et la demande pour chaque facteur de production.

Cette solution néglige systématiquement toutes les objections qui ont été présentées depuis vingt ans.

Le système est peu harmonieux, mal lié dans ses parties. Il ne représente lui aussi que des conditions à respecter.

3. R. MASSÉ, *op. cit.*

C'est un simple schéma, ce n'est pas une solution pratique.

Nous ne finirons pas cet exposé sans dire toute la méfiance que nous inspire l'emploi des mathématiques dans l'étude des faits économiques. Cette affirmation peut sembler inattendue car nous avons nous-même donné une expression analytique du maximum économique. Mais si analytiquement nous croyons cette expression correcte, nous n'en garantissons aucunement la signification économique. Il n'est pas prouvé que les faits économiques puissent être toujours réduits à un système analytique.

Nous connaissons déjà très mal les relations fonctionnelles qui existent entre les variables économiques interdépendantes et quel sens, nous ne disons même pas économique, mais simplement mathématique, peut-on attribuer aux dérivés de semblables fonctions ?

Lorsqu'on veut faire rentrer à toute force l'économie dans un cadre mathématique qui n'est pas fait pour elle, on voit trop souvent céder ou l'économie, ou le cadre mathématique.

Lorsqu'on applique à l'économie politique les règles de l'analyse, on part de faits économiques connus quoique simplifiés par la force des choses, et l'on pense trop facilement aboutir à des conclusions économiques.

Indépendamment de la difficulté du raisonnement sur le double plan économique et mathématique, est-il certain que le calcul effectué n'a pas transformé le problème dans sa nature ?

Il n'est pas impossible qu'en « analysant » et en « simplifiant », nous perdions de vue le vrai problème que nous nous étions primitivement fixé et que nous nous trouvions en présence d'un autre problème, sans aucun lien apparent avec le premier.

Bien souvent nous ne pourrions même pas nous en apercevoir. En économie mathématique, les vérifications directes sont impossibles, car les hypothèses de départ sont déjà simplifiées à un tel point qu'elles n'ont souvent plus qu'un lointain rapport avec la réalité.

Par contre les mathématiques peuvent être utilisées

avec fruit dans des questions de finance, de monnaie, de prix, bien délimitées. Mais leur véritable domaine économique est la statistique. Toutes les lois économiques étant de nature statistique, les mathématiques ont donc un grand rôle à jouer.

Encore faut-il qu'elles soient utilisées avec prudence et discernement. Autrement il s'agira peut-être d'agréables divertissements de l'esprit, mais non de raisonnements présentant une valeur économique. Il est par exemple très dangereux de se livrer à des transformations analytiques de courbes, sans s'être assuré qu'il existe bien une liaison *économique* entre la courbe primitive et sa transformée.

En résumé, nous ne pensons pas qu'il soit toujours légitime d'utiliser le raisonnement mathématique dans l'étude des faits économiques. Prodigeux système de sténographie mentale, les mathématiques ne peuvent rien créer en elles-mêmes.

Au bout de tous les calculs du monde, on ne trouvera rien d'autre que ce qui a été posé dans les équations de départ.

On s'est fait beaucoup d'idées fausses à ce sujet.

Les mathématiques sont un procédé d'analyse et un procédé très périlleux dans les études économiques car les risques d'erreurs sont grandes et ne sont pas toujours soupçonnables.

Si nous n'avions pas d'autres raisons plus directement fondées, cela seul suffirait à nous faire repousser les solutions mathématiques aux problèmes de l'économie planifiée.

Vu : le Président de la thèse,

L. BAUDIN.

Vu : le Doyen,

M. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES.

- BETTELHEIM (C. H.). — La planification soviétique. Paris, 1939.
- BROGLIE (L. DE). — Matière et lumière.
- BRUTZKUS (B.). — U. R. S. S. Terrain d'expérience économique. Librairie de Médecis. Paris, 1938.
- EDDINGTON (Sir A.). — Nouveaux sentiers de la science.
- HAYECK (E. A. von) et PIERSON (N. G.), MISES (L. von), HALM (G.), BARONE (E.). — L'économie dirigée en régime collectiviste. Librairie de Médecis. Paris, 1939.
- LABRIOLA (A.). — Le crépuscule de la civilisation.
- LECOMTE DU NOÛY. — L'homme devant la science. Flammarion. Paris, 1939.
- LIPPMANN (W.). — La Cité libre. Librairie de Médecis. Paris, 1939.
- MISES (L. von). — Le Socialisme. Librairie de Médecis. Paris, 1939.
- MOSSÉ (R.). — L'économie collectiviste. Paris, 1939.
- PARETO (W.). — Cours d'économie politique.
— Manuel d'économie politique.
- POINCARÉ (H.). — La valeur de la science. La Science et l'hypothèse. Science et méthode.
- ROBBINS (L.). — L'économie planifiée et l'ordre international. Librairie de Médecis. Paris, 1939.

REVUES.

- BARONE (E.). — Il ministro della produzione nello stato collectiviste, dans *Giornale degli economisti*, septembre et octobre 1908. Traduit en français dans l' *Economie dirigée en régime collectiviste*.
- DETŒUF (A.). — La fin du libéralisme, dans *Les Nouveaux cahiers*, mai 1936.

- DICKINSON (H. D.). — Price formation in a socialist economy, dans *Economic journal*, déc. 1933.
- DOBB (Dr Maurice). — Economic theorie and the problem of a socialist economy, dans *Economic journal*, déc. 1933.
- LANGE (O.). — On the economic Theorie of socialism, dans *Review of economic Studies*, oct. 1936.
- LERNER. — Static and dynamic in socialist economics, dans *Economic journal*, juin 1937.
- MARTIN (P. W.). — Etat actuel du planing économique. *Revue internationale du travail*, mai 1936 et février 1937.
- MOSSÉ (R.). — La théorie de l'économie planifiée, dans *Revue internationale du travail*, sept. 1937.
- MISES (L. von). — Les équations de l'économie mathématique et le problème du calcul économique en régime socialiste, dans *Revue d'Economie politique*, juillet-août 1937.
- WEBER (Max). — Wirtschaft und Gesellschaft, dans *Grundriss der Socialökonomik*, part. III, 1^{re} partie, ch. II, 9-14, Tübingen, 1921.
- ZASSENHAUS (H.). — Ueber die ökonomische Theorie der Planenwissenschaft, dans *Zeitschrift für National-Ökonomische*.

COURS.

Cours de M. le Professeur L. Baudin à la Faculté de Droit de Paris.



